



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

WIDENER LIBRARY

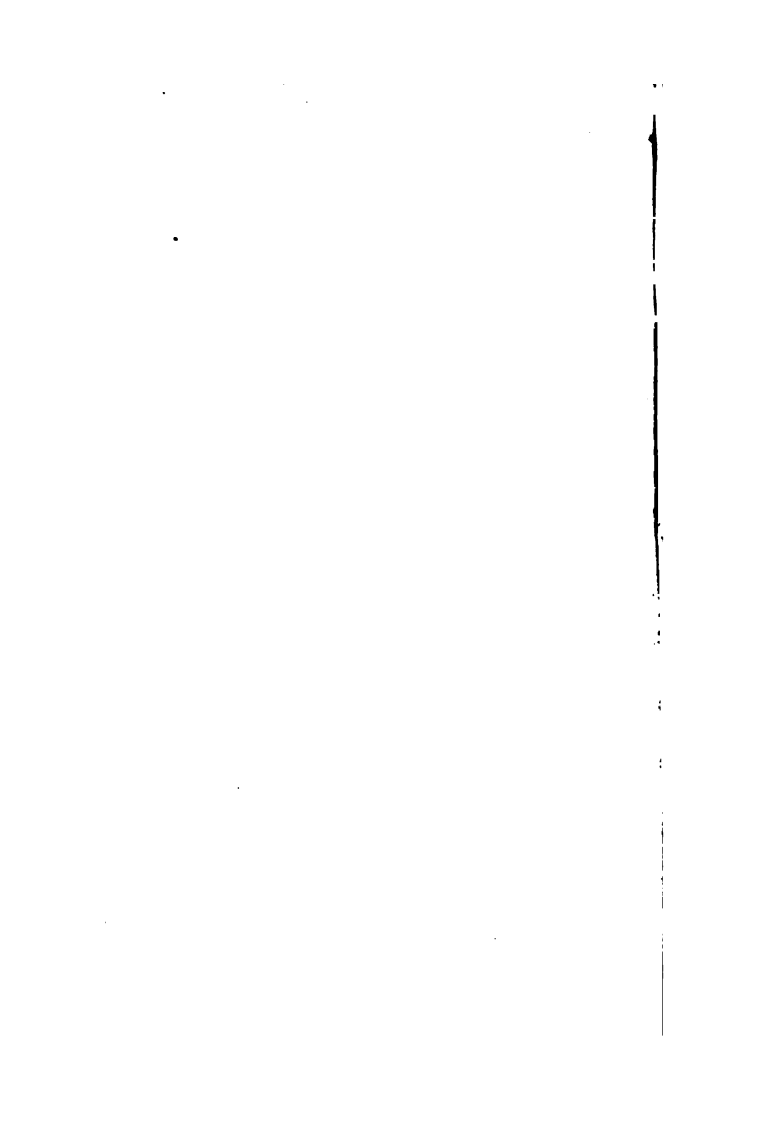


HX PP4R 2









CHEFS-D'ŒUVRE
ORATOIRES
DE MIRABEAU.

IMPRIMERIE DE FAIN, PLACE DE L'ODÉON.

CHEFS-D'ŒUVRE

ORATOIRES

DE MIRABEAU,

OU

**CHOIX DES PLUS ÉLOQUENS DISCOURS DE
CET ORATEUR CÉLÈBRE ;**

PRÉCÉDÉ D'UNE NOTICE BIOGRAPHIQUE ,

**Et suivi du Plaidoyer que Mirabeau prononça à
la sénéchaussée d'Aix, dans son procès avec sa
femme.**

TOME SECOND.

PARIS,

COLLIN DE PLANCY, ÉDITEUR,

BOULEVART MONTMARTRE, N^o. 23 ;

BAROYER ET COMPAGNIE,

RUE PAVÉE S^t.-ANDRÉ, N^o. 2.

1822.

~~4544.6~~

Fr 1383.67

1173.2

CHEFS-D'ŒUVRE
ORATOIRES
DE MIRABEAU.



ASSEMBLÉE NATIONALE.

SÉANCE DU 20 MAI 1790.

**La nation doit-elle déléguer au roi l'exercice du
droit de paix et de guerre ?**

Mirabeau :

S_i je prends la parole sur une matière soumise depuis cinq jours à de longs débats, c'est seulement pour établir l'état de la question, laquelle, à mon avis, n'a pas été posée ainsi qu'elle devait l'être. Un pressant péril dans le moment actuel, de

grands dangers dans l'avenir, ont dû exciter toute l'attention du patriotisme ; mais l'importance de la question a aussi son propre danger. Ces mots de guerre et de paix ^{l'ear}sonnent fortement à l'oreille, réveillent et trompent l'imagination, excitent les passions les plus impérieuses, la fierté, le courage, se lient aux plus grands objets, aux victoires, aux conquêtes, au sort des empires, surtout à la liberté, surtout à la durée de cette constitution naissante que tous les Français ont juré de maintenir : et lorsqu'une question de droit public se présente dans un si imposant appareil, quelle attention ne faut-il pas sur soi-même pour concilier, dans une discussion aussi grave, la raison froide, la profonde méditation de l'homme d'état, avec l'émotion bien excusable que doivent inspirer les craintes qui nous environnent ?

Faut-il déléguer au roi l'exercice du droit de faire la paix et la guerre ? ou doit-on l'attribuer au corps législatif ? C'est ainsi, messieurs, c'est avec cette alternative qu'on a jusqu'à présent énoncé la question,

et j'avoue que cette manière de la poser la rendrait insoluble par soi-même. Je ne crois pas que l'on puisse, sans anéantir la constitution, déléguer au roi l'exercice du droit de faire la paix ou la guerre; je ne crois pas non plus que l'on puisse attribuer exclusivement ce droit au corps législatif, sans nous préparer des dangers d'une autre nature, et non moins redoutables. Mais sommes-nous forcés de faire un choix exclusif? Ne peut-on pas, pour une des fonctions du gouvernement, qui tient tout à la fois de l'action et de la volonté, de l'exécution et de la délibération, faire concourir au même but, sans les exclure l'un par l'autre, les deux pouvoirs qui constituent la force de la nation et qui représentent sa sagesse? Ne peut-on pas restreindre les droits, ou plutôt les abus de l'ancienne royauté, sans paralyser la force publique? Ne peut-on pas, d'un autre côté, connaître le vœu national sur la guerre et sur la paix par l'organe suprême d'une assemblée représentative, sans transporter parmi nous des inconvénients que nous découvrons dans

cette partie du droit public des républiques anciennes et de quelques états de l'Europe? En un mot, car c'est ainsi que je me suis proposé à moi-même la question générale que j'avais à résoudre, ne doit-on pas attribuer concurremment le droit de faire la paix et la guerre aux deux pouvoirs que notre constitution a consacrés?

Avant de nous décider sur ce nouveau point de vue, je vais d'abord examiner avec vous, si, dans la pratique de la guerre et de la paix, la nature des choses, leur marche invincible, ne nous indiquent pas les époques où chacun des deux pouvoirs peut agir séparément, les points où leur concours se rencontre, les fonctions qui leur sont communes, et celles qui leur sont propres; le moment où il faut délibérer et celui où il faut agir. Croyez, messieurs, qu'un tel examen nous conduira bien plus facilement à la vérité, que si nous nous bornions à une simple théorie.

Et d'abord, est-ce au roi ou au corps législatif à entretenir des relations extérieures, à veiller à la sûreté de l'empire,

à faire, à ordonner les préparatifs nécessaires pour le défendre ?

Si vous décidez cette première question en faveur du roi, et je ne sais comment vous pourriez la décider autrement, sans créer dans le même royaume deux pouvoirs exécutifs, vous êtes contraints de reconnaître, par cela seul, que souvent une première hostilité sera repoussée, avant que le corps législatif ait eu le temps de manifester aucun vœu, ni d'approbation, ni d'improbation; or, qu'est-ce qu'une première hostilité reçue et repoussée, si ce n'est un état de guerre, non dans la volonté, mais dans le fait ?

Je m'arrête à cette première hypothèse, pour vous en faire sentir la vérité et les conséquences. Des vaisseaux sont envoyés pour garantir nos colonies; des soldats sont placés sur nos frontières. Vous convenez que ces préparatifs, que ces moyens de défense appartiennent au roi : or, si ces vaisseaux sont attaqués, si ces soldats sont menacés, attendront-ils, pour se défendre, que le corps législatif ait approuvé ou im-

prouvé la guerre? Non, sans doute : eh bien, j'en conclus que, par cela seul, la guerre existe, et que la nécessité en a donné le signal. De là, il résulte que, presque dans tous les cas, il ne peut y avoir de délibération à prendre, que pour savoir si l'on donnera suite à une première hostilité, c'est-à-dire, si l'état de guerre devra être continué. Je dis, presque dans tous les cas; en effet, messieurs, il ne sera jamais question, pour des Français, dont la constitution vient d'épurer les idées de justice, de faire ou de concerter une guerre offensive, c'est-à-dire, d'attaquer les peuples voisins lorsqu'ils ne nous attaquent point. Dans cette supposition, sans doute, la délibération devrait précéder même les préparatifs; mais une telle guerre doit être regardée comme un crime, et j'en ferai l'objet d'un article de décret.

Ne s'agit-il donc que d'une guerre défensive? ou l'ennemi a commis des hostilités, et nous voilà dans un état passif de guerre : ou, sans qu'il y ait encore des hostilités, les préparatifs de l'ennemi en annoncent

le dessein; déjà, par cela seul, la paix étant troublée, nos préparatifs de défense deviennent indispensables.

Il est un troisième cas; c'est lorsqu'il faut décider si un droit contesté ou usurpé sera repris, ou maintenu par la force des armes, et je n'oublierai pas d'en parler; mais jusque-là je ne vois pas qu'il puisse être question pour le corps législatif de délibérer. Le moment viendra où les préparatifs de défense excédant les fonds ordinaires, la nécessité de faire de plus grands préparatifs devra être notifiée au corps législatif, et je ferai connaître quels sont alors ses droits.

Mais quoi! direz-vous, le corps législatif n'aura-t-il pas toujours le pouvoir d'empêcher le commencement de l'état de guerre? Non, car c'est comme si vous demandiez s'il est un moyen d'empêcher qu'une nation voisine ne nous attaque; et quel moyen prendriez-vous?

Ne ferez-vous aucuns préparatifs? vous ne repousserez point les hostilités; mais

vous les souffrirez. L'état de guerre sera le même.

Chargerez-vous le corps législatif des préparatifs de défense? Vous n'empêcherez pas pour cela l'agression; et comment concilierez-vous cette action du corps législatif avec celle du pouvoir exécutif?

Forcerez-vous le pouvoir exécutif de vous notifier ses moindres préparatifs, ses moindres démarches? Vous violerez toutes les règles de la prudence; l'ennemi connaissant toutes vos précautions, toutes vos mesures, les déjouera; vous rendrez les préparatifs inutiles : autant vaudrait-il n'en point ordonner.

Bornerez-vous l'étendue des préparatifs? Mais le pouvez-vous avec tous les points de contact qui vous lient à l'Europe, à l'Inde, à l'Amérique, à tout le globe? Mais ne faut-il pas que vos préparatifs soient dans la proportion de ceux des états voisins? Mais les hostilités commencent-elles moins entre deux vaisseaux qu'entre deux escadres? Mais ne serez-vous pas forcés d'accorder chaque année une certaine somme pour des

Armemens imprévus ? Ne faut-il pas que cette somme soit relative à l'étendue de vos côtes, à l'importance de votre commerce, à la distance de vos possessions lointaines, à la force de vos ennemis ? Cependant , messieurs , je le sens aussi vivement que tout autre : il faut bien se garder de surprendre notre vigilance par ces difficultés ; car il importe qu'il existe un moyen d'empêcher que le pouvoir exécutif n'abuse même du droit de veiller à la défense de l'état ; qu'il ne consume en armemens inutiles des sommes immenses ; qu'il ne prépare des forces pour lui-même en feignant de les destiner contre un ennemi ; qu'il n'excite , par un trop grand appareil de défense , la jalousie ou la crainte de nos voisins : sans doute il le faut ; mais la marche naturelle des événemens nous indique comment le corps législatif réprimera de tels abus ; car , d'un côté , s'il faut des armemens plus considérables que ne le comporte l'extraordinaire des guerres , le pouvoir exécutif ne pourra les entreprendre sans y être autorisé , et vous aurez le droit de

forcer à la négociation de la paix , de refuser les fonds demandés. D'un autre côté , la prompte notification que le pouvoir exécutif sera tenu de faire de l'état de guerre, soit imminent , soit commencé, ne vous laissera-t-elle pas tous les moyens imaginables de veiller à la liberté publique ?

Ici je comprends , messieurs , le troisième cas dont j'ai parlé , celui d'une guerre à entreprendre pour recouvrer ou conserver une possession ou un droit , ce qui rentre dans la guerre défensive. Il semble d'abord que , dans une telle hypothèse , le corps législatif aurait à délibérer , même sur les préparatifs ; mais tâchez d'appliquer , mais réalisez ce cas hypothétique. Un droit est-il usurpé ou contesté , le pouvoir exécutif , chargé des relations extérieures , tente d'abord de le recouvrer par la négociation. Si ce premier moyen est sans succès et que le droit soit important , laissez encore au pouvoir exécutif le droit des préparatifs de défense ; mais forcez-le à notifier aux représentans de la nation l'usurpation dont il se plaint , le droit qu'il réclame , tout

comme il sera forcé de notifier un état de guerre imminent ou commencé. Vous établirez par ce moyen une marche uniforme dans tous les cas ; et je vais démontrer qu'il suffit que le concours du pouvoir législatif commence à l'époque de la notification dont je viens de parler, pour concilier parfaitement l'intérêt national avec le maintien de la force publique.

Les hostilités sont donc ou commencées ou imminentes. Quels sont alors les devoirs du pouvoir exécutif ? Quels sont les droits du pouvoir législatif ?

Je viens de l'annoncer ; le pouvoir exécutif doit notifier sans aucun délai l'état de guerre ou comme existant, ou comme prochain, ou comme nécessaire, en faire connaître les causes, demander les fonds, requérir la réunion du corps législatif, s'il n'est point assemblé.

Le corps législatif, à son tour, a quatre sortes de mesures à prendre : la première est d'examiner si les hostilités étant commencées, l'agression coupable n'est pas venue de nos ministres ou de quelque agent

du pouvoir exécutif. Dans un tel cas , l'auteur de l'agression doit être poursuivi comme criminel de lèze-nation. Faites une telle loi , et vous bornerez vos guerres au seul exercice du droit d'une juste défense ; et vous aurez plus fait pour la liberté publique quesi , pour attribuer exclusivement le droit de la guerre au corps représentatif, vous perdiez les avantages que l'on peut tirer de la royauté.

La seconde mesure est d'approuver , de décider la guerre si elle est nécessaire , de l'improver si elle est inutile ou injuste ; de requérir le roi de négocier la paix , et de l'y forcer en refusant les fonds ; voilà , messieurs , le véritable droit du corps législatif. Les pouvoirs alors ne sont pas confondus ; les formes des divers gouvernemens ne sont pas violées , et l'intérêt national est conservé. Au reste , messieurs , lorsque je propose de faire approuver ou improver la guerre par le corps législatif , tandis que je lui refuse le droit exclusif de délibérer la paix ou la guerre , ne croyez pas que j'élude en cela la question , ni que je propose la même délibération sous une

forme différente. L'exercice du droit de faire la paix et la guerre n'est pas simplement une action ni un acte de pure volonté; il tient au contraire à ces deux principes : il exige le concours des deux pouvoirs ; et toute la théorie de cette question ne consiste qu'à assigner, soit au corps législatif, soit au pouvoir exécutif, le genre de concours qui, par sa nature, lui est plus propre qu'à aucun autre. Faire délibérer exclusivement le corps législatif sur la paix et sur la guerre, comme autrefois en délibérait le sénat de Rome, comme en délibèrent les états de Suède, la diète de Pologne, la confédération de Hollande, ce serait faire d'un roi de France un stathouder ou un consul ; ce serait choisir entre les deux délégués de la nation celui qui, quoique épuré sans cesse par le choix du peuple, par le renouvellement continu des élections, ne peut cependant prendre seul, et exclusivement de l'autre, des délibérations utiles sur une telle matière. Donner, au contraire, au pouvoir législatif le droit de délibérer par forme d'approbation, d'improbation,

de réquisition de la paix, de poursuite contre un ministre coupable, de refus de contributions, c'est le faire concourir à l'exercice d'un droit national, par les moyens qui appartiennent à la nature d'un tel corps.

Cette différence est donc très-marquée et conduit au but, en conservant les deux pouvoirs dans toute leur intégrité, tandis qu'autrement vous vous trouverez forcés de faire un choix exclusif entre deux délégués qui doivent marcher ensemble.

La troisième mesure du corps législatif consiste dans une suite de moyens que j'indique, et dont je lui attribue le droit.

Le premier est de ne point prendre de vacance tant que dure la guerre.

Le second de prolonger sa session dans le cas d'une guerre imminente.

Le troisième, de réunir en telle quantité qu'il le trouvera nécessaire la garde nationale du royaume, dans le cas où le roi ferait la guerre en personne.

La quatrième (même après avoir approuvé la guerre), de requérir, toutes les

fois qu'il le jugera convenable ; le pouvoir exécutif de négocier la paix.

Je m'arrête un instant sur ces deux derniers moyens, parce qu'ils font connaître parfaitement le système que je propose :

De ce qu'il peut y avoir des dangers à faire délibérer la guerre directement et exclusivement par le corps législatif, quelques personnes soutiennent que le droit de la guerre et de la paix n'appartient qu'au monarque ; elles affectent même le doute que la nation puisse légitimement disposer de ce droit, tandis qu'elle a pu déléguer la royauté. Eh ! qu'importe en effet à ces hommes de placer à côté de notre constitution une autorité sans bornes, toujours capable de la renverser ! La chérissent-ils cette constitution ? Est-elle leur ouvrage comme le nôtre ? Veulent-ils la rendre immortelle comme la justice et la raison ?

D'un autre côté, de ce que le concours du monarque, dans l'exercice du droit de faire la paix ou la guerre, peut présenter des dangers (et il en présente effet), d'autres concluent qu'il faut le priver même

du droit d'y concourir. Or, en cela ne veulent-ils pas une chose impossible, à moins d'ôter au roi les préparatifs de la paix et de la guerre? Ne veulent-ils pas une chose inconstitutionnelle, puisque vos décrets ont accordé au roi une sorte de concours, même dans les actes purement législatifs? Pour moi, j'établis le contre-poids des dangers qui peuvent naître du pouvoir royal, dans la constitution même, dans le balancement des pouvoirs, dans le concours des deux délégués de la nation, dans les forces intérieures que vous donnera cette garde nationale, seul équilibre propre au gouvernement représentatif contre une armée placée aux frontières : et félicitez-vous, messieurs, de cette découverte. Si votre constitution est immuable, c'est de là que naîtra sa stabilité.

D'un autre côté, si j'attribue au corps législatif, même après avoir approuvé la guerre, le droit de requérir le pouvoir exécutif de négocier la paix, remarquez que par cela je n'entends pas donner exclusivement au corps législatif le droit de délibérer

la paix, ce serait retomber dans tous les inconvéniens dont j'ai déjà parlé. Qui connaît le moment de faire la paix, si ce n'est celui qui tient le fil de toutes les relations politiques? Déciderez-vous aussi que les agens employés pour cela ne correspondront qu'avec vous? Leur donnerez-vous des instructions? Répondrez-vous à leurs dépêches? Les remplacerez-vous, s'ils ne remplissent pas toute votre attente? Découvrirez-vous, dans des discussions solennelles provoquées par un membre du corps législatif, les motifs secrets qui vous porteraient à faire la paix, ce qui souvent serait le moyen le plus assuré de ne pas l'obtenir? et lors même que nos ennemis désireront la paix comme nous, votre loyauté vous fit-elle une loi de ne rien dissimuler, forcerez-vous aussi les envoyés des puissances ennemies à l'éclat d'une discussion?

Je distingue donc le droit de requérir le pouvoir exécutif de faire la paix, d'un ordre donné pour la conclure, et de l'exercice exclusif du droit de faire la paix; car est-il une

autre manière de remplir l'intérêt national que celle que je propose ? Lorsque la guerre est commencée, il n'est plus au pouvoir d'une nation de faire la paix ; l'ordre même de faire retirer les troupes arrêtera-t-il l'ennemi ? Eût-on disposé à des sacrifices , sait-on si les conditions ne seront pas tellement onéreuses , que l'honneur ne permette pas de les accepter ? La paix même étant entamée , la guerre cesse-t-elle pour cela ? C'est donc au pouvoir exécutif à choisir le moment convenable pour une négociation , à la préparer en silence , à la conduire avec habileté : c'est au pouvoir législatif à le requérir de s'occuper sans relâche de cet objet important : c'est à lui à faire punir le ministre ou l'agent coupable qui , dans une telle fonction , ne remplirait pas ses devoirs : c'est à lui encore à ratifier le traité de paix , lorsque les conditions en sont arrêtées. Voilà les limites que l'intérêt public ne permet pas d'outrepasser , et que la nature même des choses a posées.

Enfin la quatrième mesure du corps

législatif est de redoubler d'attention pour remettre sur-le-champ la force publique dans son état permanent, quand la guerre vient à cesser. Ordonnez alors de congédier sur-le-champ les troupes extraordinaires, fixez un court délai pour leur séparation, bornez la continuation de leur solde jusqu'à cette époque, et rendez le ministre responsable; poursuivez-le comme coupable, si des ordres aussi importants ne sont pas exécutés : voilà ce que prescrit encore l'intérêt public.

J'ai suivi, messieurs, le même ordre de questions pour savoir à qui doit appartenir le droit de faire des traités d'alliance, de commerce, et toutes les autres conventions qui peuvent être nécessaires au bien de l'état. Je me suis demandé d'abord à moi-même si nous devons renoncer à faire des traités; et cette question se réduit à savoir si, dans l'état actuel de notre commerce et de celui de l'Europe, nous devons abandonner au hasard l'influence des autres puissances sur nous, et notre réaction sur l'Europe; si, parce que nous changerons

tout à coup notre système politique (et en effet que d'erreurs, que de préjugés n'aurons-nous pas à détruire !), nous forcerons les autres nations de changer le leur; si, pendant long-temps, notre paix et la paix des autres peut être autrement conservée que par un équilibre qui empêche une réunion soudaine de plusieurs peuples contre un seul? Le temps viendra sans doute où nous n'aurons que des amis et point d'alliés, où la liberté du commerce sera universelle, où l'Europe ne sera qu'une grande famille; mais l'espérance a aussi son fanatisme; serons-nous assez heureux pour que, dans un instant, le miracle auquel nous devons notre liberté se répète avec éclat dans les deux mondes?

S'il nous faut encore des traités, celui-là seul pourra les préparer, les arrêter, qui aura le droit de les négocier; car je ne vois pas qu'il pût être utile ni conforme aux bases du gouvernement que nous avons déjà consacrées, d'établir que le corps législatif communiquera sans intermédiaire avec les autres puissances. Ces traités vous seront

notifiés sur-le-champ ; ces traités n'auront de force qu'autant que le corps législatif les approuvera. Voilà encore les justes bornes du concours entre les deux pouvoirs : et ce ne sera pas même assez de refuser l'approbation d'un traité dangereux ; la responsabilité des ministres vous offre encore le moyen de punir son coupable auteur.

Je n'examine pas s'il serait plus avantageux qu'un traité ne fût conclu qu'après l'approbation du corps législatif ; car qui ne sent pas que le résultat est le même , et qu'il est bien plus avantageux pour nous-mêmes qu'un traité devienne irrévocable , par cela seul que le corps législatif l'aura ratifié , que si , même après son approbation , les autres puissances avaient encore le droit de la refuser ?

N'y a-t-il point d'autres précautions à prendre sur les traités ? et ne serait-il pas de la dignité , de la loyauté d'une convention nationale , de déterminer d'avance , pour elle-même et pour toutes les autres nations , non ce que les traités pourront

renfermer , mais ce qu'ils ne renfermeront jamais ? Je pense , sur cette question , comme plusieurs des préopinans ; je voudrais qu'il fût déclaré que la nation française renonce à toute espèce de conquête , et qu'elle n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

Voilà , messieurs , le système que je me suis fait sur l'exercice du droit de la paix et de la guerre : mais je dois présenter d'autres motifs de mon opinion ; je dois surtout faire connaître pourquoi je me suis si fortement attaché à ne donner au corps législatif que le concours nécessaire à l'exercice de ce droit , sans le lui attribuer exclusivement : le concours dont je viens de parler peut seul prévenir tous ces dangers.

Et d'abord , pour vous montrer que je ne me suis dissimulé aucune objection , voici ma profession de foi sur la théorie de la question , considérée indépendamment de ses rapports politiques. Sans doute la paix et la guerre sont des actes de souveraineté qui n'appartiennent qu'à la nation ; et peut-on nier le principe , à moins de

supposer que les nations sont esclaves ? Mais il ne s'agit pas du droit en lui-même , il s'agit de la délégation.

D'un autre côté , quoique tous les préparatifs et toute la direction de la guerre et de la paix tiennent à l'action du pouvoir exécutif , on ne peut pas se dissimuler que la déclaration de la guerre et de la paix ne soit un acte de pure volonté ; que toute hostilité , que tout traité de paix ne soit en quelque sorte traductible par ces mots : *moi , nation , je fais la guerre , je fais la paix* ; et dès lors comment un seul homme , comment un roi , un ministre pourra-t-il être l'organe de la volonté de tous ? Comment l'exécuteur de la volonté générale pourra-t-il être en même temps l'organe de cette volonté ?

Je ne me suis pas dissimulé non plus tous les dangers qu'il peut y avoir de confier à un seul homme le droit , ou plutôt les moyens de ruiner l'état , de disposer des citoyens , de compromettre la sûreté de l'empire , d'attirer sur nos têtes , comme un génie malfaisant , tous les fléaux de la

guerre. Ici, comme tant d'autres, je me suis rappelé les noms de ces ministres impies, ordonnant des guerres exécrables pour se rendre nécessaires, ou pour écarter un rival. Ici j'ai vu l'Europe incendiée pour le gant d'une duchesse trop tard ramassé. Je me suis peint ce roi guerrier et conquérant, s'attachant ses soldats par la corruption et par la victoire, tenté de redevenir despote en rentrant dans ses états, fomentant un parti au-dedans de l'empire, et renversant les lois avec ce même bras que les lois seules avaient armé.

Eh bien ! messieurs, discutons ces objections, examinons si les moyens que l'on propose pour écarter ces dangers n'en feront pas naître d'autres non moins funestes, non moins redoutables à la liberté publique.

Je ne dirai qu'un mot sur les principes. Sans doute le roi n'est point l'organe de la volonté publique ; mais il n'est point étranger non plus à l'expression de cette volonté. Ainsi, lorsque je me borne à demander le concours des deux délégués de la nation,

je suis parfaitement dans les principes constitutionnels.

D'un autre côté, je vous prie d'observer qu'en examinant si l'on doit attribuer le droit de souveraineté à tel délégué de la nation plutôt qu'à tel autre, au délégué qu'on appelle *roi*, ou au délégué graduellement épuré et renouvelé, qui s'appellera *corps législatif*, il faut écarter toutes les idées vulgaires d'incompatibilité ; qu'il dépend de la nation de préférer ; pour tel acte individuel de sa volonté, le délégué qu'il lui plaira ; qu'il ne peut donc être question, puisque nous déterminons ce choix, que de consulter ; non l'orgueil national, mais l'intérêt public ; seule et digne ambition d'un grand peuple. Toutes les subtilités disparaissent ainsi pour faire place à cette question :

Par qui est-il plus utile que le droit de faire la paix ou la guerre soit exercé ?

Remarquez d'ailleurs que ce point de vue est étranger à mon système ; ceux-là doivent répondre à l'objection d'incompatibilité, qui veulent attribuer exclusivement

au roi l'exercice du droit de la paix et de la guerre ; mais ce système , je le combats avec tous les bons citoyens. On parle d'un droit exclusif , et je ne parle que d'un concours.

Voyons maintenant le danger de chaque système.

Je vous demande à vous-mêmes : sera-t-on mieux assuré de n'avoir que des guerres justes , équitables , si l'on délègue exclusivement à une assemblée de sept cents personnes l'exercice du droit de faire la guerre ? Avez-vous prévu jusqu'où les mouvemens passionnés , jusqu'où l'exaltation du courage et d'une fausse dignité pourraient porter et justifier l'imprudence ? Nous avons entendu un de nos orateurs vous proposer , si l'Angleterre faisait à l'Espagne une guerre injuste , de franchir sur-le-champ les mers , de renverser une nation sur l'autre , de jouer dans Londres même , avec ces fiers Anglais , au dernier écu , au dernier homme , et nous avons tous applaudi ; et je me suis surpris moi-même applaudissant ; et un mouvement

oratoire a suffi pour tromper un instant votre sagesse. Croyez-vous que de pareils mouvemens , si jamais le corps législatif délibère directement et exclusivement , ne vous porteront pas à des guerres désastreuses , et que vous ne confondrez pas le conseil du courage avec celui de l'expérience ? Pendant qu'un des membres proposera de délibérer , on demandera la guerre à grands cris ; vous verrez autour de vous une armée de citoyens. Vous ne serez pas trompés par des ministres : ne le serez-vous jamais par vous-mêmes ?

Il est un autre genre de danger qui n'est propre qu'au corps législatif, dans l'exercice exclusif du droit de la paix et de la guerre ; c'est qu'un tel corps ne peut être soumis à aucune espèce de responsabilité. Je sais bien qu'une victime est un faible dédommagement d'une guerre injuste ; mais , quand je parle de responsabilité , je ne parle pas de vengeance ; ce ministre que vous supposez ne devoir se conduire que d'après son caprice , un jugement l'attend , sa tête sera le prix de son imprudence.

Vous avez eu des Louvois sous le despotisme, en aurez-vous encore sous le régime de la liberté ?

On parle du frein de l'opinion publique pour les représentans de la nation ; mais l'opinion publique, souvent égarée, même par des sentimens dignes d'éloges, ne servira qu'à la séduire ; mais l'opinion publique ne va pas atteindre séparément chaque membre d'une grande assemblée.]

Ce Romain qui, portant la paix dans les plis de sa toge, menaçait de secouer, en la déroulant, tous les fléaux de la guerre, celui-là devait sentir toute l'importance de sa mission. Il était seul ; il tenait en ses mains une grande destinée : il portait la terreur ; mais le sénat nombreux qui l'envoyait au milieu d'une discussion orageuse et passionnée avait-il éprouvé cet effroi que le redoutable et douteux avenir de la guerre doit inspirer ? On vous l'a déjà dit, messieurs, voyez les peuples libres ; c'est par des guerres plus ambitieuses, plus barbares qu'ils se sont toujours distingués.

Voyez les assemblées politiques ; c'est

toujours sous le charme de la passion qu'elles ont décrété la guerre. Vous le connaissez tous , le trait de ce matelot qui fit , en 1740 , résoudre la guerre de l'Angleterre contre l'Espagne. *Quand les Espagnols , m'ayant mutilé , me présentèrent la mort , je recommandai mon âme à Dieu et ma vengeance à ma patrie.* C'était un homme bien , éloquent que ce matelot , mais la guerre qu'il alluma n'était ni juste ni politique ; ni le roi d'Angleterre , ni les ministres ne la voulaient. L'émotion d'une assemblée , quoique moins nombreuse et plus assouplie que la nôtre aux combinaisons de l'insidieuse politique , en décida.

Voici des considérations bien plus importantes. Comment ne redoutez-vous pas , messieurs , les dissensions intérieures qu'une délibération inopinée sur la guerre , prise sans le concours du roi par le corps législatif , pourra faire naître , et dans son sein , et dans tout le royaume ? Souvent , entre deux partis , qui embrasseront violemment des opinions contraires , la délibération sera le fruit d'une lutte opiniâtre.

*
..

décidée seulement par quelques suffrages ; et en pareil cas , si la même division s'établit dans l'opinion publique , quel succès espérez-vous d'une guerre qu'une grande partie de la nation désapprouvera ? Observez la diète de Pologne : plusieurs fois une délibération sur la guerre ne l'a excitée que dans son sein. Jetez les yeux sur ce qui vient de se passer en Suède : en vain le roi a forcé, en quelque sorte , le suffrage des états ; les dissidens ont presque obtenu le coupable succès de faire échouer la guerre. La Hollande avait déjà présenté cet exemple : la guerre était déclarée, contre le vœu d'un simple stathouder ; quel fruit avons-nous recueilli d'une alliance qui nous avait coûté tant de soins , tant de trésors ? Nous allons donc mettre un germe de dissensions civiles dans notre constitution , si nous faisons exercer exclusivement le droit de la guerre par le corps législatif ; et comme le *veto suspensif* que vous avez accordé au roi ne pourrait pas s'appliquer à de telles délibérations, les dissensions dont je parle n'en seront que plus redoutables.

Je m'arrête un instant , messieurs , sur cette considération , pour vous faire sentir que dans la pratique des gouvernemens on est souvent forcé de s'écarter , même pour l'intérêt public , de la rigoureuse pureté d'une abstraction philosophique : vous avez vous-mêmes décrété que l'exécuteur de la volonté nationale aurait , dans certains cas , le droit de suspendre l'effet de la première manifestation de cette volonté ; qu'il pourrait appeler de la volonté connue des représentans de la nation à la volonté présumée de la nation. Or , si nous avons donné un tel concours au monarque , même dans les actes législatifs qui sont si étrangers à l'action du pouvoir exécutif , comment , pour suivre la chaîne des mêmes principes , ne ferions-nous pas concourir le roi , je ne dis pas seulement à la direction de la guerre , mais à la délibération sur la guerre ?

Écartons , s'il le faut , le danger des dissensions civiles : éviterez-vous aussi facilement celui de la lenteur des délibérations sur une telle matière , si vous n'en bornez pas l'objet aux seuls cas où le concours , où

la volonté du corps législatif est indispensable? Ne craignez-vous pas que votre force publique ne soit paralysée comme elle l'est en Pologne, en Hollande et dans toutes les républiques? Ne craignez-vous pas que cette lenteur n'augmente encore, soit parce que notre constitution prend insensiblement les formes d'une grande confédération, soit parce qu'il est inévitable que les départemens n'acquièrent une grande influence sur le corps législatif? Ne craignez-vous pas que le peuple, instruit que ses représentans déclarent directement la guerre en son nom, ne reçoive par cela même une impulsion dangereuse vers la démocratie, ou plutôt l'oligarchie; que le vœu de la guerre et de la paix ne parte du sein des provinces, ne soit compris bientôt dans les pétitions, et ne donne à une grande masse d'hommes toute l'agitation qu'un objet aussi important est capable d'exciter? Ne craignez-vous pas que le corps législatif, malgré sa sagesse, ne soit porté à franchir les limites de ses pouvoirs, par les suites presque inévitables qu'entraîne l'exercice

exclusif du droit de la guerre et de la paix ? Ne craignez-vous pas que , pour seconder le succès d'une guerre qu'il aura votée sans le concours du monarque , il ne veuille influencer sur sa direction , sur le choix des généraux , surtout s'il peut leur imputer des revers ; et qu'il ne porte sur les démarches du chef de la nation cette surveillance inquiète qui serait , par le fait , un second pouvoir exécutif ?

Ne comptez-vous encore pour rien l'inconvénient d'une assemblée non permanente , obligée de se rassembler dans le temps qu'il faudrait employer à délibérer ; l'incertitude , l'hésitation qui accompagneront toutes les démarches du pouvoir exécutif , qui ne saura jamais jusqu'qu les ordres provisoires pourront s'étendre ; les inconvéniens même d'une délibération publique et inopinée sur les motifs de se préparer à la guerre ou à la paix : délibération dont tous les secrets d'un état (et longtemps encore nous aurons de pareils secrets) sont souvent les élémens ?

Enfin , ne comptez-vous pour rien le

danger de transporter les formes républicaines à un gouvernement qui est tout à la fois représentatif et monarchique ? Je vous prie de considérer ce danger par rapport à notre constitution , à nous-mêmes et au roi.

Par rapport à notre constitution , pouvons-nous espérer de la maintenir , si nous composons notre gouvernement de différentes formes opposées entre elles ? J'ai soutenu moi-même qu'il n'existe qu'un seul principe de gouvernement pour toutes les nations , je veux dire leur propre souveraineté ; mais il n'est pas moins certain que les diverses manières de déléguer les pouvoirs donnent aux gouvernemens de chaque nation des formes différentes , dont l'unité , dont l'ensemble constituent toute la force , dont l'opposition au contraire fait maître dans un état des sources éternelles de division ; jusqu'à ce que la forme dominante ait renversé toutes les autres ; et de là naissent , indépendamment du despotisme , tous les bouleversemens des empires.

Rome ne fut détruite que par ce mélange de formes royales , aristocratiques et démocratiques. Les orages qui ont si souvent agité plusieurs états de l'Europe n'ont point d'autre cause. Les hommes tiennent à la distribution des pouvoirs ; les pouvoirs sont exercés par des hommes ; les hommes , abusant d'une autorité qui n'est pas suffisamment arrêtée , en franchissent les limites. C'est ainsi que le gouvernement monarchique se change en despotisme : et voilà pourquoi nous avons besoin de prendre tant de précautions. Mais c'est encore ainsi que le gouvernement représentatif devient oligarchique , selon que deux pouvoirs faits pour se balancer l'emportent l'un sur l'autre , et s'envahissent au lieu de se contenir.

Or , messieurs , excepté le seul cas d'une république proprement dite , ou d'une grande confédération sans un chef unique , ou d'une monarchie dont le chef est réduit à une vaine représentation , qu'on me cite un seul peuple qui ait exclusivement attribué l'exercice de la guerre et de la paix à

un sénat. On prouvera très-bien , dans la théorie , que le pouvoir exécutif conservera toute sa force , si tous les préparatifs , toute la direction , toute l'action ; appartiennent au roi , et si le corps législatif a seul le droit exclusif de dire : *je veux la guerre ou la paix*. Mais montrez-moi comment le corps représentatif , tenant de si près à l'action du pouvoir exécutif , ne franchira pas les limites presque insensibles qui les sépareront ? Je le sais , la séparation existe encore. L'action n'est pas la volonté ; mais cette ligne de démarcation est bien plus facile à démontrer qu'à conserver ; et n'est-ce pas s'exposer à confondre les pouvoirs , ou plutôt n'est-ce pas déjà les confondre en véritable pratique sociale que de les rapprocher de si près ? N'est-ce pas d'ailleurs nous écarter des principes que notre constitution a déjà consacrés ?

Si j'examine les inconvéniens de l'attribution exclusive au corps législatif , par rapport à nous-mêmes , c'est-à-dire , par rapport aux obstacles que les ennemis du bien public n'ont cessé de vous opposer dans

voire carrière , que de nouveaux contradicteurs n'allez-vous pas exciter parmi ces citoyens qui ont espéré de pouvoir concilier toute l'énergie de la liberté avec la prérogative royale ! Je ne parle que de ceux-là , non des flatteurs , non des courtisans , de ces hommes avilis qui préfèrent le despotisme à la liberté ; non de ceux qui ont osé soutenir dans cette tribune que nous n'avions pas en le droit de changer la constitution de l'état , ou que l'exercice du droit de la paix et de la guerre est indivisible de la royauté ; ou que le conseil , si souvent corrompu , dont s'entourent les rois , est un plus fidèle organe de l'intérêt public que les représentans choisis par le peuple : ce n'est point de ces blasphémateurs , ni de leurs impiétés , ni de leurs impuissans efforts que je veux parler , mais de ces hommes qui , faits pour être libres , redoutent cependant les commotions du gouvernement populaire ; de ces hommes qui , après avoir regardé la permanence d'une assemblée nationale comme la seule barrière du despotisme , regardent aussi la royauté

comme une utile barrière contre l'aristocratie.

Enfin , par rapport au roi , par rapport à ses successeurs , quel sera l'effet inévitable d'une loi qui concentrerait exclusivement dans le corps législatif le droit de faire la paix ou la guerre ? Pour les rois faibles , la privation de l'autorité ne sera qu'une cause de découragement et d'inertie ; mais la dignité royale n'est-elle donc plus au nombre des propriétés nationales ? Un roi , environné de perfides conseils , ne se voyant plus l'égal des autres rois , se croira détrôné ; il n'aurait rien perdu , qu'on lui persuaderait le contraire ; et les choses n'ont de prix , et , jusqu'à un certain point , de réalité , que dans l'opinion. Un roi juste croira du moins que le trône est environné d'écueils , et tous les ressorts de la force publique se relâcheront. Un roi ambitieux , mécontent du lot que la constitution lui aura donné , sera l'ennemi de cette constitution dont il doit être le garant et le gardien.

Faut-il donc pour cela redevenir esclaves ? Faut-il , pour diminuer le nombre

des mécontents , souiller notre immortelle constitution par de fausses mesures , par de faux principes ? Ce n'est pas ce que je propose , puisqu'il s'agit au contraire de savoir si le double concours que j'accorde au pouvoir exécutif et au corps législatif , dans l'exercice du droit de la guerre et de la paix , ne serait pas plus favorable à la liberté nationale.

Ne croyez pas que j'aie été séduit par l'exemple de l'Angleterre , qui laisse au roi l'entier exercice du droit de la paix et de la guerre. Je le condamne moi-même , cet exemple.

Là , le roi ne se borne pas à repousser les hostilités ; il les commence , il les ordonne ; et je vous propose , au contraire , de poursuivre comme coupables les ministres ou les agens qui auront fait une guerre offensive.

Là , le roi déclare la guerre par une simple proclamation en son nom ; et une telle proclamation étant un acte véritablement national , je suis bien éloigné de croire , ni qu'elle doive être faite au nom du roi chez une nation libre , ni qu'il puisse

y avoir une déclaration de guerre sans le concours du corps législatif.

Là , le roi n'est pas forcé de convoquer le parlement lorsqu'il commence la guerre; et souvent, durant un long intervalle, le corps législatif non rassemblée est privé de tout moyen d'influence, pendant que le monarque, déployant toutes les forces de l'empire, entraîne la nation dans des mesures qu'elle ne pourra prévenir lorsqu'elle sera consultée. Je vous propose, au contraire, de forcer le roi à notifier sur-le-champ les hostilités ou imminentes ou commencées, et de décréter que le corps législatif sera tenu de se rassembler à l'instant.

Là, le chef de l'état peut faire la guerre pour s'agrandir, pour conquérir, c'est-à-dire, pour s'exercer au métier de la tyrannie : je vous propose, au contraire, de déclarer à toute l'Europe que vous n'emploierez jamais la force publique contre la liberté d'aucun peuple.

Là, le roi n'éprouve d'autre obstacle que le refus des fonds publics; et l'énorme dette

nationale prouve assez que cette barrière est insuffisante, et que l'art d'appauvrir les nations est un moyen de despotisme non moins redoutable que tout autre ; je vous propose , au contraire , d'attribuer au corps législatif le droit d'approuver ou d'improver la guerre , d'empêcher qu'on ne recoure à la voie des armes lorsqu'il n'y a point encore d'hostilités , et même , lorsque la guerre a été approuvée , de requérir le roi de négocier la paix.

Enfin , les milices de l'Angleterre ne sont pas organisées de manière à servir de contre-poids à la force publique , qui est toute entière dans les mains du roi : et je propose , au contraire , d'attribuer au corps législatif , si le roi fait la guerre en personne , le droit de réunir telle portion de la garde nationale du royaume en tel lieu qu'il jugera convenable ; et sans doute une telle précaution vous parût-elle dangereuse ou inutile , vous organiserez du moins cette force intérieure de manière à faire une armée pour la liberté publique , comme vous en avez une pour garantir vos frontières.

*...

Voyons maintenant s'il reste encore des objections que je n'aie pas détruites dans le système que je combats.

Le roi , dit-on , pourra donc faire des guerres injustes , des guerres anti-nationales ? Mais une telle objection ne saurait s'adresser à moi qui ne veux accorder au roi qu'un simple concours dans l'exercice du droit de la guerre ; et comment dans mon système pourrait-il y avoir des guerres anti-nationales ? je vous le demande à vous-mêmes. Est-ce de bonne foi qu'on dissimule l'influence d'un corps législatif toujours présent, toujours surveillant , qui pourra , non-seulement refuser des fonds , mais approuver ou improuver la guerre , mais requérir la négociation de la paix ? Ne comptez-vous encore pour rien l'influence d'une nation organisée dans toutes ses parties , qui exercera constamment le droit de pétition dans les formes légales ? Un roi despote serait arrêté dans ses projets ; un roi citoyen , un roi placé au milieu d'un peuple armé ne le sera-t-il pas ?

On demande qui veillera pour le royaume ,

lorsque le pouvoir exécutif déploiera toutes ses forces ? Je réponds : la loi , la constitution , l'équilibre toujours maintenu de la force intérieure avec la force extérieure.

On dit que nous ne sommes pas encadrés pour la liberté comme l'Angleterre ; mais aussi nous avons de plus grands moyens de conserver la liberté , et je propose de plus grandes précautions.

Notre constitution n'est point encore affirmée ; on peut nous susciter une guerre pour avoir le prétexte de déployer une grande force et de la tourner bientôt contre nous. Eh bien ! ne négligeons pas ces craintes ; mais distinguons le moment présent des effets durables d'une constitution , et ne rendons pas éternelles les dispositions provisoires que la circonstance extraordinaire d'une grande convention nationale pourra nous suggérer : mais si vous portez les défiances du moment dans l'avenir , prenez garde qu'à force d'exagérer les craintes , nous ne rendions les préservatifs pires que les maux ; et qu'au lieu d'unir les citoyens par la liberté , nous ne les divisions

en deux partis toujours prêts à conspirer l'un contre l'autre. Si à chaque pas on nous menace de la résurrection du despotisme écrasé ; si l'on nous oppose sans cesse les dangers d'une très-petite partie de la force publique , malgré plusieurs millions d'hommes armés pour la constitution ; quel autre moyen nous reste-t-il ? Périßons dans ce moment ! Qu'on ébranle les voûtes de ce temple ! et mourons aujourd'hui libres , si nous devons être esclaves demain !

Il faut , continue-t-on , restreindre l'usage de la force publique dans les mains du roi ; je le pense comme vous , et nous ne différons que dans les moyens. Prenez garde qu'en voulant les restreindre vous ne l'empêchiez d'agir.

Mais , dans la rigueur des principes , l'état de guerre peut-il jamais commencer sans que la nation ait décidé si la guerre doit être faite ?

Je réponds : L'intérêt de la nation est que toute hostilité soit repoussée par celui qui a la direction de la force publique ; voilà ce que j'entends par un état de

guerre. L'intérêt de la nation est que les préparatifs de guerre des nations voisines soient balancés par les nôtres ; voilà , sous un autre rapport , un état de guerre. Nulle délibération ne peut précéder ces événemens , ces préparatifs. C'est lorsque l'hostilité , ou la nécessité de la défense , de la voie des armes , ce qui comprend tous les cas , sera notifiée au corps législatif , qu'il prendra les mesures que j'indique ; il approuvera ou improvera ; il requerra de négocier la paix ; il accordera ou refusera les fonds de la guerre ; il poursuivra les ministres ; il disposera de la force intérieure ; il confirmera le traité de paix ou refusera de le ratifier. Je ne connais que ce moyen de faire concourir utilement le corps législatif à l'exercice du droit de paix et de guerre , c'est-à-dire , à un pouvoir mixte , qui tient tout à la fois de l'action et de la volonté.

Les préparatifs même , dites-vous encore , qui seront laissés dans la main du roi , ne seront-ils pas dangereux ? Sans doute , ils le seront ; mais ce danger est inévitable

dans tous les systèmes. Il est bien évident que, pour concentrer utilement dans le corps législatif l'exercice exclusif du droit de paix et de guerre, il faudrait lui laisser aussi le soin d'en ordonner les préparatifs. Mais le pouvez-vous sans changer la forme du gouvernement? Et si le roi doit être chargé des préparatifs; s'il est forcé, par la nature, par l'étendue de nos possessions, de les disposer à une grande distance, ne faut-il pas lui laisser aussi la plus grande latitude dans les moyens? Borner les préparatifs, ne serait-ce pas les détruire? Or, je demande si, lorsque les préparatifs existent, le commencement de l'état de guerre dépend de nous, ou du hasard, ou de l'ennemi? Je demande si souvent plusieurs combats n'auront pas été donnés avant que le roi en soit instruit, avant que la notification puisse en être faite à la nation?

Mais ne pourrait-on pas faire concourir le corps législatif à tous les préparatifs de guerre, pour en diminuer le danger? Ne pourrait-on pas les faire surveiller par un comité pris dans l'assemblée nationale?

Prenez garde : nous confondrions tous les pouvoirs en confondant l'action avec la volonté, la direction avec la loi; bientôt le pouvoir exécutif ne serait que l'agent d'un comité; nous ne ferions pas seulement les lois, nous gouvernerions; car, quelles seront les bornes de ce concours, de cette surveillance? C'est en vain que vous voudrez en assigner; malgré votre prévoyance, elles seront toutes violées.

Prenez garde encore : ne craignez-vous pas de paralyser le pouvoir exécutif par ce concours de moyens? Lorsqu'il s'agit de l'exécution, ce qui doit être fait par plusieurs personnes n'est jamais bien fait par aucune. Où serait d'ailleurs, dans un tel ordre de choses, cette responsabilité qui doit être l'égide de notre nouvelle constitution?

Enfin, encore, n'a-t-on rien à craindre d'un roi qui, couvrant les complots du despotisme sous l'apparence d'une guerre nécessaire, rentrerait dans le royaume avec une armée victorieuse, non pour reprendre son poste de roi-citoyen, mais pour reconquérir celui des tyrans?

Eh bien ! qu'arrivera-t-il ? Je suppose qu'un roi conquérant et guerrier, réunissant aux talens militaires les vices qui corrompent les hommes et les qualités aimables qui les captivent, ne soit pas un prodige, et qu'il faille faire des lois pour des prodiges.

Je suppose qu'aucun corps d'une armée nationale n'eût assez de patriotisme et de vertu pour résister à un tyran, et qu'un tel roi conduisit des Français contre des Français, aussi facilement que César, qui n'était pas né sur le trône, fit passer le Rubicon à des Gaulois.

Mais je vous demande si cette objection n'est pas commune à tous les systèmes ? si nous n'aurons jamais à armer une grande force publique, parce que ce sera au corps législatif à exercer exclusivement le droit de faire la guerre ?

Je vous demande si, par une telle objection, vous ne transportez pas précisément aux monarchies l'inconvénient des républiques ? car c'est surtout dans les états populaires que de tels succès sont à crain-

dre. C'est parmi les nations qui n'avaient point de rois que ces succès ont fait des rois. C'est pour Carthage, c'est pour Rome, que des citoyens tels qu'Annibal et César étaient dangereux. Tarissez l'ambition, faites qu'un roi n'ait à regretter que ce que la loi ne peut accorder; faites de la magistrature du monarque ce qu'elle doit être; et ne craignez plus qu'un roi rebelle, apudiquant lui-même sa couronne, s'expose à courir de la victoire à l'échafaud.

M. d'Espréménail : « Je demande que M. de Mirabeau soit rappelé à l'ordre; il oublie que la » personne des rois a été déclarée inviolable. »

Une grande partie de l'assemblée applaudit.

Je me garderai bien de répondre à l'inculpation de mauvaise foi qui m'est faite; vous avez tous entendu ma supposition d'un roi despote et révolté, qui vient avec une armée de Français conquérir la place des tyrans: or, un roi, dans ce cas, n'est plus un roi.

La salle retentit d'applaudissements.

Il serait difficile et inutile de continuer une discussion déjà bien longue au milieu d'applaudissemens et d'improbations également exagérées, également injustes. J'ai parlé, parce que je n'ai pas cru pouvoir m'en dispenser dans une occasion aussi importante : j'ai parlé d'après ma conscience et ma pensée ; je ne dois à cette assemblée que ce qui me paraît la vérité, et je l'ai dite. Je l'ai dite assez fortement peut-être, quand je luttai contre les puissances : je serais indigne des fonctions qui me sont imposées, je serais indigne d'être compté parmi les amis de la liberté, si je dissimulais ma pensée, quand je penche pour un parti mitoyen entre l'opinion de ceux que j'aime et que j'honore, et l'avis des hommes qui ont montré le plus de dissentiment avec moi depuis le commencement de cette assemblée.

Vous avez saisi mon système : il consiste à attribuer concurremment le droit de faire la paix et la guerre aux deux pouvoirs que la constitution a consacrés. Je crois avoir combattu avec avantage les ar-

gumens qu'on alléguera sur cette question en faveur de tous les systèmes exclusifs. Il est une seule objection insoluble, qui se trouve dans tous comme dans le mien, et qui embarrassera toujours les diverses questions qui avoisineront la confusion des pouvoirs ; c'est de déterminer les moyens d'obvier au dernier degré de l'abus. Je n'en connais qu'un, on n'en trouvera qu'un, et je l'indiquerai par cette locution triviale, et peut-être de mauvais goût, que je me suis déjà permise dans cette tribune, mais qui peint nettement ma pensée. C'est *le tocsin de la nécessité* qui seul peut donner le signal, quand le moment est venu de remplir l'imprescriptible devoir de la résistance ; devoir toujours impérieux lorsque la constitution est violée, toujours triomphant lorsque la résistance est juste et vraiment nationale.

Je vais vous lire mon projet de décret : il n'est pas bon, il est incomplet. Un décret sur le droit de la paix et de la guerre ne sera jamais véritablement le code moral du droit des gens, qu'alors que vous aurez

Je propose de décréter comme articles constitutionnels :

« Art. I. Le droit de faire la guerre et la paix appartient à la nation.

» II. L'exercice de ce droit sera délégué concurremment au corps législatif et au pouvoir exécutif de la manière suivante :

» III. Le soin de veiller à la sûreté extérieure du royaume, de maintenir ses droits et ses possessions, appartient au roi ; ainsi, lui seul peut entretenir des relations politiques au dehors, conduire les négociations, en choisir les agens, faire des préparatifs de guerre proportionnés à ceux des états voisins, distribuer les forces de terre et de mer, ainsi qu'il le jugera convenable, et en régler la direction en cas de guerre.

» IV. Dans le cas d'hostilités imminentes ou commencées, d'un siège à soutenir, d'un droit à conserver par la force des armes, le roi sera tenu d'en donner, sans aucun délai, la notification au corps législatif, d'en faire connaître les causes et les motifs, et de demander les fonds nécessaires ; et si le corps législatif est en vacance, il se rassemblera sur-le-champ.

» V. Sur cette notification, si le corps législatif juge que les hostilités commencées sont une agression coupable de la part des ministres

ou de quelques autres agents du pouvoir exécutif, l'auteur de cette agression sera poursuivi comme criminel de lèse-nation; l'assemblée nationale déclarant à cet effet que la nation française, renonce à toute espèce de conquête, et qu'elle n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

« VI. Sur la même notification, si le corps législatif refuse les fonds nécessaires et témoigne son improbation de la guerre, le pouvoir exécutif sera tenu de prendre sur-le-champ des mesures pour faire cesser ou prévenir toute hostilité, les ministres demeurant responsables des délais.

« VII. La formule de déclaration de guerre et des traités de paix sera : DE LA PART DU ROI DES FRANÇAIS ET AU NOM DE LA NATION.

« VIII. Dans le cas d'une guerre imminente, le corps législatif prolongera sa session dans les séances accoutumées, et pourra être sans vacances durant la guerre.

« IX. Pendant tout le cours de la guerre, le corps législatif pourra requérir le pouvoir exécutif de négocier la paix; et dans le cas où le roi fera la guerre en personne, le corps législatif aura le droit de réunir tel nombre de gardes nationales, et dans tel endroit qu'il le trouvera convenable.

« X. A l'instant où la guerre cessera, le corps

législatif fixera le délai, dans lequel les troupes extraordinaires seront congédiées et l'armée réduite à son état permanent; la solde desdites troupes ne sera continuée que jusqu'à la même époque, après laquelle, si les troupes extraordinaires restent rassemblées, le ministre sera responsable et poursuivi comme criminel de lèse-nation : à cet effet, le comité de constitution sera tenu de donner incessamment son travail sur le mode de la responsabilité des ministres. »

» XI. Il appartient au roi d'arrêter et de signer avec les puissances étrangères tous les traités de paix, d'alliance et de commerce, et autres conventions qu'il jugera convenables au bien de l'état ; mais lesdits traités et conventions n'auront d'effet qu'autant qu'ils auront été ratifiés par le corps législatif. »

Ce discours obtint de grands applaudissemens.

SEANCE DU 21 MAI

La même question se trouvait à l'ordre du jour. Barnave monta à la tribune et termine son discours en présentant le projet de décret suivant :

« Au roi, dépositaire suprême du pouvoir exécutif, appartient le droit d'assurer la défense

» des frontières; de protéger les propriétés na-
 » tionales; de faire à cet effet les préparatifs né-
 » cessaires; de diriger les forces de terre et de
 » mer; de commencer les négociations; de nom-
 » mer les ambassadeurs; de signer les traités;
 » de faire au corps législatif, sur la paix et la
 » guerre, les propositions qui lui paraîtront
 » convenables; mais le corps législatif exercera
 » exclusivement le droit de déclarer la guerre et
 » la paix, et de conclure les traités. Dans le cas
 » où la situation politique des nations voisines
 » obligerait à faire des armemens extraordinai-
 » res, il les notifiera au corps législatif s'il est
 » assemblé, ou s'il ne l'est pas, il le convoquera
 » sans délai. »

On demande à aller aux voix.

Cazals propose d'ajourner la délibération au len-
 demain, en déclarant qu'il pense qu'alors la
 discussion sera fermée et la question décidée.

Mirabeau :

Je monte à la tribune pour appuyer la
 proposition du dernier opinant; mais je
 demande une explication sur ces mots, *la*
discussion sera fermée. Le grand nombre
 des membres de cette assemblée qui paraîs-
 sent séduits, persuadés ou convaincus par
 le discours de M. Barnave, croient que ce

discours triomphera de toutes les répliques, ou ils ne le croient pas. S'ils le croient, il me semble qu'on peut attendre de la générosité de leur admiration qu'ils ne craindront pas une réplique, et qu'ils laisseront la liberté de répondre; s'ils ne le croient pas, LEUR DEVOIR EST DE S'INSTRUIRE.

En reconnaissant une très-grande habileté dans le discours de M. Barnave, il me paraît que son argumentation toute entière peut être détruite, qu'il n'a pas posé les véritables points de la difficulté, et qu'il a négligé, ou quelques-uns de mes arguments, ou quelques-uns des aspects sous lesquels ils se présentaient. Je prétends, au moins, au droit de répliquer à mon tour.

Je demande que la question soit encore discutée demain, et qu'elle ne soit décidée qu'après que, par un sentiment de confiance ou de méfiance, d'amour ou de haine, l'assemblée aura fermé la discussion.

Il s'éleva quelques murmures.

Mon principal argument, en ce moment,

est la chaleur même qui se manifeste contre ma demande...

L'Assemblée décrète que la question sera décidée le lendemain sans délai.

SÉANCE DU 22 MAI.

Second discours de Mirabeau sur le droit de paix et de guerre.

C'est quelque chose, sans doute, pour rapprocher les oppositions, que d'avouer nettement sur quoi l'on est d'accord et sur quoi l'on diffère. Les discussions amiables valent mieux pour s'entendre que les insinuations calomnieuses, les incipations forcées, les haines de la rive, les machinations de l'intrigue et de la malveillance. On répand depuis huit jours que la section de l'Assemblée nationale qui veut le concours de la Volonté royale dans l'exercice du droit de la paix et de la guerre, est parricide de la liberté publique : on répand les bruits de perfidie, de corruption; on invoque les vengeances populaires pour

soutenir la tyrannie des opinions. On dirait qu'on ne peut, sans crime, avoir deux avis dans une des questions les plus délicates et les plus difficiles de l'organisation sociale. C'est une étrange manie, c'est un déplorable aveuglement que celui qui estime ainsi les uns contre les autres des hommes qu'un même but, un sentiment indéniable devraient, au milieu des débats les plus acharnés, toujours rapprocher, toujours réunir, des hommes qui substituent ainsi la sensibilité de l'amour-propre au culte de la patrie et qui lient les uns, les autres aux préventions populaires. Lorsque nous, à Rome, aussi, on vouloit il y a peu de jours, me porter en triomphe, et maintenant, on crie dans les rues, LA GRANDE TRAMPE, DU CORTÈGE MIAISÉABLE. Je n'en ai pas besoin de cette façon, pour savoir qu'il est peu de distance du Capitole à la roche Tarpéienne; mais l'homme qui combat pour la raison, pour la patrie, ne se tient pas aisément pour vaincu.

Celui qui a la conscience d'avoir bien mérité de son pays, et surtout de lui être

encore utile; celui que ne rassasie pas une vaine célébrité, et qui dédaigne les succès d'un jour pour la véritable gloire; celui qui veut être des vertus; qui veut faire le bien public, indépendamment des mobiles involontaires de l'opinion populaire; cet homme porte avec lui la récompense de ses services, le charme de ses peines et le prix de ses dangers; il ne doit attendre sa moisson, sa destinée, la seule qui l'intéresse; la destinée de son nom; que du temps, ce juge incorruptible, qui fait justice à tous. Que ceux qui prophétisaient depuis huit jours mon opinion sans la connaître; qui calomniaient de moment mon discours sans l'avoir compris; qui accusent d'encenser des idées impuissantes au moment où elles sont renversées; ou d'être le vil stipendaire des hommes que je n'ai pas cessé de combattre; qu'ils dénoncent comme un ennemi de la révolution celui qui peut être au y a par elle inutile; et qui, cette révolution fût-elle étrangère à sa gloire, pourrait, la vengeance, traverser sa sûreté; qu'ils livrent aux fureurs du peuple trahi celui qui

depuis vingt ans combat toutes les oppres-
sions, qui parlait aux Français de liberté,
de constitution, de résistance, lorsqu'on se
vils calommateurs suçaient le lait des cours
et vivaient de tous les préjugés dominans.
Que m'importe ? Ces coups de bas en haut
ne m'arrêteront pas dans ma carrière. Je
leur dirai : Répondez, si vous pouvez ; ca-
lomniez ensuite tant que vous voudrez.

Je rentre donc dans la lice, armé de mes
seuls principes, et de la fermeté de ma
conscience. Je vais poser à mon tour le
véritable point de la difficulté avec toute
la netteté dont je suis capable, et je prie
tous ceux de mes adversaires qui ne m'en-
tendent pas, de m'arrêter, afin que je
m'exprime plus clairement, car je suis dé-
cidé à déjouer les reproches tant répétés
d'évasion, de subtilité, d'entortillage, et
s'il ne tient qu'à moi, cette journée dévoil-
lera le secret de nos loyautés respectives.

M. Barnave m'a fait l'honneur de ne ré-
pondre qu'à moi, j'aurai pour son talent
le même égard ; et je vais à mon tour
essayer de le réfuter.

Vous avez dit : Nous avons institué deux pouvoirs distincts, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif; l'un est chargé d'exprimer la volonté nationale, et l'autre de l'exécuter; ces deux pouvoirs ne doivent jamais se confondre.

Vous avez appliqué ces principes à la question sur laquelle nous délibérons, c'est-à-dire, à l'exercice du droit de la paix et de la guerre.

Vous avez dit : Il faut distinguer l'action et la volonté; l'action appartient au Roi, la volonté au corps législatif. Ainsi, lorsqu'il s'agira de déclarer la guerre, cette déclaration étant un acte de volonté, ce sera au corps législatif à la faire.

Après avoir exposé ce principe, vous l'avez appliqué à chaque article de mon décret. Je suivrai la même marche; je discuterai d'abord le principe général : j'examinerai ensuite l'application que vous en avez faite à l'exercice du droit de la paix et de la guerre; enfin, je vous suivrai pas à pas dans la critique de mon décret.

Vous dites que nous avons deux délégués

distincts, l'un pour l'action, l'autre pour la volonté; je le nie.

Le pouvoir exécutif, dans tout ce qui tient à l'action, est certainement très-distinct du pouvoir législatif; mais il n'est pas vrai que le corps législatif soit entièrement indépendant du pouvoir exécutif, même dans l'expression de la volonté générale.

En effet, quel est l'organe de cette volonté d'après notre constitution? C'est tout à la fois l'assemblée des représentants de la nation, ou le corps législatif et le représentant du pouvoir exécutif, ce qui a lieu de cette manière : le corps législatif délibère et déclare la volonté générale; le représentant du pouvoir exécutif a le double droit, ou de sanctionner la résolution du corps législatif, et cette sanction consume la loi, ou d'exercer le veto, qui lui est accordé pour un certain espace de temps, et la constitution a voulu que durant cette période la résolution du corps législatif ne fût pas loi; il n'est donc pas exact de dire que notre constitution a établi deux délégués entièrement distincts, même lors-

qu'il s'agit d'exprimer la volonté générale. Nous avons, au contraire, deux représentations qui concourent ensemble dans la formation de la loi, dont l'une fournit une espèce de vœu secondaire, exerce sur l'autre une sorte de contrôle, met dans la loi sa portion d'influence et d'autorité. Ainsi, la volonté générale ne résulte pas de la simple volonté du corps législatif.

Suivons maintenant l'application de votre principe à l'exercice du droit de la paix et de la guerre.

Vous avez dit : Tout ce qui n'est que volonté, en ceci comme dans tout le reste, retourne à son principe naturel, et ne peut être énoncé que par le pouvoir législatif ; ici je vous arrête, et je découvre votre sophisme en un seul mot, que vous-même avez proféré : ainsi vous ne m'échapperez pas.

Dans votre discours vous attribuez exclusivement l'énonciation de la volonté générale au pouvoir législatif ; dans votre décret, qui l'attribuez-vous ? au corps législatif ? Sur cela, je vous appelle à l'ordre. Vous avez forcé à la constitution.

Si vous entendez que le corps législatif est le pouvoir législatif, vous renversez par cela seul toutes les lois que nous avons faites : si, lorsqu'il s'agit d'exprimer la volonté générale, en fait de guerre, le corps législatif suffit... par cela seul, le roi n'ayant ni participation, ni influence, ni contrôle, ni rien de tout ce que nous avons accordé au pouvoir exécutif par notre système social, vous auriez en législation deux principes différents, l'un pour la législation ordinaire, l'autre pour la législation en fait de guerre, c'est-à-dire, pour la crise la plus terrible qui puisse agiter le corps politique, tantôt vous auriez besoin, et tantôt vous n'auriez pas besoin, pour l'expression de la volonté générale, de l'adhésion du monarque. Et c'est vous qui parlez d'homogénéité, d'unité, d'ensemble dans la constitution ? Ne dites pas que cette distinction est vague ; elle l'est si peu, elle est tellement importante à mes yeux et à ceux de tous les bons citoyens qui soutiennent ma doctrine, que si vous voulez substituer dans votre décret,

à ces mots, *le corps législatif*, ceux-ci, *Le pouvoir législatif*, et définir cette expression en l'appelant un acte de l'assemblée nationale sanctionné par le roi, nous serons, par cela seul, d'accord sur les principes; mais vous reviendrez alors à mon décret, parce qu'il accorde moins au roi...

Vous ne me répondez pas... Je continue.

Cette contradiction devient encore plus frappante dans l'application que vous avez faite vous-même de votre principe au cas d'une déclaration de guerre.

Vous avez dit : Une déclaration de guerre n'est qu'un acte de volonté; donc c'est au corps législatif à l'exprimer.

J'ai eu cela deux questions à vous faire, dont chacune embrasse deux cas différens.

Première question. Entendez-vous que la déclaration de guerre soit tellement propre au corps législatif que le roi n'ait pas l'initiative, ou entendez-vous qu'il ait l'initiative?

Dans le premier cas, s'il n'a pas l'initiative, entendez-vous qu'il n'ait pas aussi le veto? Dès lors, voilà le roi sans concours

dans l'acte le plus important de la volonté nationale. Comment conciliez-vous cela avec les droits que la constitution a donnés au monarque? Comment le conciliez-vous avec l'intérêt public? Vous aurez autant de provocateurs de la guerre que d'hommes passionnés.

Qu'il, ou non, de grands inconvénients à cette disposition? Vous ne niez pas qu'il n'y en ait.

En a-t-il, au contraire, à accorder l'initiative au roi? J'entends par l'initiative une notification, un message quelconque; vous ne sauriez y trouver aucun inconvénient.

Voiez, d'ailleurs, l'ordre naturel des choses. Pour délibérer, il faut être instruit; par quel le serez-vous, si ce n'est par le surveillant des relations extérieures?

Ce serait une étrange constitution que celle qui, ayant confié au roi le pouvoir exécutif suprême, donnerait un moyen de déclarer la guerre sans que le roi en provoquât la délibération par les rapports dont il est chargé; votre assemblée ne serait plus

délibérante, mais agissante; elle gouvernerait.

Vous accorderiez donc l'initiative au roi.

Passons au second cas.

Si vous accordez au roi l'initiative, vous supposez qu'elle consistera dans une simple notification, ou vous supposez que le roi déclarera le parti qu'il veut prendre.

Si l'initiative du roi doit se borner à une simple notification, le roi, par le fait, n'aura aucun concours à une déclaration de guerre.

Si l'initiative du roi consiste, au contraire, dans la déclaration du parti qu'il croit devoir être pris, voici la double hypothèse sur laquelle je vous prie de raisonner avec moi.

Entendez-vous que le roi se décidant pour la guerre, le corps législatif puisse délibérer la paix? Je ne trouve à cela aucun inconvénient. Entendez-vous, au contraire, que le roi voulant la paix, le corps législatif puisse ordonner la guerre et la lui

faire soutenir malgré lui? Je ne puis adopter votre système, parce qu'ici naissent des inconvéniens auxquels il est impossible de remédier.

De cette guerre délibérée malgré le roi résulterait bientôt une guerre d'opinion

contre le monarque, contre tous ses agens.

La surveillance la plus inquiète présiderait à toutes les opérations; le désir de les séconder, la déhance contre les ministres, porteraient le corps législatif à sortir de ses propres limites. On proposerait des comités d'exécution militaire, comme on vous a proposé naguère des comités d'exécution politique; le roi ne serait plus que l'agent de ces comités; nous aurions deux pouvoirs exécutifs, ou plutôt le corps législatif régnerait.

Ainsi, par la tendance d'un pouvoir sur l'autre, notre propre constitution se dénaturerait entièrement; de monarchique qu'elle doit être, elle deviendrait purement aristocratique. Vous n'avez pas répondu à cette objection, et vous n'y répondrez jamais. Vous ne parlez que de répri-

mer les abus ministériels, et moi je vous parle des moyens de reprimer les abus d'une assemblée représentative; je vous parle d'arrêter la pente insensible de tout gouvernement vers la forme dominante qu'on lui imprime.

Sir, au contraire, le roi voulant la guerre, vous bornez les délibérations du corps législatif à consentir la guerre, ou à décider qu'elle ne doit pas être faite, et à forcer le pouvoir exécutif de négocier la paix, vous évitez tous les inconvéniens; et remarquez bien, car c'est ici que se distingue éminemment mon système, que vous restez parfaitement dans les principes de la constitution.

Le veto du roi se trouve, par la nature des choses, presque entièrement éteint en fait d'exécution; il peut rarement avoir lieu en matière de guerre. Vous parlez à cet inconvénient; vous rétablissez la surveillance, le contrôle respectif qu'a voulu la constitution, en imposant aux deux délégués de la nation, à ses représentans amovibles et à son représentant inamovible,

me devois pûnter d'être d'accord lorsqu'il s'agit de guerre. Vous attribuez ainsi au corps législatif la seule faculté qui puisse le dispenser sans inconvénient d'exercer ce terrible droit. Vous remplissez en même temps l'intérêt national autant qu'il est en vous, puisque vous n'aurez besoin, pour exercer le pouvoir exécutif, que d'exiger qu'il mette le corps législatif en mouvement pour le porter à délibérer sur tous les cas qui peuvent se présenter.

« comme combat, messieurs, que le point de la difficulté est enfin complètement dissipé, pour un homme à qui l'air d'applications modestes n'est pas préparé au-dessus de la porte de cette salle, M. Barnave n'a pu ni même abandonner la question. Ce serait une tâche trop facile maintenant que de le pointer du doigt sur les détails, car il a fait voir tout d'un coup, qu'il n'a jamais montré la moindre connaissance d'aucun des détails des affaires humaines. Il a déclamé contre ces maux que l'on peut faire et qu'on a faits les rois, et les rois ont gardé de remarquer que, dans notre tra-

stitution, le monarque ne peut plus désormais être despotique, ni rien faire arbitrairement; s'il s'est bien gardé de vouloir parler des mouvemens populaires, quoiqu'il eût lui-même donné l'exemple de la facilité avec laquelle les amis d'une puissance étrangère pourraient influencer sur d'opinion d'une assemblée nationale, et tentant de peupler autour d'elle, et en pressurant dans les promenades publiques, des botteurs de mains à leurs agens. Il a cité Périclès faisant la guerre pour ne pas rendre ses complices; ne semble-t-il pas qu'il l'entendît que Périclès ait été un roi, ou un ministre despotique? Périclès étoit un homme qui sachant flatter les passions populaires, et se faire applaudir à propos en sortant de son tribunal par ses argumens pour celles de ses amis, a entraîné la guerre du Péloponnèse, qui? L'Assemblée nationale? A quel thème nous en venons? L'Assemblée nationale? J'en viens à la critique de mon projet de décret, et je passerai rapidement en revue les diverses objections.

Article premier, « Que le droit de faire »

« la paix et la guerre appartient à la nation. »

M. Barnave soutient que cet article est inutile, pourquoi donc inutile ? Nous n'avons pas délégué la royauté, nous l'avons reconnue, comme préexistante à notre constitution, et, puisqu'on a soutenu dans cette assemblée que le droit de faire la paix et la guerre est inhérent à la royauté, puisqu'on a prétendu que nous n'avions pas même la faculté de le déléguer, j'ai donc pu, j'ai dû énoncer dans mon décret que le droit de la paix et de la guerre appartient à la nation. Où est le piège ?

Second article. « Que l'exercice du droit de la paix et de la guerre doit être délégué concurremment au corps législatif et au pouvoir exécutif, de la manière suivante. » Selon M. Barnave, cet article est contraire aux principes, et dévoile le piège de mon décret. Telle est, en effet, la question, la véritable question qui nous agite. Parlez nettement : les deux délégués de la nation doivent-ils concourir ou non à l'expression de la volonté générale ? S'ils

doivent y concourir, peut-on donner à l'un d'eux une *délégation exclusive* dans l'exercice du droit de la paix et de la guerre? Comparez mon article avec le *sénat*; vous ne parlez ni d'initiative proprement dite, ni de proposition, ni de sanction *plutôt* par le roi. Si je ne parle pas non plus ni de proposition, ni de sanction, je remplace ce concours par un *sénat*. Les lignes qui vous séparent sont donc bien connues, et moi qui suis dans la constitution, n'est-ce pas qui vous en écarterez? Il faudra bien que vous y *teniez*. De quel côté est le piège? Il est, dites-vous, en ce que je n'exprime pas de quelle *manière* le concours de ces deux délégués doit s'exercer. Quoi? je ne l'exprime pas? Que signifient donc ces mots, *de la manière suivante*, et quel est l'objet des articles qui suivent? N'ai-je pas dit nettement dans plusieurs de ces articles que la notification est au roi, et la résolution, l'approbation, l'improbation à l'assemblée nationale? Ne résulte-t-il pas évidemment de chacun de mes articles, que le roi ne pourra jamais entreprendre la guerre, ni

même la continger, sans la décision du corps législatif? Ou est le piège? Je ne connais qu'un seul piège dans cette discussion. C'est d'avoir affecté de ne donner au corps législatif que la décision de la guerre et de la paix; et cependant d'avoir, par le fait, au moyen d'une réticence, d'une déception de mots, exclu entièrement le roi de toute participation, de toute influence à l'exercice du droit de la paix et de la guerre.

Je ne connais qu'un seul piège dans cette affaire; mais rien n'est si peu de malade pour vous à dévoiler. C'est en désignant la déclaration de la guerre dans l'exercice du droit comme un acte de pure volonté, de l'avoir en conséquence attribué au corps législatif seul, comme si le corps législatif, qui n'est pas le pouvoir législatif, avait, sans nul concours du monarque, l'attribution exclusive de la volonté.

Troisième article. Nous sommes d'accord.

Quatrième article. Vous avez prétendu que j'en avais exigé la notification que dans le cas d'hostilité; que j'avais supposé que

toute hostilité était une guerre ; et qu'ainsi je laissais faire la guerre sans le concours du corps législatif. Quelle désigneuse fautive foi ! J'ai exigé la notification dans le cas d'*hostilités imminentes ou commencées, d'un allié à soutenir, d'un droit à conserver par la force des armées* n'est-ce, en non, compris tous les cas ? ... Ou est le piège ?

J'ai dit, dans mon discours, que souvent des hostilités précéderaient toute délibération ; j'ai dit que ces hostilités pourraient être telles, que l'état de guerre fût commencé ; qu'avez-vous répondu ? Qu'il n'y avait guerre que par la déclaration de guerre. Mais disputons-nous sur les choses ou sur les mots ? Vous avez dit sérieusement ce que M. de Bougainville disait au combat de Grenade, dans un moment de gaieté héroïque : les boulets retombaient sur son bord, il cria à ses officiers : *Où qu'il y a d'aimable, messieurs, c'est que nous ne sommes point en guerre*, et en effet elle n'était pas déclarée.

Vous vous êtes longuement étendus sur le cas actuel de l'Espagne. Une hostilité

*...

existe ; l'assemblée nationale d'Espagne n'aurait-elle pas à délibérer ? Oui, sans doute , et je l'ai dit , et mon décret a formellement prévu ce cas ; ce sont des hostilités commencées , un droit à conserver , une guerre imminente. Donc , avez-vous conclu , l'hostilité ne constitue pas l'état de guerre ?

Mais si , au lieu de deux navires pris et relâchés dans le Northampton , il y avait eu un combat entre deux vaisseaux de guerre ; si , pour les soutenir , deux escadres s'étaient mêlées de la querelle ; si un général entreprenant eût poursuivi la vaincue jusque dans ses ports ; si une île importante avait été enlevée , n'y aurait-il pas alors état de guerre ? Ce sera tout ce que nous voudrez ; mais , puisque ni votre décret ni le mien ne présentent le moyen de faire dévancer de pareilles agressions par la délibération du corps législatif , vous conviendrez que ce n'est pas là la question ; mais où est le piège ?

Cinquième article. J'ai voulu parler d'un fait possible , et que vous ne prévoyez pas

dans votre décret ; dans le cas d'une hostilité reçue et repoussée, il peut exister une agression coupable ; la nation doit avoir le droit d'en poursuivre l'auteur, et elle le peut ; il ne suffit pas alors de ne pas faire la guerre ; il faut réprimer celui qui par une démarche imprudente ou perfide, aurait couru le risque ou tenté de nous y engager. Ken indique le moyen : est-ce là un piège ? Mais, dites-vous, je suppose donc que le pouvoir exécutif a le droit de commencer des hostilités, de commettre une agression. Notez je n'ellab d'ailleurs pas ce droit ; puisque je le lui ôte formellement, je ne lui permets pas d'agression ; puisque je propose de le lui punir. Que fais-je donc si je raisonne sur un fait possible, que les vœux du siècle ne peuvent prévenir. Je ne puis pas faire que deux députés suprême de toutes les autres nations n'aient pas de grands moyens et les occasions d'en abuser ; mais cet inconvénient n'est-il pas trop-t-il pas dans tous les systèmes ? Ce sera, si vous le voulez, l'ornement de la royauté ; mais prétendez-vous que des institutions humaines, qu'un

gouvernement fait par des hommes, pour des hommes, soit exempt d'inconvénient. Pretendez-vous, parce que la royauté a des dangers, nous faire renoncer aux avantages de la royauté? Dites-le nettement; alors ce sera à nous de déterminer si, parce que le feu brûle, nous devons nous priver de la chaleur, de la lumière que nous empruntons de lui. Tout peut se soutenir, excepté l'inconséquence : dites-nous qu'il ne faut pas de roi; ne nous dites pas qu'il ne faut qu'un roi impuissant, inutile.

Articles VI, VII et VIII. Vous ne les avez pas attaqués, je crois; ainsi nous sommes d'accord : mais convenez que celui qui impose au pouvoir exécutif des limitations qu'aucun autre décret n'a présentées, n'a pas doté d'usurpation la puissance royale, comme on n'a pas rougi de le dire : convenez qu'ainsi bien qu'un autre, il sait munir de précautions constitutionnelles les droits du peuple : convenez que, lorsque ce peuple égare le menaçait, il défend encore ce peuple mieux que vous.

Article IX. « Que, dans le cas où le roi

fera la guerre en personne, le corps législatif aura le droit de réunir tel nombre de gardes nationales, et dans tel endroit qu'il le trouvera convenable. Vous me faites un grand reproche d'avoir proposé cette mesure. Elle a des inconvéniens sans doute ; quelle institution n'en a pas ? Si vous l'aviez saisie, vous auriez vu que si cette mesure avait été, comme vous l'avez dit, un accessoire nécessaire à mon système, je ne me serais pas borné à l'appliquer au cas très-rare sans doute, où le roi ferait la guerre en personne, mais je l'aurais indiquée pour tous les cas de guerre indéfiniment. Si, dans tout cela il y a un piège, ce piège est tout entier dans votre argumentation, et non dans le système de celui qui veut écarter le roi du commandement des armées hors des frontières, parce qu'il ne pense pas que le surveillant universel de la société doit être concentré dans des fonctions aussi hasardeuses : il n'est pas dans le système de celui qui met dans votre organisation sociale le seul moyen d'insurrection régulière qui découle des prin-

cipes de votre constitution. Il y a évidemment de la mauvaise foi à chercher la faiblesse de mon système ou quelque intention artificieuse dans la prévoyance d'un inconvénient présenté par tous ceux qui ont parlé avant moi, et qui existe également dans toutes les théories; car il est évident qu'un roi guerrier peut être égare par ses passions, et servi par ses légions élevées à la victoire, soit que le pouvoir législatif, soit que le pouvoir exécutif ait commencé la guerre. Si, dans toutes les hypothèses constitutionnelles, ce malheur terrible peut également se prévoir, il n'y a d'autre remède à lui opposer qu'une révolte. Vous et moi nous reconnaissons également le devoir de l'insurrection dans des cas infiniment rares : est-ce un moyen si coupable que celui qui rend l'insurrection plus méthodique et plus terrible? est-ce un piège que d'avoir assigné aux gardes nationales leur véritable destination? Eh! que sont ces troupes, sinon les troupes de la liberté? pourquoi les avons-nous instituées, si elles ne sont pas éternellement

destinées à conserver ce qu'elles ont conquis?... Au reste, c'est vous qui le premier nous avez exagéré ce danger; il existe ou il n'existe pas : s'il n'existe pas, pourquoi l'avez-vous fait tant valoir? s'il existe, il menace mon système comme le vôtre. Alors acceptez mon moyen, ou donnez-en un autre, ou n'en prenez point du tout; cela m'est égal à moi, qui ne crois à ce danger que comme à un prodige; aussi donne-je mon consentement à l'amendement de M. Le Chapelier, qui retranche cet article.

Il est plus que temps de terminer ces longs débats. Désormais j'espère que l'on ne dissimulera plus le vrai point de la difficulté. Je veux le concours du pouvoir exécutif à l'expression de la volonté générale en fait de paix et de guerre, comme la constitution le lui a attribué dans toutes les parties déjà fixées de notre système social... Mes adversaires ne le veulent pas. Je veux que la surveillance de l'un des délégués du peuple ne l'abandonne pas dans les opérations les plus importantes de la

politique; et mes adversaires veulent que l'un des délégués possède exclusivement la faculté du droit de la guerre, comme si, lors même que le pouvoir exécutif serait étranger à la confection de la volonté générale, nous avions à délibérer sur le seul fait de la déclaration de la guerre, et que l'exercice du droit n'entraînât pas une série d'opérations mixtes, où l'action et la volonté se pressent et se confondent.

Voilà la ligne qui nous sépare. Si je me trompe, encore une fois, que mon adversaire m'arrête, ou plutôt qu'il substitue dans son décret à ces mots, *le corps législatif*, ceux-ci, *le pouvoir législatif*, c'est-à-dire un acte émané des représentants de nation et sanctionné par le roi; et nous sommes parfaitement d'accord, sinon dans la pratique, du moins dans la théorie; et nous verrons alors si mon décret ne réalise pas mieux que tout autre cette théorie.

On vous a proposé de juger la question par le parallèle de ceux qui soutiennent l'affirmative et la négative. On vous a dit que vous verriez, d'un côté, des hommes

qui espèrent s'avancer dans les armées ou parvenir à gérer les affaires étrangères, des hommes qui sont liés avec les ministres et leurs agens; de l'autre, le citoyen paisible, vertueux, ignoré, sans ambition, qui trouve son bonheur et son existence dans l'existence, dans le bonheur commun."

"Je ne suivrai pas cet exemple. Je ne crois pas qu'il soit plus conforme aux convenances de la politique qu'aux principes de la morale, d'affiler le poignard dont on ne saurait blesser ses rivaux sans en ressentir bientôt sur son propre sein les atteintes. Je ne crois pas que des hommes, qui doivent servir la cause publique en véritables frères d'armes aient bonne grâce à se combattre en vils gladiateurs, à lutter d'imputations et d'intrigues, et non de lumières et de talens; à chercher dans la ruine et la dépression les uns des autres de coupables succès, des trophées d'un jour, nuisibles à tout, et même à la gloire. Mais je vous dirai : Parmi ceux qui soutiennent ma doctrine vous compterez tous les hommes

modérés , qui ne croient pas que la sagesse soit dans les extrêmes , ni que le courage de démolir ne doive jamais faire place à celui de reconstruire ; vous compterez la plupart de ces énergiques citoyens qui , au commencement des états-généraux (c'est ainsi que s'appelait alors cette convention nationale , encore garrottée dans les langes de la liberté) , foulèrent aux pieds tant de préjugés , bravèrent tant de périls , déjouèrent tant de résistances , pour passer au sein des communes , à qui ce dévouement donna les encouragemens et la force qui ont vraiment opéré votre révolution glorieuse ; vous y verrez ces tribuns du peuple , que la nation comptera long-temps encore , malgré les glapissemens de l'envieuse médiocrité , au nombre des libérateurs de la patrie : vous y verrez des hommes dont le nom désarme la calomnie , et dont les libellistes les plus effrénés n'ont pas essayé de ternir la réputation ni d'hommes privés ni d'hommes publics ; des hommes , enfin , qui , sans tache , sans intérêt et sans crainte , s'honoreront jusqu'au tombeau de leurs amis et de leurs ennemis.

Je conclus à ce que l'on mette en délibération mon projet de décret, amendé par M. Le Chapelier.

Ce discours est vivement applaudi.

L'assemblée délibère, et accorde, à très grande majorité, la priorité au projet de décret présenté par Mirabeau.

M. Freteau propose d'amender ainsi le premier article :

« Le droit de paix et de guerre appartient à la nation : la guerre ne pourra être décidée que par un décret de l'assemblée nationale, qui ne pourra lui-même être rendu que sur la proposition formelle du roi. »

Mirabeau :

M. Freteau a tiré une mauvaise conséquence de mon article, s'il en a conclu qu'il laissait aux ministres le droit de commencer la guerre. Cet article prévoit le cas où un ministre ordonnerait une agression ou une hostilité coupable. Il est absolument impossible d'empêcher que cela n'arrive. Il est très-possible qu'il y ait un ministre assez pervers pour commencer sous main une guerre. Je demande dans quel système

cet inconvénient ne se trouve pas. Je ne puis prendre que les précautions que j'indique, en faisant juger si l'agression est coupable. L'article ne dit-il pas cela clairement?... Mais pourquoi ne répond-on pas à la question que j'ai faite? Le pouvoir législatif est-il le corps législatif? N'est-il pas, au contraire, composé du corps législatif délibérant et du roi consentant et sanctionnant? Qu'on réponde; c'est là le principe du système auquel vous avez accordé la priorité.

On demande la question préalable sur l'amendement de M. Freteau.

M. le Camus : « Je dis que dans les principes mêmes de l'auteur du projet de décret, il ne peut s'opposer à la question préalable. »

Mirabeau : *aussi ne l'ai-je pas demandé.*

M. de Menou : « M. de Mirabeau dit que l'amendement présenté par M. Freteau est compris dans son décret. S'il n'y est pas compris, comme je le crois, il faut en faire un article à part; je demande qu'on aille aux voix, par appel nominal, sur cet amendement; qui deviendrait un article. »

Mirabeau :

Il est nécessaire d'examiner par quel

motif. on s'obstine depuis si long-temps à ne pas voir dans mon décret ce qui y est, et à prétendre que j'ai dit ce que je n'ai pas dit. Si l'ordre des numéros est à changer dans mes articles, je laisse l'honneur et la gloire de cette sublime découverte à qui voudra s'en emparer. Comme le cinquième article porte précisément le principe; comme il n'est pas un seul article qui ne suppose le principe; qu'il n'en est pas un qui ne dise que le roi sera tenu d'obéir à la réquisition du corps législatif; comme nulles de mes dispositions, nuls de mes articles ne sont équivoques, vous me permettrez de ne pas changer mon opinion, en faveur des bienveillans qui, depuis deux heures, veulent faire croire au public que mon opinion n'est pas mon opinion.

L'assemblée décide qu'il y a lieu à délibérer sur l'amendement de M. Freteau.

M. Freteau : Je rédige définitivement ainsi l'article avec l'amendement :

« Le droit de la paix et de la guerre appartient
» à la nation : la guerre ne pourra être décidée
» que par un décret de l'assemblée nationale,

★.

» qui sera rendue sur la proposition formelle et
 » nécessaire du roi, et qui sera consenti par
 » lui. »

Mirabeau :

On n'aura pas de peine à croire que j'adhère de tout mon cœur à cet amendement, pour lequel je combats depuis cinq jours. Si j'avais su plus tôt que ceci n'était qu'une lutte d'amour-propre, la discussion aurait été moins longue. Je demande que le mot *sanctionné*, mot de la constitution, soit mis à la place du mot *consenti*.

Ce changement de rédaction est adopté.

On met aux voix le projet de décret présenté par Mirabeau. Il est adopté presque unanimement, avec quelques modifications et à l'exception des articles II et VIII, qui sont supprimés.

SÉANCE DU 11 JUIN 1790.

Proposition de Mirabeau à l'occasion de la mort de Franklin.

MESSIEURS,

Franklin est mort.... Il est retourné au

sein de la Divinité, le génie qui affranchit l'Amérique et versa sur l'Europe des torrents de lumière.

Le sage que deux mondes réclament ; l'homme que se disputent l'histoire des sciences et l'histoire des empires ; tenait sans doute un rang élevé dans l'espèce humaine.

Assez long-temps les cabinets politiques ont notifié la mort de ceux qui ne furent grands que dans leur éloge funèbre. Assez long-temps l'étiquette des cours a proclamé des deuils hypocrites. Les nations ne doivent porter que le deuil de leurs bienfaiteurs. Les représentans des nations ne doivent recommander à leur hommage que les héros de l'humanité.

Le congrès a ordonné dans les quatorze états de la confédération un deuil de deux mois pour la mort de Franklin, et l'Amérique acquitte en ce moment ce tribut de vénération pour l'un des pères de sa constitution.

Ne serait-il pas digne de nous, messieurs, de nous unir à cet acte religieux, de par-

participer à cet hommage rendu, à la face de l'univers, et aux droits de l'homme, et au philosophe qui a le plus contribué, à en propager la conquête sur toute la terre ? L'antiquité eût élevé des autels à ce vaste et puissant génie qui, au profit des mortels, embrassant dans sa pensée le ciel et la terre, sut dompter la foudre et les tyrans. La France, éclairée et libre, doit du moins un témoignage de souvenir et de regret à l'un des plus grands des hommes qui aient jamais servi la philosophie et la liberté.

Je propose qu'il soit décrété que l'assemblée nationale portera pendant trois jours le deuil de Benjamin Franklin.

L'assemblée adopte par acclamation la proposition qui lui est faite, et fixe au lundi 14 le premier jour de deuil; elle décide que le discours de Mirabeau sera imprimé et que le président écrira au congrès au nom de l'assemblée.

SÉANCE DU 22 AOUT.

Les comités de constitution et de législation devaient présenter un projet de loi sur les délits de la presse. Ce rapport est ajourné. M. André se plaint de ce retard et signale la criminalité et la licence de plusieurs écrits. M. Malouet dénonce alors un libelle signé *Marat, ami du peuple*; il contient la phrase suivante, à l'occasion de la proposition faite par Mirabeau du licenciement des troupes : « Ici je vois la nation entière se soulever contre cet infame projet. Si les noirs et les ministres gangrenés et archi-gangrenés sont assez hardis pour la faire passer, citoyens, elevez huit cents potences, pendez-y tous ces traîtres, et à leur tête l'infâme Riquetti l'aîné..... » M. Malouet demande qu'il soit donné ordre à M. le maire de Paris de faire arrêter Marat et les colporteurs de ses libelles.

Mirabeau :

Je demande si ce n'est pas une dérision tout-à-fait indigne de l'assemblée que de lui dénoncer de pareilles démençes; sans doute il est bon de faire des lois sur les délits qui se commettent par la voie de la

presse, comme sur tous les autres délits : il est vrai que ceux-ci méritent peut-être une plus grande considération ; parce que leur propagation est plus rapide ; mais ce qui est mauvais , c'est de se hâter sur une semblable matière ; c'est de se hâter, parce qu'on publie des extravagances.

Je vous prie de remarquer que dans ce paragraphe d'un homme ivre, qui vient d'être lu, je suis seul nommé. On parle des *noirs* dans ce libelle : eh bien, c'est au châtelet du Sénégal qu'il faut dénoncer ce libelle. Eh ! que signifie, en effet, cette expression, *les noirs* ? Messieurs... parmi les libelles infâmes, il en est un, le *libellus famosus* ; et celui-là est de l'homme à qui l'on veut renvoyer l'extravagance qu'on vous dénonce ; cet homme est M. le procureur du roi du châtelet de Paris. Passons à l'ordre du jour.

On applaudit, et l'assemblée passe à l'ordre du jour.

SÉANCE DU 23 AOÛT.

L'abbé de Barmond député, prévenu d'avoir favorisé l'évasion de M. Bonne de Savardin, qui se trouvait sous le poids d'une accusation de conspiration contre l'état, avait été arrêté avec ce dernier à Châlons-sur-Marne.

Dans la séance du 23 août M. Voidel, chargé du rapport de cette affaire, conclut, au nom du comité, à ce que M. de Barmond reste en état d'arrestation. M. Barnave propose de décréter qu'il y a lieu à accusation contre M. de Barmond. M. Foucauld et l'abbé Maury demandent son élargissement.

Mirabeau :

Je n'examinerai pas bien scrupuleusement si quelques formes sont blessées ou anticipées dans la manière nouvelle dont la question est posée ; il importe plutôt de recevoir l'éclat de lumière au moment où il jaillit, que d'attendre l'instant précis que les formalistes trouvent convenable. M. Barnave a répondu avec un grand avantage aux divers préopinans qui contraignent notre système ; mais peut-être la surabon-

dance de ses preuves a-t-elle nui à leur clarté et à leur énergie. Tous les argumens de nos adversaires ont porté sur des sophismes; ils ont supposé qu'il n'y a de légal, que les formes judiciaires; cette erreur est facile à démêler. Les juges n'ont le pouvoir de juger, que parce que ce pouvoir leur a été délégué par le souverain : les comités des recherches, institution détestable si elle entrerait dans l'organisation sociale comme une pièce durable, mais institution souverainement nécessaire au milieu d'une révolution (et dans les débats précédens nos adversaires en sont convenus); les comités des recherches, dis-je, font des informations très-légales, puisqu'ils ont reçu du souverain le pouvoir d'informer. Premier sophisme écarté.

Le second sophisme repose sur cette fautive supposition, que le délit imputé à l'abbé Barmond n'a pas de caractère, et n'est pas suffisamment caractérisé; mais un délit portant avec soi un caractère déterminant, et n'a pas besoin de dénonciateur : un membre a dit que l'acte dont il

s'agit est une bonne action. Ce sera, si l'on veut, en flagrante bonne action que M. l'abbé Barmond a été saisi ; mais il reste toujours vrai que c'est un acte quelconque, un acte flagrant qui vous a été dénoncé par le propre aveu de l'accusé ; il est vrai que M. Barmond n'a certainement pas le droit de juger du caractère de sa propre action, et que sur le fait de l'évasion de M. Bonne-Savardin, en ce qui concerne un de vos membres, vous avez seuls le pouvoir de déclarer si, ou non, il y a lieu à accusation. Cet acte est répréhensible ; vous en renvoyez la connaissance au tribunal, et vous voilà dans la théorie de M. Barnave. Déclarez-vous qu'il ne l'est pas ? Il n'y a plus ni procès ni jugement ultérieurs à attendre ; tout est fini. On doit donc prendre cette voie, qui est évidemment la plus courte ; la question est donc posée maintenant comme elle avait toujours dû l'être.

Ceux qui ont soutenu dans cette tribune que le plus beau privilège de la religion était de dérober le coupable à la vengeance des lois....

M. Foucault : J'ai dit que c'était un beau privilège de la religion, et non le plus beau.

Je rétracte mon erreur, et je dis : Ceux qui ont soutenu dans la tribune qu'un beau privilège de la religion....

Plusieurs membres de la partie droite s'écrient : *On ne plaisante pas là-dessus.*

Je dis que ceux qui ont défendu l'infâme abus des asiles ; qui ont dit que la sainte amitié peut produire des fruits aussi empoisonnés que le désir ou le devoir de favoriser l'évasion de l'homme accusé d'avoir travaillé autant qu'il était en lui à subvertir la liberté publique ; que ceux-là seulement aussi en leur faveur des impérieuses sollicitations de l'humanité. Certes, il sera permis à l'assemblée nationale, conservatrice et distributrice des lois, institutrice et protectrice de la liberté publique, de croire qu'il n'est pas innocent, celui auprès duquel on a trouvé, sous l'abri d'un faux passe-port, un homme qu'il voulait conduire hors du domaine de la nation.

Je demande à ajouter un seul mot, il sera court. Et moi aussi je suis accusé, ou plutôt on voudrait bien que je le fusse ; il m'est donc au moins aussi permis d'être sévère que de me montrer sensible ; il m'est permis de vous demander, et je vous demande, que vous donniez en cette occasion, et dans toute autre, l'exemple de l'inflexible justice envers les membres de cette assemblée. Il ne suffit pas, pour les représentans de la nation, d'être hors des formes judiciaires aussi long-temps que vous ne les restituez pas à la juridiction ordinaire des tribunaux ; il faut que le plus léger soupçon ne ternisse pas leur réputation, ou bien ils ne peuvent être déclarés innocens par vous. J'invoquerai donc, pour mes collègues et pour moi, l'inflexible sévérité des principes. J'y joindrai un vœu particulier, mais qui intéresse essentiellement l'ordre public, et l'honneur, et la police de cette assemblée. Je supplie, je conjure le comité des rapports de hâter son travail sur la procédure du 6 octobre.

Les murmures et les cris de la partie droite interrompent l'orateur.

Je conjure le comité des rapports de hâter son travail, et de rendre publiques ces terribles procédures du Châtelet, dont le secret divulgué élèvera une barrière qui mettra un terme à tant d'insolences.

La proposition de M. Barnave est décrétée, et l'assemblée décide qu'il y a lieu à accusation contre M. de Barmond.

SEANCE DU 25 AOUT.

Rapport et projet de décret au nom du comité diplomatique, sur les traités de l'Espagne avec la France.

Messieurs, vous avez chargé votre comité diplomatique de vous présenter son avis sur la réponse que demande l'Espagne. Le désir, le besoin de la paix, l'espérance presque certaine qu'elle ne sera pas troublée, les principes de notre constitution nouvelle, nous ont seuls guidés dans l'exa-

mén de cette importante question. Pour la résoudre avec succès, nous avons dû considérer l'état de la politique actuelle, et nos rapports avec les différentes puissances de l'Europe : nous avons dû distinguer le système qui nous avait entraînés jusqu'ici le gouvernement français, de la théorie qui convient à un nouvel ordre de choses. Il ne suffisait pas de connaître nos devoirs et nos intérêts ; il fallait les concilier avec la prudence ; il fallait découvrir les moyens les plus convenables d'éviter sans faiblesse le fléau de la guerre : il fallait surtout l'écarter du berceau de cette constitution, au moment où elle venait de se former. Il fallait avant que de déterminer les secours que nous devons à des alliés, toute la force publique de l'état, ou plutôt tous les citoyens de l'empire doivent former une barrière impenétrable.

Si nous n'avons à considérer que l'objet de la contestation qui s'est élevée entre les cours de Londres et de Madrid, nous ne devrions pas même supposer que la paix pût être troublée. Le territoire que se disputent ces deux puissances n'appartient ni

à l'une ni à l'autre ; il est incontestablement aux peuples indépendans que la nature y a fait naître : cette ligne de démarcation vaut bien celle que le pape s'est permis de tracer ; et ces peuples, s'ils sont opprimés, sont aussi nos alliés ; nous ne ferons donc pas cette injure à deux nations éclairées , de penser qu'elles veuillent prodiguer leurs trésors et leur sang pour une acquisition aussi éloignée , pour des richesses aussi incertaines : ces vérités simples , notre impartialité ne cessera de les rappeler , s'il en est besoin ; mais ce premier point de vue ne décide pas la question.

Si, d'un autre côté , nous devons uniquement nous déterminer par la nécessité que les circonstances nous imposent , non-seulement d'éloigner la guerre , mais d'en éviter les formidables apprêts , pourrions-nous vous dissimuler l'état de nos finances non encore régénérées , et celui de notre armée et de notre marine non encore organisées ? Pourrions-nous vous cacher que dans les innombrables malheurs d'une guerre même injuste , le plus grand pour nous se-

rait de détourner de la constitution les regards des citoyens , de les distraire du seul objet qui doit concentrer leurs vœux et leurs espérances ; de diviser le cours de cette opinion publique , dont toutes les forces suffisent à peine pour détruire les obstacles qui nous restent à surmonter ? Mais les malheurs de la guerre , mais les inconvéniens tirés de notre position actuelle ne suffisent pas encore pour décider la question des alliances. Enfin , si nous devons nous conduire aujourd'hui d'après ce que nous serons un jour ; si , franchissant l'intervalle qui sépare l'Europe de la destinée qui l'attend , nous pouvons donner dès ce moment le signal de cette bienveillance universelle que prépare la reconnaissance des droits des nations , nous n'aurions pas même à délibérer sur les alliances ni sur la guerre. L'Europe aura-t-elle besoin de politique , lorsqu'il n'y aura plus ni despotes ni esclaves ? la France aura-t-elle besoin d'alliés , lorsqu'elle n'aura plus d'ennemis ? Il n'est pas loin de nous , peut-être , ce moment où la liberté , régnañt sans rival sur

les deux mondes, réalisera le vœu de la philosophie, absoudra l'espèce humaine du crime de la guerre, et proclamera la paix universelle : alors le bonheur des peuples sera le seul but des législateurs, la seule force des lois, la seule gloire des nations : alors les passions particulières, transformées en vertus publiques, ne déchireront plus par des querelles sanglantes les nœuds de la fraternité qui doivent unir tous les gouvernemens et tous les hommes ; alors se consommera le pacte de la fédération du genre humain ; mais , avouons-le à regret, ces considérations, toutes puissantes qu'elles sont, ne peuvent pas seules dans ce moment déterminer notre conduite.

La nation française , en changeant ses lois et ses mœurs , doit sans doute changer sa politique ; mais elle est encore condamnée , par les erreurs qui regnent en Europe , à suivre partiellement un ancien système qu'elle ne pourrait détruire soudainement sans péril. La sagesse exige de ne renverser aucune base de sa sûreté publique avant de l'avoir remplacée. Eh ! qui ne

sait qu'en politique extérieure, comme en politique intérieure, tout intervalle est un danger; que l'interregne des princes est l'époque des troubles; que l'interregne des lois est le règne de l'anarchie; et, si j'ose m'exprimer ainsi, que l'interregne des traités pourrait devenir une crise périlleuse pour la prospérité nationale? L'influence tôt ou tard irrésistible d'une nation forte de vingt-quatre millions d'hommes parlant la même langue, ramènera l'art social aux notions simples de liberté et d'équité, qui, douées d'un charme irrésistible pour le cœur humain, trouveront dans toutes les contrées du monde des missionnaires et des prosélytes; l'influence d'une telle nation conquerra sans doute l'Europe entière à la vérité, à la modération, à la justice; mais non pas toute à la fois, non pas en un seul jour, non pas en un même instant. Trop de préjugés garrottent encore les mortels, trop de passions les égarent, trop de tyrans les asservissent; et cependant notre position géographique nous permet-elle de nous isoler? Nos possessions lointaines,

parsemées dans les deux mondes, ne nous exposent-elles pas à des attaques que nous ne pouvons pas repousser seuls sur tous les points du globe, puisque, faute d'instructions, tous les peuples ne croient pas avoir le même intérêt politique, celui de la paix et des services mutuels, des bienfaits réciproques? Ne faut-il pas opposer l'affection des uns à l'inquiétude des autres, et da moins retenir par une contenance imposante ceux qui seraient tentés d'abuser de nos agitations et de leurs prospérités?

Tant que nous aurons des rivaux, la prudence nous commandera de mettre hors de toute atteinte les propriétés particulières de la fortune nationale, de surveiller l'ambition étrangère, puisqu'il faut encore parler d'ambition, et de régler notre force publique d'après celle qui pourrait menacer nos domaines. Tant que nos voisins n'adopteront pas entièrement nos principes, nous serons contraints, même en suivant une politique plus franche, de ne pas renoncer aux précautions que réclame la prudence. Si nos ambassadeurs n'ont plus à

plaider la cause de nos passions, ils aurent à défendre celle de la raison, et ils n'en deviendront que plus habiles. Il n'est que trop vrai, que la nation qui veut partout conserver la paix, entreprend un travail plus difficile que celle qui enflamme l'ambition en offrant des brigandages à la cupidité, des conquêtes à la gloire.

Telles sont, messieurs, les réflexions les plus importantes qui ont frappé votre comité; elles l'ont d'abord conduit à deux principes qu'il a adoptés, et que je dois vous soumettre avant d'entrer dans de plus grands détails sur l'affaire particulière d'Espagne.

Ces deux principes sont : 1°. que tous les traités précédemment conclus par le roi des Français doivent être observés par la nation française jusqu'à ce qu'elle les ait annulés, changés ou modifiés, d'après le travail qui sera fait à cet égard au sein de cette assemblée et de ses comités, et d'après les instructions que le roi sera prié de donner à ses agens auprès des différentes cours de l'Europe.

2^o. Que, dès ce moment, le roi doit être prié de faire connaître à toutes les puissances, avec lesquelles nous avons des relations, que le désir inaltérable de la paix, et la renonciation à toute conquête étant la base de notre conduite, la nation française ne regarde comme existantes et comme obligatoires, dans tous les traités, que des stipulations purement défensives. Ces deux principes nous ont paru parfaitement conformes à l'esprit de notre constitution; et ils nous semblent d'autant plus importants à décréter que, d'une part, ils suffiraient au besoin pour rassurer nos alliés; que, de l'autre, ils ne laisseraient aucun doute sur notre amour pour la paix, notre désir de voir s'éteindre à jamais les torches de la guerre, notre intention de ne prendre les armes que pour réprimer les injustes oppresseurs. Ce n'est point avec que l'ambition qui cherche sans cesse à s'agrandir, que la politique qui veut tout bouleverser, nous soient toujours étrangères; il faut encore apprendre à toutes les nations que, si, pour étouffer à jamais le germe des

combats, il fallait renoncer à toute force extérieure, détruire nos forteresses, dissoudre notre armée et brûler nos flottes ; nous en donnerions les premiers l'exemple. Les deux principes que je viens de rappeler indiquent déjà la réponse qu'il semble que le roi doive faire à la cour d'Espagne ; mais votre comité entrera dans quelques détails ; nous avons examiné notre alliance avec l'Espagne sous ces rapports : l'époque de cet arrangement, son utilité, sa forme, nos moyens, la position actuelle des Espagnols, et les vues apparentes des Anglais.

Voici les résultats de nos recherches : les Espagnols ont été long-temps nos ennemis ; après plus d'un siècle de combats, la paix des Pyrénées vient enfin de désarmer les moins redoutables de deux peuples également fiers et belliqueux, qui se ruinaient et se déshonoraient pour l'orgueil de quelques hommes et pour le malheur des deux nations. Le repos de l'Europe fut court : les passions des princes ne connaissent qu'un léger sommeil. Louis XIV réunit

dans sa famille les sceptres de la France et de l'Espagne; cette réunion, et les vues ambitieuses qu'elle recélait peut-être, soulevèrent contre nous toutes les puissances; et si le sort ne remplît qu'à moitié leurs projets de vengeance, si nous ne succombâmes pas sous tant de coups portés à la fois, nous ne pûmes échapper à cet épuisement, à cette destruction intérieure qui est la suite d'une longue guerre. On s'aperçut bientôt que cette succession, qui avait coûté tant de sang, n'assurerait pas encore le repos des deux nations. Les rois étaient parens, les peuples n'étaient pas unis, les ministres étaient rivaux; et l'Angleterre, profitant de leurs divisions pour les affaiblir, s'emparait impunément du sceptre des mers et du commerce du monde.

Enfin, après cette guerre funeste, qui avait coûté à la nation française ses vaisseaux, ses richesses et ses plus belles colonies, nos malheurs fournirent au caractère espagnol une occasion glorieuse de se déployer tel que depuis lors il n'a cessé

d'être. Ce peuple généreux , dont la bonne foi a passé en proverbe , nous reconnut pour ses amis quand il nous vit prêts à succomber. Il vint partager nos infortunes , relever nos espérances , affaiblir nos rivaux , et ses ministres signèrent en 1761 , un traité d'alliance avec nous , sur les tronçons brisés de nos armes , sur la ruine de notre crédit , sur les débris de notre marine. Quel fut le fruit de cette union ? Seize années de paix et de tranquillité , qui n'auraient pas encore éprouvé d'interruption , si l'Angleterre eût respecté dans ses colonies les principes sacrés qu'elle adore chez elle , et si les Français , protecteurs de la liberté des autres avant d'avoir su la conquérir pour eux-mêmes , n'avaient pressé leur roi de combattre pour défendre les Américains.

Cette querelle , absolument étrangère à la cour d'Espagne , ne pouvait même l'inquiéter sur ses colonies , et compromettre en apparence ses intérêts les plus chers. Mais les Anglais ayant les premiers violé la paix , l'Espagnol , fidèle à ses traités , cou-

rai aux armes, nous livra ses flottes, ses trésors, ses soldats, et c'est avec lui que nous acquîmes l'immortel honneur d'avoir restitué à la liberté une grande portion du genre humain.

Depuis la paix mémorable qui couronna nos efforts, la guerre a paru prête à se rallumer entre la France et l'Angleterre. Dès que le roi des Français eut averti son allié qu'il armait, les ports d'Espagne se remplirent de flottes redoutables. Elles n'attendaient qu'un avis pour voler à notre secours; et l'Angleterre convint avec nous de désarmer..... Mais jetons un voile sur cette époque honteuse, où l'impéritie de nos ministres nous ravit un allié que nous avions conquis par nos bienfaits, que nous eussions suffisamment protégé, en nous montrant seulement prêts à le défendre, et nous priva ainsi d'un moyen presque assuré d'être à jamais en Europe les arbitres de la paix. C'est en nous rappelant cette conduite de l'Espagne, et les services qu'elle nous a rendus, que nous nous sommes demandé si la France devait rompre un traité

généreusement bônâ, fréquemment utile, religieusement observé. Nous nous sommes surtout demandé s'il conviendrait d'accepter un engagement aussi solennel, dans l'instant où l'Espagne serait pressée par les mêmes dangers qu'elle a trois fois repoussés loin de nous.

Nous n'aurions rien à ajouter pour ceux qui craindraient qu'une des deux nations l'emportât sur l'autre en générosité; mais l'intérêt nous dicte-t-il d'autres lois que la reconnaissance? Quelques hommes, forts de leur caractère et orgueilleux de leur patrie, croient que la France armée peut rester invincible quoique isolée. Il est de ces hommes parmi nous, et ce sentiment est d'autant plus honorable qu'il confond la force publique avec l'énergie de la liberté. Mais la liberté publique n'est la plus grande force des empires qu'aussi long-temps qu'étrangères à toute injustice, à toute conquête, les nations s'appliquent uniquement au développement de leur richesse intérieure et de leur véritable prospérité. Mais la France compte dans ses annales des triom-

phes qui invitent à la vengeance ; elle a des colonies qui excitent l'ambition , un commerce qui irrite la cupidité ; et si elle peut un jour se défendre sans alliés , ce que je crois aussi fortement que tout autre , il ne faut pas néanmoins qu'elle s'expose à combattre seule des puissances dont les forces actuelles sont supérieures aux siennes : car il ne s'agit pas de ce que peut inspirer la nécessité , mais de ce qu'exige la prudence ; il ne s'agit pas de faire une périlleuse montre de nos dernières ressources , mais de prendre les moyens les plus propres pour assurer la paix.

Nous ne regardons aucun peuple comme notre ennemi ; il ne l'est plus , celui qu'une insidieuse politique nous avait représenté jusqu'ici comme notre rival , celui dont nous avons suivi les traces , dont les grands exemples nous ont aidé à conquérir la liberté , et dont tant de nouveaux motifs nous rapprochent. Un autre genre de rivalité , l'émulation des bonnes lois , va prendre la place de celle qui se nourrissait de politique et d'ambition. Non , ne croyez pas qu'un

peuple libre et éclairé veuille profiter de nos troubles passagers pour renouveler injustement les maux de la guerre, pour attaquer votre liberté naissante, pour étouffer l'heureux développement des principes qu'il nous a transmis; ce serait pour lui un sacrilège de le tenter, ce serait pour nous un sacrilège de le croire. La même religion politique n'unit-elle pas aujourd'hui la France et la Grande-Bretagne? Le despotisme et ses agens ne sont-ils pas nos ennemis communs? Les Anglais ne sont-ils pas plus certains de rester libres, lorsqu'ils auront des Français libres pour auxiliaires? Mais en rendant hommage à la philosophie de ce peuple, notre frère aîné en liberté, écoutons encore les conseils de la prudence.

La politique doit raisonner, même sur des suppositions auxquelles elle ne croit pas; et le bonheur des peuples vaut bien que pour l'assurer on se tienne en garde contre les plus favorables aussi bien que contre les plus incertaines. Supposons donc que l'Angleterre prévienne avec inquiétude l'accroissement qu'une constitution libre doit un jour

donner à nos forces, à notre commerce, à notre crédit : qu'elle lise dans sa propre histoire l'avenir de nos destinées ; et que par une fausse politique elle veuille profiter des circonstances pour rompre une alliance formidable dont elle a souvent senti tout le poids : quelles sont les mesures qu'une telle supposition doit nous inspirer ? Nous ne pouvons balancer le nombre des vaisseaux anglais qu'avec ceux de notre allié : notre intérêt nous oblige donc de confirmer notre alliance avec l'Espagne, et le seul moyen de la conserver, c'est de remplir fidèlement nos traités.

On dira peut-être que cette alliance même, peut amener plus rapidement la guerre, arrêter notre régénération, épuiser nos finances, anéantir nos armées ; mais que répondra-t-on à ce dilemme ? Ou l'Angleterre veut la guerre, ou elle ne la veut pas. Si elle ne la veut pas, si elle n'arme que pour négocier avec plus de succès, la conduite que nous vous proposons ne saurait être regardée par elle comme une provocation, et vous remplissez vos engagements sans com-

promettre votre tranquillité ; si, au contraire, l'Angleterre veut la guerre, alors vous ne devez plus compter sur sa justice, sur sa générosité ; notre inaction augmenterait nos périls au lieu de les éloigner. Si l'Espagne venait à succomber, ne serions-nous pas bientôt l'objet de la même ambition et d'une vengeance plus animée ? Les mêmes malheurs que l'on redoute dans le maintien d'une alliance ne menaceraient-ils pas alors et nos finances et nos armées ? et combien d'autres maux n'est-il pas facile de prévoir !

La nation qui nous a choisis pour être les instituteurs de ses lois, nous demande aussi la sûreté de ses possessions et de son commerce. L'inquiétude affaiblirait l'esprit public peut-être, et certainement le respect dû à vos décisions ; le hasard semblerait accuser notre prévoyance ; une confiance excessive, même en justifiant votre loyauté, compromettrait votre sagesse. Il serait à craindre que les bons citoyens, dont la fortune serait frappée par le premier coup d'une guerre imprévue, ne fus-

sont aigris par le malheur ; que le regret d'avoir perdu un ancien allié ne vint se mêler au sentiment d'autres pertes accumulées ; enfin , qu'on ne nous reprochât , puisqu'il faut nous décider entre des chances également incertaines , de n'avoir pas préféré celle qui , même en offrant des périls égaux , nous fournit plus de moyens de les surmonter. On pensera peut-être que l'Espagne , sûre de notre appui , se rendra difficile dans la négociation de la paix ; au lieu , dira-t-on , qu'en ne nous mêlant pas de cette querelle , l'accommodement que nous désirons n'éprouverait ni lenteurs ni difficultés.

Nous avons déjà réprouvé cette objection ; les principes que nous vous proposons de décréter ne laisseront aucun doute à la Grande-Bretagne sur nos intentions , et feront évidemment connaître à l'Espagne que notre constitution , regarde seulement comme obligatoires les engagements défensifs ; notre conduite ne la portera donc à aucune démarche hostile que ne nécessiterait pas une juste défense ; elle ne pourra non plus contrarier les Anglais que dans le

cas où ils voudraient être agresseurs. D'ailleurs, s'il est certain que l'abandon de nos engagements forcerait l'Espagne à négocier plus promptement la paix avec l'Angleterre, il n'est que trop facile de prévoir quelle pourrait être dans ce cas la nature de cet accommodement, et le tort irréparable qu'une semblable négociation pourrait faire à notre crédit, à notre commerce.

Ce n'est point le pacte de famille en entier que nous vous proposons de ratifier. Conclu dans un temps où les rois parlaient seuls au nom des peuples, comme si les pays qu'ils gouvernaient n'étaient que leur patrimoine, ou que la volonté du monarque pût décider de leurs destinées, ce traité porte le nom singulier de *pacte de famille*, et il n'existe aucun de nos décrets qui n'ait annoncé à l'Europe entière que nous ne reconnaitrions désormais que des *pactes de nation*. Ce même traité, préparé par un ministre français dont l'ambition brûlait de réparer les humiliations d'une guerre malheureuse, renferme plusieurs articles propres à lier à l'Espagne avec

ses vues, et à l'obliger à nous secourir dans le cas même où nous aurions été les agresseurs. Or, puisque nous renonçons à observer de pareilles clauses envers les autres, nous ne les réclamons plus pour nous-mêmes.

Il est des articles qui doivent être ratifiés : ceux qui sont relatifs à la garantie réciproque des possessions, aux secours mutuels que les deux nations doivent se donner, aux avantages de la continence qu'elles s'assurent. D'autres ont besoin d'être éclaircis, car vous ne pouvez souffrir pas même l'apparence des clauses offensives, auxquelles, les premiers dans l'Europe, vous avez donné l'exemple de renoncer.

La seule mesure que vous proposez à cet égard, votre comité, dans le cas où vous adapteriez en ce moment le projet de décret qu'il va vous soumettre, c'est que vous le chargiez d'examiner en détail les articles du pacte de famille, pour vous mettre à portée de resserrer nos liens avec l'Espagne, en faisant de ce traité un pacte national,

en retranchant toutes les stipulations inutiles et offensives, et en priant le roi d'ordonner à son ministre de négocier en Espagne le renouvellement du traité; d'après les bases qui auront reçu votre approbation. Ici l'intérêt de l'Espagne sera d'accord avec le vôtre. Qu'est-ce qu'un pacte de cabinet à cabinet? Un ministre l'a fait, un ministre peut le détruire; l'ambition l'a conçu, la rivalité peut l'antécipier; souvent l'intérêt personnel d'un monarque l'a seul dicté, et l'ambition, qui en est l'unique garant, n'y prend aucune part. Il n'en serait pas ainsi d'un pacte vraiment national qui asservirait en quelque sorte deux peuples à l'autre, et qui réunirait tout à la fois de grands intérêts et de puissans efforts. Ce pacte seul lie chaque individu par la volonté générale, produit une alliance indissoluble, et a pour base inébranlable la loi publique.

Tel est le résultat du travail de votre comité. Il renferme trois points distincts l'un de l'autre, quoique indivisibles, comme vous le voyez : le développement des deux

principes qui doivent être la base de votre système politique; une décision qui conserve une alliance utile, en assurant le roi d'Espagne que nous remplirons nos engagements; la demande d'un décret qui charge votre comité des modifications qu'exige cette alliance lorsqu'il faudra la renouveler. Mais cette détermination, si vous l'adoptez, indique nécessairement d'autres mesures; le maintien de notre alliance avec l'Espagne serait illusoire, si, même au sein de la paix, et en nous bornant à ajouter tout le poids de notre influence aux négociations qui doivent assurer le repos d'une partie de l'Europe, nous n'augmentions pas nos armemens dans la même proportion que ceux de nos voisins. Ce n'est pas lorsqu'on a des possessions éloignées, ce n'est pas lorsqu'on croit avoir de grandes richesses à une grande distance, qu'on peut se résoudre à ne prendre les armes qu'au moment même de l'agression. Le commerce a besoin d'être garanti non-seulement des dangers réels, mais de la crainte des dangers; et il n'a jamais été plus important d'apprendre à

nos colonies qu'elles seront protégées. Voilà les maux où conduit cette exécration défiance, qui porte les peuples voisins à se surveiller, à se redouter, à se regarder comme ennemis. Pourquoi faut-il que la nécessité même d'assurer la paix force les nations à se ruiner en préparatifs de défense? Puisse cette affreuse politique être bientôt en horreur sur toute la terre!

C'est pour réunir les différens objets annoncés dans son rapport que votre comité vous propose son décret suivant, comme le plus propre à remplir vos engagements sans imprudence, à changer l'ancien système sans secousse, à éviter la guerre sans faiblesse.

« L'assemblée nationale délibérant sur la proposition formelle du roi, contenue dans la lettre de son ministre, du 17. août, décrète que sa majesté sera priée de faire connaître à sa majesté catholique que la nation française, en prenant toutes les mesures propres à maintenir la paix, observera les engagements défensifs et commerciaux que son gouvernement a précédemment contractés avec l'Espagne.

» Décrète, en outre, que le roi sera prié

de charger immédiatement l'ambassadeur de France en Espagne de négocier avec les ministres de sa majesté catholique, à l'effet de resserrer et perpétuer par un traité national des liens utiles aux deux peuples, et de fixer avec précision et clarté toute stipulation qui ne serait pas entièrement conforme aux vues de paix générale et aux principes de justice qui seront à jamais la politique des Français.

» Au surplus, l'assemblée nationale, prenant en considération les armemens des différentes nations de l'Europe, leur accroissement progressif, la sûreté des colonies françaises et du commerce;

« Décrète que le roi sera prié de donner des ordres pour que les escadres françaises en commission soient portées à quarante-cinq vaisseaux de ligne, avec un nombre proportionné de frégates et bâtimens légers, dont douze au moins seront armés dans les ports de la Méditerranée. »

Ce rapport est universellement applaudi. Le gouvernement espagnol en ordonna la traduction dans sa langue. L'assemblée adopte unanimement, dans la séance du lendemain, le projet de décret présenté par Mirabeau.

SÉANCE DU SOIR, 31 AOUT.

On fait lecture d'une lettre de M. le président du comité des rapports, qui demande que la procédure relative à l'affaire des 5 et 6 octobre soit imprimée, afin de mettre tous les membres à portée d'apprécier l'avis du comité.

Mirabeau :

Je rends justice aux motifs d'honneur et d'équité qui ont porté le comité à écrire la lettre qui vient d'être lue ; mais j'observe que douze cents rôles de procédure seront fort longs à imprimer, et que cependant l'affaire exige la plus grande célérité ; je pense donc que le comité ne doit pas différer son rapport.

Le comité veut éclairer l'opinion publique et donner les pièces justificatives de son rapport ; mais son intention ne peut être de laisser pendant plusieurs semaines les accusés, je ne dis pas dans les angoisses, mais dans les soupçons odieux dont on cherche à les environner. Je sais que l'on cherchera des motifs secrets dans cette pu-

*

blication ; mais tout m'est égal , puisque tout sera connu. Je dis , tout m'est égal , car je ne suis pas assez modeste pour ne pas savoir que dans le procès fait à la révolution je devais tenir une place.

On applaudit à deux reprises différentes.

Sans doute cette affaire sera le monument le plus honorable de l'équité de cette assemblée. Il est de notoriété publique que le rapporteur est prêt , que le comité a fixé son avis. L'intérêt des accusés doit toujours passer avant celui des juges , l'intérêt des accusés est la plus prompte expédition : c'est de vous que je la sollicite.

M. de Montlaugier : « Si la procédure est imprimée , les accusés pourront s'évader. »

Mirabeau :

L'évasion des témoins est aussi probable que celle des accusés.

On applaudit à plusieurs reprises dans toute la partie gauche et dans les tribunes.

Le préopinant paraît craindre que la divulgation de la procédure ne facilite l'évasion des coupables, je réponds que l'évasion des témoins est aussi probable que celle des accusés, et cependant les accusés ne prennent pas de mesures contre l'évasion des témoins.

On applaudit de nouveau.

J'ajoute une observation : si ma motion n'était pas décrétée, cette affaire éprouverait un très-grand retard ; le comité ne peut se dessaisir des pièces, il ne peut livrer que les copies ; et ce travail exigerait beaucoup de temps. On a supposé que l'assemblée, dans cette affaire, était juge, et qu'elle devait suivre les formes. L'assemblée ne juge pas ; elle n'est un tribunal que pour ses membres ; elle déclare seulement s'il y a lieu à l'accusation. J'ai démontré les inconvéniens du délai ; je demande que l'on démontre les inconvéniens de ma proposition.

L'impression est autorisée, sans qu'elle puisse néanmoins retarder le rapport.

SÉANCE DU SOIR DU 11 SEPTEMBRE.

M. Trouard de Riolles avait été arrêté à Bourgoin en Dauphiné, le 8 juillet 1790. On avait trouvé sur lui divers papiers qui pouvaient faire croire qu'il était l'auteur ou l'agent d'un plan de contre-révolution et de conspiration contre l'état. Parmi les lettres, dont il était porteur, l'accusé prétendait que l'une d'elles lui avait été adressée par Mirabeau, quoiqu'elle ne fût pas de son écriture : une autre lettre, ~~trouvée également sur M. Riolles, décrivait toute préconception des intelligences par lui alléguées; elle commençait par ces mots, Mirabeau est un scélérat prêt à se vendre à tous les partis.~~ Le rapporteur de cette affaire venait de les prononcer.

Mirabeau :

Monsieur le rapporteur, ne me flattez-vous pas? Vous avez eu la bonté de me communiquer les pièces, et je crois avoir lu; Mirabeau l'aîné est un *infâme* scélérat; il est bon de montrer sous ses véritables couleurs le portrait que mon fidèle agent fait de moi.

On continue la lecture du rapport. Lorsqu'il est terminé, Mirabeau monte à la tribune et s'exprime ainsi :

Je ne monte point à cette tribune pour éclairer les confabulations qu'on vient de vous présenter; je viens seulement vous apprendre comment j'ai connu M. Riollès : je l'ai vu, comme cinq ou six cents de nous, à Versailles, à Paris, partout et en tous lieux; je l'ai connu comme un homme qui exploitait, plus ou moins froidement, tous les hommes qui se mêlaient des affaires publiques, mais je n'ai jamais eu avec lui de relations particulières : c'est un homme comme il y en avait au temps où l'on s'amusait à voir des fous dans les cours, tantôt aristocrate, tantôt démocrate, aujourd'hui enragé dans un sens, et demain dans un autre; jugez si tout cela pouvait me donner beaucoup de confiance en lui. Il prétend m'avoir adressé des mémoires, je ne dirai ni oui ni non; je reçois à peu près cent lettres par jour; il m'est aussi parvenu des milliers de mémoires; j'en ai

lu quelques-uns; il y en a beaucoup que je n'ai pas lu, et que probablement je ne lirai pas. Il est très-possible que les mémoires de M. Riollès se trouvent parmi ceux-là; ce que je puis dire, c'est qu'il ne m'a rien envoyé à ma provocation. Depuis long-temps, mes torts et mes services, mes malheurs et mes succès, m'ont également appelé à la cause de la liberté: depuis le donjon de Vincennes et les différens sorts du royaume où je n'avais pas élu domicile, mais où j'ai été arrêté par différens motifs, il serait difficile de citer un fait, un écrit, un discours de moi, qui ne montrât pas un grand et énergique amour de la liberté. J'ai vu cinquante-quatre lettres de cachet dans ma famille; oui, messieurs, cinquante-quatre, et j'en ai eu dix-sept pour ma part: ainsi, vous voyez que j'ai été partagé en cinq de Normandie. Si cet amour de la liberté m'a procuré de grandes jouissances, il m'a donné aussi de grandes peines et de grands tourmens. Quoi qu'il en soit, ma position est assez singulière; la semaine prochaine, à ce que le comité me fait espé-

rer, on fera un rapport d'une affaire où je joue le rôle d'un conspirateur factieux ; aujourd'hui on m'accuse comme un conspirateur contre-révolutionnaire. Permettez que je demande la division. Conspiration pour conspiration, procédure pour procédure ; s'il le faut même, supplice pour supplice, permettez du moins que je sois un martyr révolutionnaire.

On applaudit.

L'assemblée décrète, sur la proposition du comité des recherches, qu'il sera informé par-devant le châtelet contre M. Bédilles et ses complices.

SÉANCE DU 21 OCTOBRE.

M. de Menou, au nom des comités de marine, militaire, diplomatique, et des colonies, propose de substituer au pavillon blanc le pavillon aux couleurs nationales.

La question préalable est invoquée par le côté droit.

« Laissez, disait M. de Foucault, laissez à des enfans ce nouveau hochet des trois couleurs. »

Mirabeau :

Aux premiers mots proferés dans cet

étrange débat, j'ai senti les bouillons du patriotisme jusqu'au plus violent emportement.

Rires du côté droit; applaudissemens à gauche.

L'orateur au côté droit :

Messieurs, donnez-moi quelques momens d'attention; je vous jure qu'avant que j'aie cessé de parler vous ne serez pas tentés de rire..... Mais bientôt j'ai réprimé ces justes mouvemens pour me livrer à une observation vraiment curieuse, et qui mérite toute l'attention de l'assemblée. Je veux parler du genre de présomption qui a pu permettre d'oser présenter ici la question qui nous agite, et sur l'admission de laquelle il n'était pas même permis de délibérer. Tout le monde sait quelles crises terribles ont occasionnées de coupables insultes aux couleurs nationales; tout le monde sait quelles ont été en diverses occasions les funestes suites du mépris que quelques individus ont osé lui montrer; tout le monde sait avec quelle félicitation

mutuelle la nation entière s'est complimentée, quand le monarque a ordonné aux troupes de porter, et a porté lui-même ces couleurs glorieuses, ce signe de ralliement de tous les amis, de tous les enfans de la liberté, de tous les défenseurs de la constitution; tout le monde sait qu'il y a peu de mois, il y a peu de semaines, le téméraire qui eût osé montrer quelque dédain pour cette enseigne du patriotisme eût payé ce crime de sa tête.

Des violens murmures s'élèvent dans la partie droite : la salle retentit de *bravo* et d'applaudissemens.

Et lorsque vos comités réunis, ne se dissimulant pas les nouveaux arrêts que peut exiger la mesure qu'ils vous proposent, ne se dissimulant pas que le changement de pavillon, soit dans sa forme, soit dans les mesures secondaires qui seront indispensables pour assortir les couleurs nouvelles aux divers signaux qu'exigent les évolutions navales; méprisant, il est vrai, la futile objection de la dépense, (comme si la nation,

si long-temps victime des profusions du despotisme, pouvait regretter le prix des livrées de la liberté comme s'il fallait penser à la dépense des nouveaux pavillons, sans en rapprocher ce que cette consommation nouvelle versera de richesses dans le commerce des toiles, et jusque dans les mains des cultivateurs de chanvre, et d'une multitude d'ouvriers !) lorsque vos comités réunis, très-bien instruits que de tels détails sont de simples mesures d'administration qui n'appartiennent pas à cette assemblée, et ne doivent pas consumer son temps; lorsque vos comités réunis, frappés de cette remarquable et touchante invocation des couleurs nationales, présentée par des matelots, dont on fait avec tant de plaisir retentir les désordres, en en taisant les véritables causes, pour peu qu'elles puissent sembler excusables; lorsque vos comités réunis ont eu cette belle et profonde idée de donner aux matelots, comme un signe d'adoption de la patrie, comme un appel à leur dévouement, comme une récompense à leur retour à la discipline, le pavillon na-

tionnal, et vous proposent en conséquence une mesure qui, au fond, n'avait pas besoin d'être demandée ni décrétée, puisque le directeur du pouvoir exécutif, le chef suprême des forces de la nation, avait déjà ordonné que les trois couleurs fussent le signal national... eh bien, parce que je ne sais quel succès d'une tactique frauduleuse, dans la séance d'hier, a gonflé les cœurs contre-révolutionnaires, en vingt-quatre heures, en une nuit, toutes les idées sont tellement subverties, tous les principes sont tellement dénaturés, on méconnaît tellement l'esprit public, qu'on ose dire à vous-mêmes, à la face du peuple qui nous entend, qu'il est des préjugés antiques qu'il faut respecter, comme si votre gloire et la sienne n'était pas de les avoir anéantis, ces préjugés que l'on réclame!... qu'il est indigne de l'assemblée nationale de tenir à de telles bagatelles, comme si la langue des signes n'était pas surtout le mobile le plus puissant pour les hommes, le premier ressort des patriotes et des conspirateurs, pour le succès de leur fédération ou de leurs complots!... On ose,

en un mot , vous tenir froidement un langage qui , bien analysé , dit précisément : Nous nous croyons assez forts pour arborer la couleur blanche , c'est-à-dire , la couleur de la contre-révolution...

Murmures du côté droit , applaudissemens unanimes du côté gauche.

à la place des odieuses couleurs de la liberté... Cette observation est curieuse , sans doute , mais son résultat n'est pas effrayant. Certes , ils ont trop présumé. Croyez-moi ,

A la partie droite.

Ne vous endormez pas dans une si périlleuse sécurité , car le réveil serait prompt et terrible...

Au milieu des applaudissemens et des murmures , on entend ces mots : *C'est le langage d'un factieux.*

A la partie droite

Calmez-vous , car cette imputation doit

être l'objet d'une controverse régulière ; nous sommes contraires en fait, vous dites que je tiens le langage d'un factieux.

Plusieurs voix de la droite : *Oui, oui.*

Monsieur le président, je demande un jugement, et je pose le fait.

Nouveaux murmures.

Je prétends, moi, qu'il est, je ne dis pas irrespectueux, je ne dis pas inconstitutionnel, je dis profondément criminel, de mettre en question si une couleur destinée à nos flottes peut être différente de celle que l'assemblée nationale a consacrée, que la nation, que le roi ont adoptée, si elle peut être une couleur suspecte et proscrire? ... Je prétends que les véritables factieux, les véritables conspirateurs sont ceux qui parlent des préjugés qu'il faut ménager, en rappelant nos antiques erreurs et les malheurs de notre honteux esclavage.

On applaudit.

Non , messieurs , non ; leur sottise pré-
somp tion sera déçue : leurs sinistres pré-
sages , leurs hurlemens blasphémateurs se-
ront vains : elles vogueront sur les mers,
les couleurs nationales ; elles obtiendront
le respect de toutes les contrées , non
comme le signe des combats et de la vic-
toire , mais comme celui de la sainte con-
fraternité des amis de la liberté sur toute
la terre , et comme la terreur des conspi-
rateurs et des tyrans..... Je demande que la
mesure générale comprise dans le décret
soit adoptée ; qu'il soit fait droit sur la pro-
position de M. Chapelier , concernant les
mesures ultérieures , et que les matelots à
bord des vaisseaux , le matin et le soir , et
dans toutes les occasions importantes , au
lieu du cri accoutumé et trois fois répété
de *vive le roi !* disent *vive la nation , la loi
et le roi !*

Ce discours est vivement applaudi. Cependant
un grand tumulte s'élève au milieu de la salle ;
un membre du côté droit , M. Guilhermy , avait
traité Mirabeau de *scélérat* et d'*assassin*. M. Me-
nou propose à l'assemblée d'autoriser son prési-

dent à faire arrêter sur-le-champ M. Guilhermy ; ce dernier se retranche dans la dénégation d'une partie des faits qu'on lui impute. Des députés attestent les avoir entendus.

Mirabeau :

Je demande que l'on passe à l'ordre du jour.

La motion de M. Menou est néanmoins appuyée par plusieurs membres de l'assemblée. M. Cazalès pense que M. Guilhermy doit seulement être rappelé à l'ordre. D'autres orateurs prétendent trouver dans la hardiesse du discours de Mirabeau, la justification des injures de M. Guilhermy.

Mirabeau :

Je serais bien fâché de me présenter , en cette occasion , comme accusateur ; mais je ne puis , je ne veux consentir à être accusé. Non-seulement mon discours n'était pas incendiaire , mais je soutiens qu'il était de devoir pour moi , dans une insurrection si coupable , de relever l'honneur des couleurs nationales , et de m'opposer à l'infâme il n'y a lieu à délibérer , que l'on osait espé-

rer de notre faiblesse. Je dis , et je tiens à honneur d'avoir dit que demander que l'on ménageât les préjugés sur le renversement desquels est fondée la révolution, que demander qu'on arborât la couleur blanche proscrite par la nation , à la place des couleurs adoptées par elle et son chef, c'était proclamer la contre-révolution. Je le répète , et je tiens à honneur de le répéter ; et malheur à qui , parmi ceux qui comme moi ont juré de mourir pour la constitution, se sent pressé du besoin de m'en faire un crime ! il a révélé l'exécration secret de son cœur déloyal. Quant à l'injure que m'a faite cet homme traduit devant cette assemblée et soumis à sa justice, cette injure est si vile qu'elle ne peut m'atteindre. J'ai proposé que l'on passât à l'ordre du jour, au lieu de s'occuper de sa démence, et peut-être, s'il eût conservé quelque sang-froid , m'aurait-il demandé lui-même pour son avocat. Je ne puis donc être suspecté d'un désir de vengeance, en prenant la parole pour requérir de votre justice un jugement. En réfléchissant à ce qui vient de se

passer, j'ai compris qu'il ne convenait pas à un représentant de la nation de se laisser aller au premier mouvement d'une fausse générosité, et que sacrifier la portion de respect qui lui est due, comme membre de cette assemblée, ce serait désertir son poste et son devoir. Ainsi, non-seulement je ne propose plus, comme je l'avais fait, de passer à l'ordre du jour, mais je demande qu'on juge M. Guillermy ou moi; s'il est innocent, je suis coupable, prononcez. Je ne puis que répéter que j'ai tenu un langage dont je m'honore, et je livre au mépris de la nation et de l'histoire ceux qui oseront m'imputer à crime mon discours.

L'assemblée condamne M. Guillermy aux arrêts pour trois jours.

Le projet de décret, présenté par M. Menou, est adopté presque sans discussion.

SÉANCE DU 6 NOVEMBRE.

Une députation du corps électoral de l'île de Corse, admise à la barre, après avoir donné à ceux de ses députés qui avaient bien servi la

cause de la patrie des témoignages de son estime et de sa reconnaissance, dénonçait MM. l'abbé Peretti et Buttafoco comme coupables d'avoir écrit des lettres tendantes à soulever le peuple contre l'assemblée nationale. Cette dénonciation occasionne un grand désordre. Quelques membres du côté droit demandent que les députés corses soient chassés de la salle.

L'abbé Maury : « Il faut que la contestation qui
 » s'est élevée soit jugée par vous, ou par des
 » juges nommés par vous, ou que vous autorisiez les membres inculpés à se faire justice eux-mêmes. (*Murmures.*) Ce dernier expédient répugne à vos principes : le corps législatif ne peut l'adopter ; mais je vous déclare que, si j'étais l'offensé, je le prendrais pour moi. »

M. Salicetti, député de Corse, explique l'intention de ses compatriotes. Il demande à l'assemblée, pour leur justification, de vouloir bien entendre une lettre écrite en corse par M. l'abbé Peretti : elle est traduite de l'italien. « L'original ! » s'écrie un membre du côté droit.

Mirabeau .

Est dans mes mains..... J'ai été bien étonné quand j'ai entendu un prêtre venir

invoquer la vengeance individuelle pour juge dans le sanctuaire des lois. Je n'attendais, pour mettre fin à ce débat tumultueux jusqu'au scandale, que la pièce qui devait le terminer : j'ai fait prier le dépositaire de me la communiquer. Elle vous paraîtra être plus que suffisante pour justifier le profond ressentiment que les députés de Corse ont eu le droit d'exhaler dans le sein de cette assemblée. Voici la lettre de M. l'abbé Peretti.

« La religion est en péril. Le Seigneur
» sera fidèle aux promesses qu'il a faites à
» son église de ne l'abandonner jamais, et
» les efforts des impies ne pourront préva-
» loir contre ses volontés. Cependant je ne
» puis garder le silence, lorsque l'assemblée
» veut détruire la foi, la piété, la religion.
» Ce que vous devez à votre conscience,
» c'est d'adhérer à la délibération du cha-
» pitre de Paris et à celle d'une partie de
» l'assemblée nationale. Tous les malheurs
» ont trouvé place dans notre pays infor-
» tuné, les erreurs des Calvin et des Lu-
» they dominent.... On veut réduire les

» églises; les amis de la religion et de la
 » politique s'y opposent : mais les archi-
 » apôtres, les archi-rois croient que tout
 » leur est permis. J'ai déjà fait deux mé-
 » moires pour la conservation de nos trois
 » évêchés, deux de nos députés y sont con-
 » taires.

Le côté droit applaudit et demande l'impression de cette lettre.

J'étais bien sûr que cette humble préface
 exciterait les applaudissemens qui m'inter-
 rompent. Vous avez entendu un fragment
 de la correspondance apostolique de l'abbé
 Peretti ? je vais vous lire un morceau de sa
 profession de foi politique.

Je continue :

» Le 14 du courant (avril), nous avons
 » été témoins d'un spectacle bien capable
 » d'irriter les vrais défenseurs de la reli-
 » gion. On devait décréter que la religion
 » catholique était la seule dominante. Le
 » parti de la majorité fit distribuer des in-
 » vitations au peuple de s'attouper pour

» nous effrayer, ou nous assassiner en cas
 » de résistance. On entendit même, dans
 » l'assemblée, qu'il fallait pendre tous les
 » aristocrates pour que tout allât bien :
 » on avait posé des potences partout ; on
 » rencontrait à chaque pas des bourreaux.
 » Le décret fatal fut prononcé à une grande
 » majorité. La religion est détruite. »

Le côté droit s'agite et fait éclater les plus violents murmures. On entend au milieu du tumulte ces mots : *ce Mirabeau est un grand gueux.*

Mirabeau :

Je ne conçois pas d'où vient ce désordre à la suite de la lecture que j'ai faite de la lettre de M. Peretti...

Murmures.

J'ai dit une fois dans cette tribune, *notre force fait notre faiblesse*. Il me serait en effet trop facile d'obtenir une vengeance éclatante des injures qui me sont faites, pour que je puisse la désirer.

L'assemblée et les tribunes applaudissent à

plusieurs reprises. Plusieurs membres du côté droit : « Voulez-vous nous assassiner ? »

Si nous avons des phalanges à notre disposition, et que vous n'ayez que des libelles à la vôtre, il faut convenir que notre patience est grande.... Il serait trop commode de se tirer d'un pas embarrassant par des cris et du tumulte. Tout le monde a pu juger les motifs du débat qu'on a suscité. On a provoqué la sévérité des lois contre les députés qui sont à la barre. Est-ce ainsi qu'on a cru nous faire consacrer ce droit de pétition, qui est l'incorruptible gardien de la liberté ? Sommes-nous dans une assemblée délibérante, ou dans une arène de gladiateurs ? Est-ce que ceux qui nous interrompent n'insultent pas eux-mêmes à la souveraine majorité de l'assemblée ? Quand les députés corrompus seraient coupables, les réclamans ne sont-ils pas eux-mêmes soumis à la juridiction de l'assemblée ? Comment peut-on excuser ces hurlemens, tout ce désordre ?... Nous ne nous y trompons pas : nous observons depuis long-temps les moyens qu'on

emploie successivement pour faire passer l'assemblée pour un conciliabule ou pour un champ de bataille. Ne reconnaissez-vous pas qu'on veut nous faire perdre du temps , afin de pouvoir dire : Voyez les momens qu'il consument pour faire leur interminable ouvrage ?... Cela serait bien vrai , si on voulait suivre les habitudes et les rits de certains conspirateurs.

La partie gauche applaudit.

Je crois que la lettre que j'ai lue suffit à la justification des députés corses ; pour moi , je dois compte à leur patriotisme de s'effrayer du danger où met peut-être leur patrie l'impudence de ceux qui ont écrit de pareilles lettres.

Applaudissemens.

Après une vive opposition de plusieurs membres du côté droit , les députés corses terminent leur discours , et sont admis à la séance.

SÉANCE DU 9 NOVEMBRE.

L'abbé Maury se plaint à l'assemblée d'un libelle dirigé contre lui et colporté dans les rues; ce pamphlet avait pour titre : *Grande colère de l'abbé Maury qui a donné, dans l'assemblée nationale, des coups de poings à un député corse*; il demande que l'on prenne des mesures, afin qu'à l'avenir les députés ne se trouvent point exposés à de semblables injures.

Mirabeau :

Si chacun faisait ici la relation de ses faits personnels, et venait, pour des choses aussi puériles, interrompre vos importantes délibérations, il serait peut-être juste de demander que la tranquillité, la vie même des membres de cette assemblée, fussent également assurées dans la tribune et dans les rues. Si l'on voulait ramasser toutes les turpitudes qu'enfante l'esprit de parti, il ne serait pas difficile d'apporter des preuves de la vie d'un député menacée au sein de cette assemblée. Quant à moi, qui méprise presque à l'égal les injures et les dénonciations individuelles; quant à moi,

qui pense qu'autant une dénonciation relative à la chose publique est un devoir sacré, autant la dénonciation d'un fait privé est indigne d'un homme qui a quelque idée juste de la dignité de ses fonctions; je vous promets sûreté, je vous la promets, sur la garantie du zèle de la garde nationale, du respect des citoyens pour la loi et pour cette assemblée dont elle émane.... Il est bien étrange qu'on vienne vous occuper de huées, comme si la loi pouvait défendre les huées dans les rues, comme si celui qui en a été soulevé n'en devient pas plus méprisable lorsqu'il s'en plaint! J'ajoute une observation frappante : si le parti vulgairement désigné par l'expression honorable de parti populaire, (s'il est vrai qu'il y ait encore des partis dans cette assemblée); si, dis-je, il faisait de bilan des affiches satiriques, des libelles dont on l'a entouré, il trouverait le pignon de sa balance aussi chargé qu'un autre. L'assemblée a-t-elle dénoncé les viletés dont on est venu l'investir jusque dans ses corridors ? Eh bien ! que chaque membre méprise pour son honneur ce que l'assemblée

*...

a méprisé pour le sien; et passons à l'ordre du jour.

On applaudit, et on passe à l'ordre du jour.

SEANCE DU 13 NOVEMBRE.

Des cartels étaient souvent envoyés aux défenseurs les plus distingués de la cause populaire.

M. Charles de Lameth, cédant aux provocations multipliées qui lui étaient faites, avait été blessé, dans un duel avec M. de Castries, député. Le peuple croit M. de Lameth en danger; il veut se venger de M. de Castries, se porte à son hôtel; en enfonce les portes et brise les meubles.

Dans la séance du 13, le bataillon de Bonne-Nouvelle est admis à la barre; il réclame un décret qui mette tout membre de la législature à l'abri des attaques des ennemis de la révolution; il demande vengeance contre M. de Castries. Ces propositions étaient accueillies par des applaudissemens; M. Roy s'écrie: « Il n'y » a que des scélérats qui puissent applaudir. » Cette insulte excite l'indignation de l'assemblée. On demande que le membre qui lui avait manqué soit arrêté sur-le-champ, et conduit en prison.

M. Foucault s'élève contre cette proposition;

suivant la loi, elle porterait atteinte à la déclaration des droits, qui veut qu'on ne puisse être arrêté qu'au nom de la loi et d'après les formes qu'elle prescrit.

« Quant à moi, dit-il, je sens si bien mon » inviolabilité, que si vous ordonniez mon arrestation, je n'obéirais pas, et vous ne pourriez m'avoir que mort. »

Mirabeau :

Si au milieu de cette scène odieuse, dans la triste circonstance où nous nous trouvons, dans l'occasion déplorable qui l'a fait éclore, je pouvais me livrer à l'ironie, je remercierais le préopinant.

M. Foucault s'écrie : « M. Mirabeau m'accable toujours d'ironies ; M. Mirabeau s'acharne sur moi ; je demande.... »

Mirabeau :

Puisque vous n'aimez pas l'ironie, je vous lance le plus profond mépris.

A ces mots, le côté droit est agité par les mouvemens les plus violens : plusieurs membres, prêts à s'élancer sur Mirabeau, sont retenus par leurs voisins ; ils le menacent du geste, emploient

les expressions de *gueux*, de *scélérat*, M. le président rappelle Mirabeau à l'ordre :

Mirabeau :

Oui, sans doute, je dois être rappelé à l'ordre ; si l'assemblée veut déclarer qu'un de ses membres est coupable d'employer le mot *mépris* envers l'homme qui n'a pas eu crainte de professer ouvertement, à cette tribune son *mépris* pour les ordres de la majorité, et d'y déclarer qu'il ne lui obéirait que *mort*.

Applaudissemens universels d'un côté ; murmures de l'autre.

Certes, il est temps de raisonner et de compter ; certes, cette soirée donnera une ample matière aux vertueux écrivains de la noble école des impartiaux, pour dire et répandre que nous consomons le temps et la confiance de nos commettans dans les vaines et hideuses contentions de notre irascibilité ; certes, aujourd'hui encore, on pourra s'écrier que l'assemblée nationale est entièrement désorganisée ;

qu'elle n'a plus ni calme, ni règle, ni respect d'elle-même. Mais, ne sont-ce donc pas évidemment les coupables qui sont, ici les accusateurs? N'est-ce pas leurs délits qu'ils nous imputent?

Messieurs, il est temps de le reconnaître; et la déclaration m'en saurait être trop solemnelle : votre longue indulgence, cette indulgence née, comme je l'ai dit tant de fois, du sentiment de votre force, cette indulgence serait coupable et fatale, si elle n'avait point un terme. La chose publique est vraiment en danger, et le succès de vos travaux entièrement impossible, si vous perdez de vue que vous êtes tenus également de respecter et de faire respecter la loi; si vous ne faites pas un exemple dans cette assemblée; si, pour ordonner le royaume, vous ne commencez par vous ordonner vous-mêmes. Vous devez établir, dans l'empire l'obéissance aux autorités légitimes, et vous ne réprimez pas dans votre sein une poignée d'insolens conspirateurs! Ah! c'est pour leur propre salut que j'invoque votre sévérité; car si la lettre de vos réglemens

et l'esprit de vos lois, si la voix paisible de votre président et l'indignation des spectateurs, si les mécontentemens des bons citoyens et notre propre insurrection ne peuvent leur en imposer; s'ils se font un point d'honneur d'encourir nos censures, une religion de désobéir à la majorité, qui doit régir toute société, sans quoi l'association est dissoute, n'arrivera-t-il pas infailliblement que le peuple ressentira enfin l'injure faite à ses représentans? Et des mouvemens impétueux et terribles; de justes vengeances; des catastrophes en tout sens redoutables, n'annonceront-ils pas que sa volonté doit toujours, a dû toujours être respectée? Les insensés! ils nous reprochent nos appels au peuple. Eh! n'est-il donc pas heureux pour eux-mêmes que la terreur des mouvemens populaires contienne encore ceux qui méconnaissent toute loi, toute raison, toute convenance?

Messieurs, on se flatteroit en vain de faire long-temps respecter ce qui est méprisable; et rien n'est plus méprisable que le désordre. On nous accuse de favoriser

l'anarchie, comme si notre honneur, notre gloire, notre sûreté n'étaient pas uniquement dans le rétablissement de l'ordre ! Mais qu'est-ce que l'anarchie, si ce n'est le mépris de la loi ? et comment sera-t-elle l'objet de la vénération publique, la loi qui émane d'un foyer de tumulte et de scandale ? Comment obéira-t-il à la loi, le peuple dont les législateurs foulent sans cesse aux pieds les premières règles de la discipline sociale ?

S'adressant au côté droit.

Savez-vous ce que l'on a dit ce matin à l'un des principaux chefs de la force publique, qui, devant la maison de M. Castries, parlait du respect dû à la loi ? écoutez la réponse du peuple, dans son énergique simplicité : *Pourquoi les députés ne la respectent-ils pas ?* Dites-y d'ites, qu'est-ce que le plus furieux d'entre vous aurait pu répliquer ? Si vous rappelez tout ce qui est coupable, priez donc aussi toutes qui excuse. Savez-vous que ce peuple, dans son ressentiment contre l'homme qu'il regarde comme

l'ennemi d'un de ses plus utiles amis , savez-vous qu'au milieu de la destruction , nul n'osera dire la dilapidation , des effets de cette maison proscrire , le peuple s'est religieusement arrêté devant l'image du monarque ; que le portrait du chef de la nation , de l'exécuteur suprême de la loi , a été , dans ces momens d'une fureur généreuse , l'objet de sa vénération et de ses soins persévérans ? Savez-vous que ce peuple irrité a montré à madame Castries , respectable par son âge , intéressante par son malheur , la plus tendre sollicitude , les égards les plus affectueux ? Savez-vous que ce peuple , en quittant cette maison , qu'il venait de détruire avec une sorte d'ordre et de calme , a voulu que chaque individu vidât ses poches , et constatât ainsi que nulle bassesse n'avait souillé une vengeance qu'il croyait juste ?

Voilà , voilà de l'honneur , du véritable honneur , que les préjugés des gladiateurs et leurs rits atroces ne produiront jamais. Voilà quel est le peuple , violent , mais exorable ; excessif , mais généreux ; voilà le

peuple, même en insurrection, lorsqu'une constitution libre l'a rendu à sa dignité naturelle, et qu'il croit sa liberté blessée. Ceux qui le jugent autrement le méconnaissent et le calomnient; et quand ses serviteurs, ses amis, ses frères, qui ne se sont voués à sa défense que parce qu'ils l'honorent profondément, repoussent ces blasphèmes que l'on profère à chaque instant dans cette assemblée contre lui, ils obéissent à leur premier devoir, ils remplissent une de leurs plus saintes fonctions.

« Nous avons trop tardé. Ne souffrez pas que le temps que nous a emporté ce coupable débat passe pour la puérile explosion d'une colère oisive et stérile. Faites dans votre sein un exemple qui démontre que votre respect pour la loi n'est ni tiède ni simulé : qu'enfin M. Roy soit conduit en prison. »

« Il est décrété que M. Roy se rendra à l'Abbaye Saint-Germain pour trois jours. »

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE.

Aix avait été le théâtre des plus grands troubles. Les administrateurs ayant exposé l'insuffisance des moyens qu'ils pourraient employer pour rétablir l'ordre, l'assemblée avait autorisé les députés de la Provence à se réunir pour proposer des mesures provisoires au sujet de ces événements. Mirabeau, l'un de ces députés, rendit compte des mesures provisoires qu'ils avaient cru devoir adopter : elles tendaient à prier le roi de faire passer à Aix un nombre suffisant de troupes pour rétablir la tranquillité publique, et d'envoyer trois commissaires civils chargés exclusivement de requérir la force publique.

Voici les paroles de Mirabeau :

Nous sommes loin de préjuger la conduite des administrateurs; mais nous ne pouvons nous dissimuler que là où il y a un grand désordre, les administrateurs sont parties, et que la réquisition de la force publique doit être confiée à d'autres mains. Il faut toujours suivre une marche impartiale, dans un pays où les citoyens

sont partialisés ; il est nécessaire de donner au rétablissement de l'ordre des organes qui ne soient d'aucun parti , qui ne partagent pas les passions qui ont excité les mouvemens qu'il faut apaiser. Quand un chef d'administration , d'accord avec tous ces corps administratifs, dit : *Tous les moyens m'échappent* , il faut que la force publique vienne à son aide. Tels sont les motifs qui nous ont déterminés. Les membres de la députation , que le mot *exclusivement* a choqués , ont pensé qu'il était constitutionnel de faire agir de concert les administrateurs et les commissaires du roi. La majorité s'est au contraire attachée à ce principe, que , où il y a eu de grands désordres , les administrateurs sont parties.

M. Desmeuniers croyant que si les corps administratifs avaient fait leur devoir, ils devaient concourir à la réquisition de la force publique. Il n'adoptait le décret que dans le seul cas où les corps administratifs inspireraient de la défiance ; autrement il pensait qu'il devait être amendé.

M. l'abbé Maury voulait que le préambule du décret exprimât avec la plus grande énergie

l'indignation et l'horreur que de tels attentats devaient inspirer.

Mirabeau :

Les crimes commis à Aix sont trop grands, trop déplorables, pour avoir besoin d'être exagérés. Sans doute c'est un grand crime de verser le sang humain, mais ce n'est pas un crime de lèse-nation. Si je voulais, j'opposerais déclarations à déclarations, j'opposerais des faits atténuans à des exagérations, j'indiquerais la filiation de ces événemens; mais l'assemblée ne s'occupe que des moyens provisoires; elle a assez manifesté l'intention de faire punir les coupables, en renvoyant l'examen de cette affaire aux comités des recherches et des rapports. Je ne suis donc monté à la tribune que pour relever un fait qui inculpe les administrateurs; ils n'ont pas dit que la loi martiale était inutile. Quiconque articule ce fait se souille d'une grande calomnie. Le défaut de publication de la loi martiale est un délit social; mais si cette publication a été impossible, les adminis-

trateurs ne sont pas coupables. Les portes des prisons ont été brisées, c'est un délit social; mais il n'est pas vrai pour cela que les administrateurs soient coupables. Trois citoyens ont été massacrés, et, au grand danger des administrateurs, ils l'ont été devant eux; mais pour cela les administrateurs sont-ils coupables? On fait aisément une phrase redondante en disant qu'ils devaient périr; l'ont-ils pu, ces hommes qui avaient la confiance du peuple, lorsque, dans ces mouvemens excités par des causes qu'on connaîtra, par des agressions déjà connues, il leur a été impossible de rassembler la garde nationale et la force publique? ont-ils pu être immolés quand ils le voulaient? Je ne crois pas que, dans une aussi malheureuse circonstance, la chaleur, les mouvemens oratoires, soient dignes de notre affliction. Était-elle nécessaire, cette éloquence qu'on vous a étalée, quand les faits parlaient à votre cœur? Je ne répondrai donc à tout ce discours qu'en lisant la lettre du président du département. On verra qu'il est plus difficile de jeter de l'o-

dieux sur une conduite irréprochable , que de surprendre quelques applaudissemens. Je demande la permission d'ajouter un seul fait. Le président du département jouit de l'estime de son pays , il s'est soumis à la loi. Il est de notoriété publique qu'avant que la loi le soumit , ses habitudes et ses manières étaient plus près du méridien aristocratique que du méridien démocratique. Qu'un Provençal me démente.

Je vais lire la lettre adressée par le président du département des Bouches-du-Rhône au président de l'assemblée nationale , en date du 14 décembre.

« Depuis le décret qui a supprimé tous
» les parlemens , les ennemis de la révolution tiennent journellement des assemblées qui depuis long-temps menaçaient
» la tranquillité publique , et excitaient la surveillance de l'administration. Les titres d'ami du roi , d'ami du clergé.... »

Il s'élève des murmures.

J'entends de légers murmures ; il me paraît assez simple qu'on trouve ridicule la locution d'*ami du roi*, dans un pays où tous les citoyens aiment le roi ;

Toute la partie gauche applaudit.

Et cette autre locution, *ami du clergé*, dans un pays où il n'y a plus de clergé.

« Les titres seuls qu'ils se proposaient de
» donner à leur société annonçaient assez
» combien ces rassemblemens pouvaient
» devenir dangereux. Il existe à Aix deux
» autres clubs, l'un des amis de la consti-
» tution, l'autre, club anti-politique. Il
» était aisé de voir que nous étions me-
» nacés d'un choc terrible... Déjà les mem-
» bres du nouveau club annonçaient qu'ils
» prendraient la cocarde blanche ; ceux
» de la société des amis de la constitution,
» unis au club anti-politique, jurèrent de
» maintenir la foi due au serment civique.
» Les premiers se réunirent avec les offi-
» ciers du régiment de Lyonnais, dans un
» café, dans la soirée du 10. Des députés

» des deux clubs réunis, passant devant ce
» café, furent hués, attaqués, et quel-
» ques-uns blessés à coups de pistolet : au-
» cune blessure n'est dangereuse.... Aus-
» sitôt les corps administratifs se rassem-
» blèrent, et se réunirent à la municipa-
» lité; d'autres députés parcoururent la ville
» pour voir ce qui se passait, et en infor-
» mèrent l'administration du départe-
» ment..... Quatre officiers Lyonnais fu-
» rent arrêtés, et conduits à la maison
» commune. Aussitôt l'administration fut
» instruite que d'autres officiers se ren-
» daient au quartier, faisaient prendre les
» armes au régiment, et qu'ils se propo-
» saient de marcher contre l'hôtel com-
» mun, pour en arracher leurs camarades
» qui y étaient détenus. Le major du ré-
» giment et le quartier-maître, tous deux
» connus par leur patriotisme, se rendi-
» rent à la municipalité pour concerter
» les mesures qu'il y aurait à prendre.....
» L'administration requit le départ immé-
» diat du régiment; ce qui fut exécuté:
» il se rendit dans différentes garnisons

» voisines..... Nous devons des témoignages honorables aux grenadiers, qui refusèrent de marcher contre la maison commune.

On applaudit.

» C'est à leur fermeté que la ville doit son salut, car les officiers eurent assez d'influence sur les soldats pour leur faire faire plusieurs évolutions.....

» Pour remplacer le régiment de Lyonnais, l'administration requit quatre cents hommes du régiment d'Ernest, en garnison à Marseille, et cent hommes de la garde nationale de cette ville, de venir au secours d'Aix. La paix allait se rétablir, si M. Paschalis, qui avait prononcé à la clôture du parlement un discours insultant à la nation, n'avait été arrêté et traduit en prison. Le peuple voulait avoir justice des manœuvres de ses ennemis; il demandait sa tête. La garde de la prison était confiée aux gardes nationales de Marseille et d'Aix; et au détachement du régiment d'Ernest.

» Voilà quelle était notre situation hier à
» huit heures du matin ; depuis , elle est
» devenue plus affreuse ; les cris qui de-
» mandaient la tête de M. Paschalis redou-
» blèrent. Les efforts que firent les admi-
» nistrateurs ne servirent qu'à les rendre
» suspects au peuple , que les officiers
» municipaux en écharpe ne purent con-
» tenir.....

» MM. Paschalis , Laroque et Guirant
» ont été pendus à des arbres..... Jamais
» situation ne fut plus terrible que celle
» des administrateurs..... La garde natio-
» nale de Marseille a été requise de partir,
» afin de diminuer le nombre des troupes
» armées. Les tribunaux font une infor-
» mation : différentes personnes inculpées
» ont été arrêtées ; plusieurs sont chargées
» par les dernières paroles de MM. Pascha-
» lis et Guirant , dont le dernier est accusé
» lui-même d'avoir tiré plusieurs coups de
» pistolet. »

Quant à l'épigramme faite à la députa-
tion , à la fin du discours de M. l'abbé
Maury , quoique nous y soyons pen sen-

sibles, je dois dire que l'assemblée nous ayant chargés, samedi soir, de lui présenter des mesures provisoires, nous n'avons pas mis une heure à lui obéir. Hier nous demandions la parole, mais le cours de la discussion n'a pas permis de nous l'accorder. En présentant notre projet de décret, nous n'avons pas voulu jeter de la défaveur sur les administrateurs. Je réponds à M. Desmeuniers : Il nous a paru que cette disposition était nécessaire pour que dans un pays partialisé ils conservassent la confiance dont ils avaient besoin. Au reste, la députation adopte tout ce que l'assemblée jugera convenable. Mais je persiste dans mon principe : quand il y a eu un grand désordre, les administrateurs sont parties, et ne peuvent concourir à la requisition de la force publique.

M. Charles de Lameth rejette les dispositions du décret, et veut qu'on s'en rapporte aux corps administratifs de leur zèle et de leur activité à remplir toute l'étendue de leurs devoirs.

Mirabeau :

Mais c'est pour eux que nous deman-

dons des commissaires. Les administrateurs sont dignes de toute la confiance des citoyens et de l'assemblée nationale. *Tous les moyens nous échappent* : celui qui dit cela appelle les secours des représentans de la nation. J'ai oublié d'observer qu'il est bien étrange qu'on nous reproche de nous être conformés aux principes en ne déterminant pas le nombre des troupes que l'assemblée priera le roi d'envoyer dans le département des Bouches-du-Rhône.

Voici le projet de décret :

« L'assemblée nationale, ouï la lecture des lettres du président du département des Bouches-du-Rhône et des corps administratifs, en date du 14 de ce mois, décrète que le roi sera prié de faire passer à Aix et dans le département, des troupes de ligne en nombre suffisant, pour y rétablir la tranquillité publique, et d'y envoyer trois commissaires civils, pour y être, concurremment avec trois membres choisis dans les corps administratifs, chargés de la réquisition de la force publique. »

Ce projet de décret est adopté.

SÉANCE DU 1^{er}. JANVIER 1791.

Un décret du 27 novembre 1790 prescrivait aux ecclésiastiques fonctionnaires de prêter serment de fidélité à la nation , à la loi et au roi. Le 4 janvier était le jour désigné par le décret ; M. Grégoire sollicite vivement ses collègues de prêter ce serment ; il proteste de sa conviction intime que l'assemblée n'a pas entendu toucher à ce qui est purement spirituel.

Mirabeau :

Il me semble que , pour avoir un assentiment général , la doctrine exposée par M. l'abbé Grégoire doit être exprimée avec plus de clarté et de simplicité. L'assemblée n'a jamais pu penser qu'elle avait le droit d'obliger à faire serment de telle chose ; elle a pu déclarer le refus d'un serment incompatible avec telles fonctions. Nul ne remplira telles fonctions qu'il n'ait prêté tel serment , vous êtes maîtres de le dire : pourvu que vous regardiez comme démissionnaire celui qui refuse de prêter ce serment ; en effet , à l'instant même de ce refus , il n'est plus fonctionnaire public. Je

ne serais pas monté à la tribune pour donner cette explication, si on ne lisait sur les murailles des carrefours une affiche inconstitutionnelle inique; on y déclare perturbateurs du repos public les ecclésiastiques qui ne prêteront pas le serment que vous avez décrété. L'assemblée n'a jamais permis, elle n'a jamais pu permettre une telle affiche. Celui qui, après avoir prêté le serment d'obéir à la loi, n'obéirait point à la loi, serait criminel, et perturbateur du repos public. Celui qui s'obstinerait à ne pas prêter le serment et à conserver l'exercice de ses fonctions, serait également criminel et perturbateur du repos public; mais celui qui se résigne, et qui dit : Je ne peux prêter le serment, et je donne ma démission, n'est certainement pas coupable.

Toute la partie gauche applaudit.

C'est donc par une étrange erreur que ces affiches ont été placardées. La force publique doit réparer cette erreur. Avant de faire cette observation, à laquelle j'attache

quelque importance, j'ai dit dans quel sens je concevais l'explication donnée par le bon citoyen, par l'ecclésiastique respectable qui a parlé avant moi. Dans ce sens j'y donne mon assentiment; dans tout autre, elle n'offrirait qu'une restriction mentale, et il serait aussi indigne de ce membre de la proposer, que de l'assemblée de la tolérer.

On applaudit.

Sur la motion de Barnave, décrétée par l'assemblée, le président interpelle les ecclésiastiques qui n'ont pas prêté le serment civique, pour qu'ils aient à le prêter. Quelques-uns prêtent le serment demandé sans aucune restriction; d'autres veulent faire des réserves. Le président leur fait observer que l'assemblée n'a pas voulu toucher au spirituel. M. Cazalès demande que l'assemblée le déclare positivement.

Mirabeau :

L'erreur du préopinant peut se démontrer par la substitution d'un seul mot. Il veut que l'assemblée déclare qu'elle *n'a pas* entendu toucher au spirituel, tandis que

tout ce qu'on pourrait dire, c'est que l'assemblée *n'a pas touché* au spirituel.

La partie gauche applaudit.

Voilà tout ce que le président, aux ordres de l'assemblée, a dit et pu dire, c'est que l'assemblée *n'a pas touché* au spirituel.

Plusieurs membres de la partie droite : *Elle y a touché.*

Il est bien évident que ce n'est point une véritable issue pour sortir de la difficulté qu'on veut faire naître ; car il n'y a plus de difficulté ; car l'opération est consommée. Il est bien évident que ce n'est pas une véritable issue ; car toute la difficulté, s'il pouvait y en avoir, serait que les dissidens appellent *spirituel* ce que l'assemblée appelle *temporel*.

On applaudit. Plusieurs voix de la droite font entendre ces mots : *Ajoutez, contre sa conscience.*

Elle est fondée sur cette observation bien

palpable, que les démarcations diocésaines sont évidemment un fait temporel. Il ne nous reste donc qu'un parti à prendre. S'il est vrai qu'on n'ait pas une intention secrète de troubler la paix.....

MM. Maury et Cazalès demandent la parole.

S'il est vrai que nous voulions tous concourir à la paix ; s'il est vrai que cette résistance ne soit pas un moyen trop connu dans nos annales pour faire prévaloir l'autorité ultramontaine, on doit se contenter de la déclaration mille fois faite, et non à faire, que l'assemblée *n'a pas attenté au spirituel.*

Il s'élève des murmures dans la partie droite.

Je supplie la partie de l'assemblée qui m'interrompt d'observer que je ne vise pas à un évêché. Il est évident que l'heure fatale est arrivée, que l'opération commencée est légale. Pour qu'elle soit complètement consommée, je demande qu'après une nouvelle interpellation on adopte la seconde

*..

motion de M. Barnave, afin que les mesures décrétées par l'assemblée nationale soient graduellement exécutées.

Après une seconde interpellation générale, la seconde motion de Barnave est décrétée ainsi qu'il suit :

« L'assemblée nationale charge son président
 » de se retirer devers le roi pour lui remettre les
 » extraits des procès verbaux des séances de
 » l'assemblée nationale, depuis le 26 décembre,
 » et pour le prier de donner des ordres pour la
 » prompte et entière exécution du décret du 27
 » novembre dernier, envers les membres de l'as-
 » semblée nationale, ecclésiastiques fonction-
 » naires publics, qui n'ont pas prêté le serment
 » prescrit par ledit décret, sauf à ceux qui se-
 » raient retenus hors de l'assemblée nationale,
 » par maladie ou absence légitime, à faire valoir
 » leur excuse dans le délai de quinzaine, en fai-
 » sant ou en envoyant leur serment. »

SÉANCE DU SOIR, 13 JANVIER.

Le projet de loi soumis à la discussion contenait les dispositions suivantes :

« Tout citoyen a le droit d'élever un théâtre,
 » en faisant sa déclaration à la municipalité.

» — L'ouvrage d'un auteur mort depuis cinq
» ans est une propriété publique. — Les mu-
» nicipalités auront le droit de police sur les
» spectacles. »

L'abbé Maury déclare qu'une pareille loi ne peut être un objet de délibération pour les ecclésiastiques ; cependant il veut persuader qu'il est important de soumettre les ouvrages dramatiques à une censure qui réprimerait la liberté du théâtre.

Mirabeau :

Il m'a été difficile de deviner si le préopinant était monté à la tribune pour son plaisir ou pour le nôtre.

On applaudit.

Il nous a très-bien dit, et avec beaucoup d'esprit, que, comme ecclésiastique, il ne pouvait pas monter à la tribune, et on pouvait lui répondre qu'en effet on n'y était jamais comme ecclésiastique.

On applaudit dans la partie gauche : plusieurs voix s'élèvent dans la partie droite : *Cela ne vaut rien.*

J'entends , très-bien , *cela ne vaut rien*. Je suis de votre avis , si vous pensez que que j'aie voulu faire une épigramme ; mais si j'ai voulu rappeler un principe qui condamne à l'absurdité quiconque voudrait arguer de la compétence des ecclésiastiques dans cette assemblée , j'ai dit une vérité incontestable. Je ne cherche point à répondre à aucune objection de M. l'abbé Maury , car sans doute il n'a pas eu la prétention d'en faire ; je lui témoignerai seulement ma reconnoissance pour l'avis sage qu'il a bien voulu nous donner , afin de prévenir les écarts de l'imagination des auteurs. Nous le supplions d'être aussi tranquille sur les Mélitus que nous le sommes sur les Socrates. Quant à la seule chose qui aurait pu paraître une objection , celle de la licence qui pourrait résulter de permettre à tout citoyen d'élever un théâtre , il serait fort aisé d'enchaîner toute espèce de liberté en exagérant toute espèce de danger ; car il n'est point d'acte d'où la licence ne puisse résulter. La force publique est destinée à la réprimer , et non à la prévenir

aux dépens de la liberté. Quand nous nous occuperons de l'instruction publique, dont le théâtre doit faire partie; quand nous nous occuperons d'une loi, non sur la liberté de la presse, mais sur les délits de la liberté de la presse, (c'est ainsi qu'il faut s'expliquer pour être conséquent aux principes), alors on verra que les pièces de théâtre peuvent être transformées en une morale très-active et très-rigoureuse. Quoi qu'il en soit, où il n'y a pas d'objection il ne faut pas de réponse. Je demande donc qu'on aille aux voix sur le projet du comité.

Un membre observe que la disposition relative au maintien de l'ordre dans l'intérieur de la salle était insuffisante.

Mirabeau :

Une salle de jeux publics hérissée de baïonnettes est un spectacle qu'il faut repousser avec horreur.

SÉANCE DU 18 JANVIER.

La résistance de la plupart des ecclésiastiques à la loi du 27 novembre 1790 donna lieu à un projet de décret sur la destitution des fonctionnaires publics et sur leur remplacement. Cazalès examine de nouveau à ce sujet la question de savoir si l'assemblée avait touché au spirituel, comme si elle n'avait pas été déjà irrévocablement décidée. L'orateur, en combattant les mesures proposées par le comité, fut souvent interrompu et ramené à la question principale. Pendant ces interruptions, l'abbé Maury s'écriait : « Laissez rendre ce décret ; encore deux ou trois comme cela et tout sera fini. »

Mirabeau :

Je n'ai pas demandé la parole pour lutter, soit de chaleur, soit de déclamation, soit d'éloquence, je parle dans tous les systèmes, pour lutter, dis-je, avec le préopinant (M. Cazalès) ; car quelque talent qu'il ait montré dans ses nombreux épisodes, ils sont inutiles, soit à la chose publique, soit à la tranquillité au nom de laquelle il a parlé. On n'a pas espéré sans

doute qu'en montrant un seul aspect de la question, on vous ferait revenir sur un décret. Assurément ce n'est pas sous un seul aspect qu'il faut envisager la situation du royaume. Il serait aisé de prouver que l'affreux tableau qu'on a pris plaisir à tracer serait plutôt réalisé par une mesure rétrograde; car enfin M. Cazalès n'ignore pas que ses opinions ont aussi rarement la majorité dans la nation que dans l'assemblée.

De nombreux applaudissemens s'élèvent.

M. Duval, dit d'Espréménil : « Assemblez vos
» vrais commettans par bailliages, vous en ju-
» gerez. »

Mirabeau :

J'ai entendu de la bouche d'un préopinant.....

M. Duval : « Je vais le répéter : Rassemblez
» vos vrais commettans par bailliages, et faites-
» les juger entre MM. Cazalès et Mirabeau. »

Mirabeau :

Je vous demande pardon de vous avoir

induit en erreur ; car je ne pensais pas à vous.

Les applaudissemens se renouvellent.

Vous avez tous entendu une phrase que je vais répéter , non pour en tirer des inductions défavorables , des conséquences déso-bligeantes , mais pour en faire le préambule du petit nombre d'observations que je dois vous communiquer. Un membre a dit tout à l'heure : « *Laissez rendre ce décret , nous en avons besoin.* » Ce mot est profond ; peut-être aussi est-il indiscret ; peut-être aussi l'indiscrétion est-elle dans le zèle qui des deux parts nous presse et préside à nos débats. Les uns nous présentent des pronostics très-sinistres , et peut-être prennent-ils leurs vœux pour leurs espérances.....

Une très-grande partie de l'assemblée applaudit à plusieurs reprises.

M. Cazalès : « Mes vœux sont très-purs. »

Mirabeau :

Je réponds à M. Cazalès qu'il n'y a rien

dans ma phrase qui lui soit personnel , et que , s'il était question ici de caution individuelle et respective , je cautionnerais sa loyauté. J'ai dit que dans ceux qui tirent des pronostics sinistres , il y avait erreur à notre avis , imprudence ou maladresse au leur ; car ils nous ont donné de trop bruyans et de trop fréquens avertissemens , pour qu'ils aient quelque chose à se reprocher dans les malheurs qui nous menacent. Eh bien ! qu'ils attendent leur sort aussi patiemment que nous attendons le nôtre ; d'un autre côté , quand l'assemblée souffre qu'on lui propose des mesures toujours confirmatives à des premières , il semble qu'elle ne rend pas assez hommage à la fermeté , à la sagesse de la nation , et qu'elle oublie les témoignages de confiance qu'elle reçoit constamment de toutes les parties de l'empire. Qu'avons-nous besoin de prendre de nouvelles mesures pour l'exécution des décrets , quand le mode de leur exécution est décrété ? L'assemblée doit penser que les électeurs seuls ont quelque chose à faire. Examinons le projet de décret : il contient des me-

sures neuves ; adoptez-les : des mesures renouvelées ; rejetez-les , elles seraient peu décentes. Il nous offre trois mesures nouvelles que je crois nécessaires. La première transporte aux fonctionnaires ecclésiastiques du royaume le délai accordé à ceux qui sont absens : cette disposition est sage , elle est douce , car il est doux de traiter des fonctionnaires publics réfractaires à la loi comme s'ils étaient absens. La seconde mesure est relative à l'élection des évêques avant celle des curés : rien n'est plus naturel. La troisième a pour objet le mode d'institution canonique. Je demande qu'on mette aux voix ces trois articles ; les autres n'ajouteraient rien à des mesures dans lesquelles nous avons une pleine confiance. Toute hésitation serait impolitique et inconvenante..... Si personne ne s'oppose à ma proposition , je demande qu'on finisse une séance qui , par des débats tumultueux, des déclamations éloquentes ou non éloquentes , aura fort peu avancé la chose publique.

Les trois articles dont Mirabeau venait de demander la mise aux voix sont adoptés.

SÉANCE DU 28 JANVIER.

!

Les dispositions apparentes des puissances de l'Europe, à l'égard de la France, avaient répandu des alarmes sur la sûreté extérieure de l'état. Les comités militaire, diplomatique et des recherches se réunirent pour combiner des moyens de défense. M. Lameth, président du comité militaire, propose en son nom un projet de décret.

Mirabeau :

Le comité diplomatique, réuni aux comités militaire et des recherches, m'a chargé de fixer votre attention sur un objet important par ses rapports avec la tranquillité générale, sur ces bruits de guerre, ces alarmes publiques que la défiance accueille, et que le zèle même répand; sur les dangers, quels qu'ils soient, qu'il s'agit d'apprécier par leur réalité, non par les vœux impuissans des ennemis de la patrie; enfin sur les mesures qui sont compatibles tout à la fois avec notre dignité et avec notre intérêt, mesures dont la prévoyance seule nous fait un devoir, et qui peuvent

concilier ce qu'on doit à la crédulité , à l'ignorance même , et à la prudence.

Pour un peuple immense , encore agité des mouvemens d'une grande révolution ; pour de nouveaux citoyens que le premier éveil du patriotisme unit aux mêmes pensées dans toutes les parties de l'empire , qui , liés par les mêmes sermens , sentinelles les uns des autres , se communiquent rapidement toutes leurs espérances et toutes leurs craintes , la seule existence des alarmes est un péril ; et lorsque de simples mesures de précaution sont capables de les faire cesser , l'inertie des représentans d'un peuple valeureux serait un crime.

S'il ne s'agissait que de rassurer les Français , nous leur dirions : Ayez plus de confiance dans vous-mêmes et dans l'intérêt de nos voisins. Sur quelle contrée portent ces alarmes ? La cour de Turin ne sacrifiera point une utile alliance à des haines ou domestiques ou étrangères ; elle ne séparera point sa politique de sa position , et les projets d'une intrigue échoueront contre sa sagesse.

La Suisse libre, la Suisse, fidèle aux traités et presque française, ne fournira ni des armes ni des soldats au despotisme qu'elle a terrassé ; elle aurait honte de protéger des conspirateurs, de soutenir des rebelles.

Léopold a été législateur, et ses lois trouvèrent aussi des détracteurs et des ennemis. S'il a des armées nombreuses, il a de vastes frontières. S'il aimait la guerre, quoiqu'il ait commencé son règne par la paix, ce n'est pas du côté du Midi que sa politique lui permettrait de tourner ses armes. Voudrait-il apprendre à des provinces encore flottantes entre l'essai d'une liberté qu'on leur a gâtée, et la prudence d'une soumission qui ne durera qu'autant qu'elle sera supportable, comment résistent à des conquérans ceux qui, dans leurs propres foyers, ont su abattre la tyrannie ?

Craignez-vous quelques princes d'Allemagne qui feignent de penser que le gouvernement d'une nation souveraine aurait dû s'arrêter, dans l'exécution de ses lois,

*...

devant des portions privilégiées de son territoire ? Mais serviraient-ils mieux leur intérêt par des combats que par une utile négociation , et voudraient-ils compromettre l'indemnité que votre justice leur accorde ? Que , dans des siècles barbares , la féodalité ait armé des châteaux contre d'autres châteaux , cela se conçoit ; mais que des nations fassent la guerre pour maintenir la servitude de quelques haumeaux . ceux-là même qui font de pareilles menaces ne le pensent point. Croyez plutôt que si les progrès de notre révolution donnent de l'inquiétude à nos voisins , cette crainte est un gage qu'ils ne viendront pas nous troubler par des provocations périlleuses.

Sont-ce quelques Français réfugiés , quelques soldats secrètement enrôlés , qui vous inspirent des craintes ? Mais la haine de pareils ennemis ne s'est-elle donc pas exhalée jusqu'aujourd'hui en impuissantes menaces ? Où sont leurs alliés ? Quelle grande nation épousera leur vengeance , leur fournira des armes et des subsides ,

leur prodiguera le fruit de ses impôts et le sang de ses citoyens ?

Sera-ce l'Angleterre ?

Relativement aux autres puissances de l'Europe , il suffit de pénétrer dans les intentions probables des cabinets ; mais quand il s'agit de la Grande-Bretagne , il faut encore éconter la voix de la nation.

Qu'avons-nous à espérer ou à redouter du ministère anglais ? Jeter dès à présent les grandes bases d'une éternelle fraternité entre sa nation et la nôtre serait un acte profond d'une politique vertueuse et rare ; attendre les événemens , se mettre en mesure pour jouer un rôle , et peut-être agiter l'Europe pour n'être pas oisif , serait le métier d'un intrigant qui fatigue la renommée un jour parce qu'il n'a pas le crédit de vivre sur une administration bienfaisante. Eh bien ! le ministère anglais , placé entre ces deux carrières , entrera-t-il dans celle qui produira du bien sans éclat , ou dans celle qui aura de l'éclat et des catastrophes ? Je l'ignore , messieurs ; mais je sais bien qu'il ne serait pas de la pru-

dence d'une nation de compter sur des exceptions et des vertus politiques. Je ne vous inviterai point à cet égard à une trop grande sécurité ; mais je ne tairai pas , dans un moment où l'on calomnie parmi nous la nation anglaise, d'après cette publication d'un membre des communes que tout admirateur des grands talens a été affligé de compter parmi les détracteurs superstitieux de la raison humaine , je ne tairai pas ce que j'ai recueilli dans des sources authentiques , que la nation anglaise s'est réjouie quand nous avons proclamé la grande charte de l'humanité , retrouvée dans les décombres de la Bastille ; je ne tairai pas que si quelques-uns de nos décrets ont heurté les préjugés épiscopaux ou politiques des anglais , ils ont applaudi à notre liberté même , parce qu'ils sentent bien que tous les peuples libres forment entre eux une société d'assurance contre les tyrans ; je ne tairai pas que , du sein de cette nation si respectable chez elle , sortirait une voix terrible contre des ministres qui oseraient diriger sur nous une

croisade féroce pour attenter à notre constitution ; oui , du sein de cette terre classique de la liberté sortirait un volcan pour engloutir la faction coupable qui aurait voulu essayer sur nous l'art funeste d'asservir les peuples et de leur rendre les fers qu'ils ont brisés. Les ministres ne mépriseraient pas cette opinion publique , dont on fait moins de bruit en Angleterre , mais qui est aussi forte et plus constante que parmi nous. Ce n'est donc pas une guerre ouverte que je crains ; les embarras de leurs finances , l'habileté de leurs ministres , la générosité de la nation , les hommes éclairés qu'elle possède en grand nombre , me rassurent contre des entreprises directes ; mais des manœuvres sourdes , des moyens secrets pour exciter la désunion , pour balancer les partis , pour les déjouer l'un par l'autre , pour s'opposer à notre prospérité , voilà ce qu'on pourrait redouter de quelques politiques malveillans. Ils pourraient espérer , en favorisant la discorde , en prolongeant nos combats politiques , en laissant de l'espoir aux mécon-

tens , en permettant à un de nos ex-ministres en démenche de les flatter de quelques encouragemens vagues , en lâchant contre nous un écrivain véhément et facile à désavouer parce qu'il affiche le parti de l'opposition , de nous voir peu à peu tomber dans un dégoût égal du despotisme et de la liberté , désespérer de nous-mêmes , nous consumer lentement , nous éteindre dans un marasme politique ; et alors , n'ayant plus d'inquiétude sur l'influence de notre liberté , ils n'auraient point à craindre cette extrémité , vraiment fâcheuse pour des ministres , d'être tranquilles dans l'Europe , de cultiver chez eux leurs propres moyens de bonheur , et de renoncer à ces tracasseries superbes , à ces grands coups d'état , qui en imposent parce qu'il en est peu de juges , pour se livrer simplement au soin de gouverner , d'administrer , de rendre le peuple heureux , soin qui leur déplaît , parce qu'une nation entière l'apprécie , et qu'il ne laisse plus de place à la charlatanerie. Telle pourrait être la politique insidieuse du cabinet , sans la

participation et même à l'insu du peuple anglais ; mais cette politique est si basse , qu'on ne peut l'imputer qu'à un ennemi de l'humanité ; si étroite , quelle ne peut convenir qu'à des hommes très-vulgaires ; et si connue , que de nos jours elle est peu redoutable.

Français , étendez donc vos regards au delà de vos frontières ; vous n'y trouverez que des voisins qui ont besoin de la paix comme nous , et non d'ennemis ; vous y trouverez des hommes que , pour des guerres injustes , on ne mènera plus aussi facilement aux combats ; des citoyens qui , moins libres que nous , regardent en secret les succès de notre révolution comme une espérance qui leur est commune. De là , parcourez l'étendue de cet empire , et si vous avez la défiance du zèle , ayez aussi le respect de vos propres forces. On vous dit que vous n'avez plus d'armée , lorsque tous vos citoyens sont soldats ; que vous n'avez plus d'or , et au moindre péril les fortunes particulières formeraient la fortune publique ; qu'une guerre peut troubler votre

constitution , comme si les tentes d'un camp ne deviendraient pas aussitôt un asile pour les législateurs de ce peuple , qui fit ses premières lois dans le Champ-de-Mars. Eh ! quel tyran insensé s'exposerait à conquérir ce qu'il ne pourrait pas conserver ? Lorsque la majorité d'une nation veut rester libre , est-il un emploi de la force capable d'empêcher qu'elle ne le soit ?

Où donc est la source de cette anxiété qui , se propageant dans tout le royaume, y a provoqué non-seulement l'énergie et la fierté du patriotisme , mais encore son impatience ? Le zèle n'a-t-il point exagéré nos périls ? car il est une ambition de servir son pays capable de tromper les intentions du meilleur citoyen , de lui faire réaliser des occasions d'être plus puissant pour être en même temps plus utile ; de lui faire exagérer ses craintes , parce qu'il croit être propre à les calmer ; enfin , de le porter à donner la première impulsion vers un but auquel il est entraîné par son talent , qui par cela seul lui fait oublier sa prudence.

Pent-être aussi, fatigués de leur impuissance à troubler le royaume, les ennemis de la révolution ont-ils pris leurs vœux pour leurs espérances, leurs espérances pour des réalités, leurs menaces pour une attaque; et, se consolant à rêver des vengeances, ont-ils inspiré des inquiétudes au peuple, plus capable de juger leur audace que leurs moyens.

Peut-être encore des factieux, auxquels il manque quelques chances pour exécuter sous les beaux noms de liberté des projets qui nous sont cachés, ont-ils espéré de les trouver dans une grande agitation populaire; et ce combat de l'intrigue et de l'ambition contre le patriotisme généreux et crédule, est sans doute aussi une guerre.

Enfin, ne doit-on pas regarder comme une des causes des alarmes populaires cette défiance exagérée qui depuis long-temps agite tous les esprits, qui retarde le moment de la paix, aigrit les maux et devient une source d'anarchie quand elle ne cesse d'être utile à la liberté? Nous crai-

gnons des ennemis au dehors, et nous oublions celui qui ravage l'intérieur du royaume. Presque partout les fonctionnaires publics choisis par le peuple sont à leur poste; ses droits sont donc exercés; il lui reste à remplir ses devoirs. Qu'en surveillant ses mandataires il les honore de sa confiance, et que la force turbulente de la multitude cède à la puissance plus calme de la loi. Alors, jusqu'au signal du danger donné par le fonctionnaire public, le citoyen dira : *L'on veille pour moi* ; car ce n'est point la véritable liberté qui a de vaines terreurs; elle se respecte assez pour ne rien trouver de redoutable.

Cependant, messieurs, si les craintes publiques ont été exagérées, elles n'ont pas été pour cela sans prétexte. Il est trop vrai qu'il y a eu des préparatifs d'une entrée de quelques conspirateurs armés par les frontières de la Savoie; que quelques hommes ont été enrôlés dans la Suisse par les mécontents français; qu'on a tenté d'introduire furtivement des armes dans le royaume; qu'on a cherché, qu'on cher-

che encore à faire entrer quelques princes d'Allemagne dans une querelle étrangère , et à les tromper sur leurs véritables intérêts ; enfin que les réfugiés français ont des agens dans plusieurs cours du Nord , pour y décrier notre constitution , que ses bienfaits vengent assez de leurs outrages.

Toutes ces circonstances réunies , comparées avec la force d'un grand peuple , ne mériteraient peut-être pas notre attention ; mais nous devons aussi compter pour quelque chose l'incertitude même de la prudence , la marche tortueuse d'une fausse politique , et l'obscurité qui couvre toujours une partie de l'avenir ; enfin la sagesse ne nous prescrit-elle pas de rassurer ceux-là même qui s'alarment sans raison ?

C'est après avoir pesé toutes ces considérations , messieurs , que vos comités vous proposent :

D'organiser , pour l'état de guerre , les gardes nationales et l'armée auxiliaire ; votre comité militaire vous en indiquera les moyens ;

De déterminer les pensions de retraite de tous les agens du pouvoir exécutif dans les cours étrangères, en cas de remplacement ;

Enfin , de porter au pied de guerre la portion de votre armée qui sera distribuée dans les points du royaume pour lesquels on a conçu quelques craintes.

Tout le monde reconnaît depuis longtemps , et le ministre des affaires étrangères a rappelé plus d'une fois au comité diplomatique la nécessité d'employer désormais, pour nos relations extérieures , des hommes qui ne compromettent pas la puissance française par des doutes sur nos succès , qui ne soient pas en quelque sorte étrangers au nouveau langage dont ils doivent être les organes , et qui , soit qu'ils ne connaissent pas la régénération de leur patrie , soit que les anciens préjugés combattent leur devoir , soit qu'une longue habitude de servir le despotisme ne leur permette pas de s'élever à la hauteur d'un système de liberté , ne seraient plus que les agens du ministre ou les confidens de l'aristo-

cratie, et non les représentans d'un peuple magnanime.

Mais il faut ici, il faut toujours concilier l'intérêt et la justice, la prudence et l'humanité. Un long exercice de fonctions publiques, dans une carrière où l'on compromet souvent sa fortune, donne des droits à une retraite, et votre dignité ne vous permet pas de refuser les récompenses, quand même vous ne les devriez pas à des services.

Quant au développement d'une partie de votre puissance militaire, vous le devez à l'opinion qui l'invoque. C'est pour éviter qu'au moindre péril la nation entière, devenant tout à coup une armée, n'abandonne le travail, qui seul constitue une nation, qu'il faut développer une portion de la force publique, et rassurer le citoyen par la prévoyance de la loi. Ne craignez point que nos voisins regardent un rassemblement de troupes ni comme une menace ni comme un événement capable de leur inspirer de la défiance. Notre politique est franche, et nous nous en fai-

sons gloire; mais tant que la conduite des autres gouvernemens sera environnée de nuages, qui pourra nous blâmer de prendre des précautions capables de maintenir la paix? Non, une guerre injuste ne peut pas être le crime d'un peuple qui, le premier, a gravé dans le code de ses lois sa renonciation à toute conquête. Une attaque n'est point à craindre de la part de ceux qui désireraient plutôt d'effacer les limites de tous les empires, pour ne former du genre humain qu'une seule famille; qui voudraient élever un autel à la paix sur le monceau de tous les instrumens de destruction qui couvrent et souillent l'Europe, et ne garder que contre les tyrans des armes consacrées par la noble conquête de la liberté.

Votre comité diplomatique, de l'avis des comités réunis, a l'honneur de vous proposer :

« L'assemblée nationale décrète :

» ART. I. Que les comités des pensions et diplomatique réunis seront chargés de faire, dans trois jours, un rapport sur les

pensions de retraite qu'il convient d'accorder aux agens du pouvoir exécutif dans l'étranger, en cas de remplacement.

» II. Que le roi sera prié de donner des ordres pour porter au complet de sept cent cinquante hommes par bataillon trente régimens d'infanterie; et au complet de cent soixante-dix hommes par escadron, vingt régimens de troupes à cheval, dont huit de quatre escadrons et douze de trois escadrons, pour lesdites troupes être répartis dans les départemens du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, des Ardennes, du Nord, de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura, du Var, de l'Isère, des Hautes et Basses-Alpes.

» III. Que le ministre de la guerre présentera incessamment l'état de la dépense extraordinaire qu'exigeront cette augmentation de troupes, avec le train d'artillerie, l'attirail de campemens proportionné, et tous les autres préparatifs nécessaires à un système de pure défense. »

L'assemblée ordonne l'impression de ce dis-

cours que de fréquens applaudissemens avaient interrompu. — Le projet de décret, présenté par Mirabeau, est adopté sans discussion.

SÉANCE DU SOIR, 3 FÉVRIER 1791.

PRÉSIDENTE DE MIRABEAU.

Une députation des auteurs lyriques, admise à la barre, demande d'être autorisée à présenter au comité de constitution des réglemens analogues à ceux que les peintres et les sculpteurs lui avaient soumis.

Mirabeau à la députation :

Tous les beaux-arts sont une propriété publique ; tous ont des rapports avec les mœurs des citoyens , avec cette éducation générale qui change les peuplades d'hommes en corps de nation. La musique a longtemps conduit les armées à la victoire ; des camps elle a passé dans les temples , des temples dans les palais des rois , de ces palais sur nos théâtres , de nos théâtres dans nos fêtes civiques , et peut-être elle donna tout leur empire aux premières lois

des sociétés naissantes. Cet art , fondé sur la régularité des mouvemens , si sensible dans toutes les parties de l'univers , mais principalement dans les êtres animés, chez lesquels tout s'exécute avec rythme , et dont le penchant à la mélodie se manifeste dans tous leurs goûts ; cet art n'est qu'une imitation de l'harmonie de la nature , et lorsqu'il peint les passions , il a pour modèle le cœur humain , que le législateur doit étudier encore sous ce point de vue ; car là sans doute se trouvent les motifs de toutes les institutions sociales. L'assemblée prendra votre demande en considération : elle vous permet d'assister à sa séance.

On applaudit.

SÉANCE DU SOIR, 8 FÉVRIER.

Une députation de la municipalité de Paris vint exposer la situation de cette ville , ses réclamations et ses droits. Elle peignit combien la surcharge et l'illégalité des droits d'entrée imposés sur les consommations lui étaient onéreuses ; elle demandait à n'être point distin-

guée des autres villes pour ses droits d'entrée. Elle annonça que les besoins de la commune de Paris, causés par les dettes que la révolution lui avait fait contracter, et par le défaut de paiement de ses créances sur le gouvernement, la forçaient de demander un à-compte de six millions.

Mirabeau :

Il est des pertes immenses que la ville de Paris a regardées comme des bienfaits ; elle avait un privilège , celui de participer à des professions qui l'enrichissaient en la corrompant , et elle tient à honneur de n'avoir désormais d'autres richesses que celles de son industrie. L'égalité qu'elle réclame dans les impôts n'est donc qu'une preuve de plus de son patriotisme ; elle ne veut pas payer davantage, parce qu'elle a renoncé à tous les abus qui lui en avaient fourni les moyens. Ne soyez point effrayés du poids de vos peines ; c'est une avance faite à la liberté : vous avez semé sur une terre féconde ; elle vous restituera tous les trésors que vous lui avez confiés. Une seule source de prospérité manque encore à cette

capitale ; c'est l'union de ses citoyens , c'est la tranquillité publique , que de fausses alarmes cherchent sans cesse à y troubler , et qu'une foule d'intrigans voudraient compromettre , pour en être ensuite les modérateurs ; ce sont surtout les bonnes mœurs , sans lesquelles les meilleures lois ne seraient qu'un frein impuissant. Il est un despotisme du vice ; celui-là serait-il le seul que la ville de Paris n'aurait pas pu renverser ? Des jeux scandaleusement multipliés infectent partout cette capitale.

On applaudit à plusieurs reprises.

On a dénoncé d'autres assemblées non moins dangereuses ; celles-là ne présentent-elles pas un abus ? celles-là seules présentent-elles des obstacles pour la liberté , lorsqu'on sait que la corruption des mœurs fut toujours le premier instrument de la tyrannie ?

Une députation des Quinze-Vingts est ensuite admise à la barre : leur objet était de dénoncer la

spoliation commise dans leur administration par M. le cardinal de Rohan.

Mirabeau :

Ceux qui représentent une nation représentent surtout les malheurs qu'elle a dans son sein , et vous avez ici toutes les âmes sensibles pour organes. Cette cruelle infortune qui prive un individu de toutes les consolations de la vie , et qui cependant n'est point la mort , devrait trouver partout des asiles. Il est des maux que des secours peuvent alléger ; mais ceux de la nécessité exigent un rigoureux partage entre le malheur et la bienfaisance. La perte de la lumière est déjà le lot le plus amer de la vie humaine ; un aveugle sans guide devrait être un spectacle inconnu parmi les nations policées.

Mais vous ne vous êtes pas bornés à représenter la nécessité de l'hôpital des Quinze-Vingts ; vous êtes accusateurs : à cet égard , l'assemblée nationale ne vous doit que de l'attention et de la justice.

Vous pouvez assister à sa séance. Enten-

dez la loi ; et si le spectacle de la création vous est ravi , dites du moins aux infortunés qui vous ont députés , que leurs plaintes ont pénétrée jusqu'à nous.

L'assemblée envoie la pétition des Quinze-Vingts au comité des rapports.

Autre réponse de Mirabeau à la députation d'une société nouvellement établie sous le nom de *Société des inventions et découvertes*, qui avait demandé à présenter ses hommages à l'assemblée et à exposer le but de sa formation.

Les découvertes de l'industrie et des arts étaient une propriété avant que l'assemblée nationale l'eût déclaré ; mais le despotisme avait tout enchaîné , jusqu'à la pensée. Il est des inventions que sans doute l'amour de l'humanité publiera , sans en faire une source d'intérêt particulière. Mais ce sacrifice sera du moins volontaire , et la reconnaissance publique deviendra pour leurs auteurs une véritable propriété. Une société consacrée à favoriser les découvertes acquitte une dette de la société entière ; l'art de créer le génie n'est peut-être que l'art

de le seconder ; et *la société des inventions* est déjà une invention d'autant plus utile , qu'elle deviendra la source de beaucoup d'autres. L'assemblée applaudit à vos vues , et vous invite à assister à sa séance.

SÉANCE DU SOIR , 10 FÉVRIER.

Une députation des quakers se présente à la barre.
Mirabeau lui adresse ces paroles :

Les quakers qui ont fui les persécuteurs et les tyrans ne pouvaient que s'adresser avec confiance aux législateurs qui , les premiers , ont réduit en lois les droits de l'homme ; et la France régénérée , la France au sein de la paix , dont elle recommandera toujours l'inviolable respect , et qu'elle désire à toutes les autres nations , peut devenir aussi une heureuse Pensylvanie. Comme système philanthropique , vos principes obtiennent notre admiration ; ils nous rappellent que le premier berceau de chaque société fut une famille réunie par ses mœurs , par ses affections et par ses bé-

soins. Eh ! sans doute , les plus sublimes seraient celles qui , créant une seconde fois l'espèce humaine , la rapprocheraient de cette première et vertueuse origine.

L'examen de vos principes , considérés comme des opinions , ne nous regarde point. Nous avons prononcé. Il est une propriété qu'aucun homme ne voudrait mettre en commun , les mouvemens de son âme , l'élan de sa pensée ; ce domaine sacré place l'homme dans une hiérarchie plus relevée que l'état social : citoyen , il adopte une forme de gouvernement ; être pensant , il n'a de patrie que l'univers. Comme principe religieux , votre doctrine ne sera point l'objet de nos délibérations ; les rapports de chaque homme avec l'être d'en haut sont indépendans de toute institution politique : entre Dieu et le cœur de chaque homme , quel gouvernement oserait être l'intermédiaire ? Comme maximes sociales , vos réclamations doivent être soumises à la discussion du corps législatif. Il examinera si la forme que vous observez pour constater les naissances et les maria-

ges donne assez d'authenticité à cette filiation de l'espèce humaine que la distinction des propriétés rend indispensable, indépendamment des bonnes mœurs ; il discutera si une déclaration dont la fausseté serait soumise aux peines établies contre les faux témoins et les parjures ne serait pas un véritable faux serment.

Estimables citoyens, vous vous trompez ; vous l'avez déjà prêté ce serment civique que tout homme digne d'être libre a plutôt regardé comme une jouissance que comme un devoir. Vous n'avez pas pris Dieu à témoin , mais vous avez attesté votre conscience , et une conscience pure n'est-elle pas aussi un ciel sans nuage ? Cette partie de l'homme n'est-elle pas un rayon de la divinité ? Vous dites encore qu'un article de votre religion vous défend de prendre les armes et de tuer , sous quelque prétexte que ce soit : c'est sans doute un beau principe philosophique que celui qui donne en quelque sorte ce culte à l'humanité ; mais prenez garde que la défense de soi-même et de ses semblables ne soit aussi un devoir

religieux. Vous auriez donc succombé sous les tyrans ! Puisque nous avons conquis la liberté pour vous et pour nous , pourquoi refuseriez-vous de la conserver ? Vos frères de la Pensylvanie , s'ils avaient été moins éloignés des sauvages , auraient laissé égorger leurs femmes , leurs enfans et leurs vieillards , plutôt que de repousser la violence ! Et les stupides tyrans , les conquérans féroces , ne sont-ils pas aussi des sauvages ?

L'assemblée discutera toutes vos demandes dans sa sagesse ; et si jamais je rencontre un quaker , je lui dirai :

» Mon frère , si tu as le droit d'être
» libre , tu as le droit d'empêcher qu'on
» ne te fasse esclave.

» Puisque tu aimes ton semblable , ne
» le laisse pas égorger par la tyrannie ; ce
» serait le tuer toi-même.

» Tu veux la paix ; eh bien , c'est la
» faiblesse qui appelle la guerre ; une ré-
» sistance générale serait la paix univer-
» selle. »

L'assemblée vous invite à assister à sa séance.

Des applaudissemens nombreux et réitérés avaient interrompu souvent cette réponse ; ils recommencent avec une nouvelle force.

SÉANCE DU SOIR , 14 FÉVRIER.

Une députation des docteurs agrégés vient à l'assemblée nationale demander l'abolition d'une loi (de 1679) , qui attribuait aux professeurs de la faculté de droit le privilège exclusif de donner des leçons de droit public , avec défense aux agrégés de s'occuper de l'enseignement des lois.

Mirabeau , exerçant encore les fonctions de président :

C'est parmi les maîtres éclairés de l'art que les productions humaines trouvent les meilleurs juges. Sous ce point de vue , notre nouvelle constitution mérite une estime particulière de la part des jurisconsultes. Comme elle a des droits à votre attachement , en vous considérant seulement comme citoyens , l'assemblée nationale re-

poit avec intérêt l'expression de vos sentimens à ce double égard. Nous approchons de l'instant où la plus grande partie du droit public et privé qui nous a régis jusqu'à ce jour, sera mêlée dans ces vastes ruines dont nous nous voyons environnés. Il ne restera plus guère à notre usage, de l'ancienne jurisprudence, que ces vérités éternelles qui, prises dans la nature de l'homme et de la société, voient tout changer autour d'elles sans jamais changer elles-mêmes, et qui sont le principe de toute régénération durable. Le droit naturel a été le trône primitif de toutes les tiges de cette science générale qu'on appelle *droit*. Mais des branches parasites ont fini par étouffer l'arbre. Il a fallu les abattre; il faudra descendre jusqu'aux racines pour faire passer partout des rejetons sains et vigoureux. Beaucoup de choses sont faites sur cette matière, beaucoup d'autres sont à faire; notre droit particulier n'exige pas de moindres réformes que notre droit public n'en a éprouvé. Nous avons déjà fourni une assez ample matière à l'ensei-

gnement général. Hommes de loi, vous êtes désignés par votre état même pour faire connaître et chérir nos lois. La justice a toujours eu pour tous les peuples quelque chose de sacré. Nous venons d'élever partout de nouveaux temples en son honneur. Vous êtes comme les prêtres de ces temples ; vous en enseignerez le culte , vous en écarterez les fausses doctrines , vous empêcherez que la religion de la justice ne se souille avec le temps par des coutumes insensées , par des interprétations infidèles. Avant toutes les facultés du royaume, il existait une grande faculté , celle de la réunion de tous les citoyens, qui , chacun dans leurs divers genres , ont le droit de donner essor à leurs talens , et de se rendre utiles à leur patrie. Si l'esprit des corporations a été de tout resserrer , de tout arrêter , celui de la constitution actuelle est de tout développer, de tout étendre ; elle s'applique à rouvrir les canaux qui peuvent rendre libre et facile toute espèce d'utile communication , et surtout celle de l'esprit et de la pensée. Ne doutez point que cette

assemblée ne considère votre demande dans ses rapports avec les principes de liberté et de sagesse qui l'ont dirigée jusqu'à présent. Elle accepte l'hommage que vous lui faites de votre projet d'enseignement du droit public et privé, en consentant à la remise sur son bureau des pièces que vous lui avez annoncées, et elle vous invite à assister à sa séance.

L'assemblée ordonne l'impression de l'adresse et de la réponse, et le renvoi de la pétition au comité de constitution.

Dans la même séance, une députation de la commune de Paris fut admise à la barre. Son objet était de présenter les inquiétudes de la capitale sur la nouvelle du départ de Mesdames, et de demander une loi sur le mode particulier d'existence de la dynastie régnante.

Mirabeau :

Vous venez de proposer au corps constituant une des plus grandes questions dont il ait à s'occuper. L'indépendance de tout autre pouvoir que celui des lois est un droit de chaque citoyen, parce que cette indépendance constitue la liberté même d'une

nation. Quiconque a le droit de résister doit connaître où finit le devoir de l'obéissance; et comme chaque individu est obligé de coordonner à l'état social sa liberté, il faut qu'il puisse empêcher qu'aucun pouvoir étranger à la volonté publique n'étende ce sacrifice. Ce principe est notre sauvegarde à tous; mais il y a des exceptions aux règles les plus générales. La famille royale est indivisible du trône, et ce n'est point là que la royauté peut trouver ni barrière ni contre-poids. Même en voulant défendre la liberté, les membres de cette famille pourraient ne cacher qu'une ambition coupable; et l'on serait bien près de la tyrannie, si la liberté avait besoin de chef de parti. Les membres de la même famille, s'ils osaient être rebelles aux lois, seraient peut-être contenus sans trouble par leur chef, qui, en leur transmettant de grandes espérances, a le droit de leur imposer de grands devoirs. Tous ces motifs, l'assemblée nationale les pèsera dans sa sagesse; mais ne croyez pas, quelle que soit la conduite de ceux qui l'entourent, que le mo-

narque qui répare les fautes des rois puisse être isolé. Un grand peuple est devenu sa famille ; son nom , joint à celui de la nation et de la loi , est prononcé dans tous nos sermens , et un ordre durable assurera tout à la fois son bonheur et sa puissance... L'assemblée nationale vous invite à assister à sa séance.

L'assemblée applaudit. Elle ordonne l'impression du discours de l'orateur et de la réponse du président.

Vers la fin de la séance, Mirabeau annonce que le résultat du scrutin pour l'élection de son successeur est en faveur de M. Duport.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER.

Lorsque Mesdames , après avoir quitté la capitale , se présentèrent aux portes de la ville de Moret , on leur demanda d'exhiber leurs passe-ports.

Mesdames en avaient deux , l'un pour aller à Rome , signé du roi , et contre - signé de M. de Montmorin ; l'autre de la municipalité. Mais les officiers municipaux de Moret crurent apercevoir dans ces passe-ports quelques contradictions. Pendant qu'ils délibéraient à ce

sujet, des chasseurs de Lorraine, qui escortaient Mesdames, coururent, les armes à la main, vers les portes de la ville, les firent ouvrir, et Mesdames continuèrent leur route.

Ces voies de fait furent dénoncées à l'assemblée nationale, qui décréta de demander au ministre de la guerre quel était celui qui avait donné l'ordre aux chasseurs de Lorraine.

Le ministre de la guerre, dans une lettre qu'il écrivit à l'assemblée nationale, déclara qu'aucun ordre n'avait été donné par lui à cet égard.

Mirabeau :

Nous devons savoir d'où est parti l'ordre qui a donné lieu à l'incroyable incursion des chasseurs de Lorraine.

M. de Montlozier trouve la conduite des chasseurs digne d'éloges. Il est tout simple de penser, suivant M. de Foucault, que ces chasseurs avaient reçu l'ordre de leur capitaine.

Mirabeau :

Rien n'est plus clairement déterminé que l'inviolabilité du territoire ; chaque canton a constitutionnellement un pouvoir administratif qui répond du respect

dû aux lois dans sa juridiction. Quel est le fait à éclaircir dans l'affaire dont il est question ? C'est de savoir de quelles mains est sorti un ordre manifestement inconstitutionnel. On a dit que l'officier était responsable. S'il était question de doctrine, je montrerais que partout la gestion va en haut, et non en bas, et qu'il faut connaître le supérieur qui a donné la première impulsion à cette démarche. Je demande donc que vous vous assuriez du nom du donneur d'ordre incriminé dans le procès verbal de la municipalité de Moret. Il existe un décret ; tout est prévu par ce décret, je demande donc qu'on passe à l'ordre du jour.

L'assemblée passe à l'ordre du jour.

Au même instant on fit lecture de plusieurs pièces qui apprirent l'arrestation de Mesdames à Arnay-le-Duc. L'une de ces pièces était le procès verbal de la commune de cette ville. Elle rendait compte des motifs pour lesquels elle avait cru devoir s'opposer au passage de Mesdames, jusqu'à ce que le département se fût expliqué à ce sujet : elle avait pensé que la pétition de la commune de Paris sur la dynastie régnante devait empê-

cher leur départ ; et elle avait aperçu une contradiction entre le passe-port du roi et le renvoi qui avait été ordonné de cette pétition au comité de constitution.

La lecture de cette pièce occasiona de longs débats. Quelques membres regardaient la conduite de la commune d'Arnay-le-Duc comme illégale : suivant eux , la liberté , la constitution , la nation avaient besoin qu'on usât de sévérité envers elle ; ils demandaient que sa conduite fût improuvée.

D'autres réclamaient en sa faveur l'indulgence de l'assemblée. Ils concluaient à ce qu'on renvoyât l'affaire au pouvoir exécutif.

Mirabeau eut besoin de faire de grandes instances pour avoir la parole ;

Je demande la priorité pour la rédaction que je vais proposer ; et comme cette question me paraît avoir consumé beaucoup de temps , je ne motiverai mon opinion que dans le cas où elle éprouverait de l'opposition. Voici comment je rédige le projet de décret par lequel vous avez à déclarer un principe incontestable :

« L'assemblée nationale , considérant qu'aucune loi existante du royaume ne

s'oppose au libre voyage de Mesdames, tantes du roi, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le procès verbal de la commune d'Arnay-le-Duc; renvoie l'affaire au pouvoir exécutif. »

Il s'élève beaucoup de murmures.

Je vais motiver ma réaction en très-peu de mots. Ce n'est ici qu'une question de fait; car ce que l'assemblée statuera demain ou après ne décidera pas si Mesdames ont aujourd'hui le droit de voyager. Aucune loi ne les en empêche; l'assemblée a été instruite de ce voyage, et elle n'y a pas mis d'obstacle. Il faut bien que la commune ait pensé ainsi, puisqu'elle n'a pas demandé l'exécution d'une ancienne loi, mais une loi nouvelle.

Que m'objecte-t-on, dans le système de ceux qui veulent que l'assemblée prononce une improbation formelle? On dit qu'il y a une infraction à la loi; mais l'assemblée nationale, en ordonnant l'impression de la pétition de la commune de Paris, a fort

concouru à induire en erreur et à élever des doutes dont nous voyons l'effet.

On applaudit.

On ne peut se dissimuler que nous ne nous trouvons pas dans des circonstances ordinaires, que nous ne sommes pas encore parvenus à établir le jeu régulier de l'organisation sociale ; il y aurait donc une extrême rigueur à imprimer la tache d'une désapprobation sur une municipalité qui s'est adressée à vous , en motivant sa conduite d'une manière très-respectueuse pour le chef de la nation.

Les applaudissemens recommencent.

Je le demande à tous les opinans dans tous les systèmes : que voulons-nous ? Nous voulons faire une déclaration qui ne laisse aucun prétexte à l'infraction de la loi existante , et qui assure la tranquillité publique. Eh ! nous avons assez d'objets de sollicitude pour ne pas donner au voyage de Mesdames plus d'importance qu'il n'en a !

Qu'est-ce que je propose ? La déclaration d'un fait constant , un prononcé régulier, et un renvoi qui est un hommage à la loi. Je m'explique ainsi : « L'assemblée nationale , considérant qu'aucune loi existante du royaume ne s'oppose au libre voyage de Mesdames?..... » Est-ce un fait ? Y a-t-il une loi ?

M. Goudan : « Il y en a une ; je la cite , c'est » le salut du peuple. »

Mirabeau :

Le salut du peuple est surtout intéressé à ce qu'il n'y ait pas de tiraillement d'opinions et de mouvemens en sens contraire, quand la chose publique exige une parfaite unité d'action et de volonté. Le salut du peuple n'est pas intéressé à ce que Mesdames couchent trois ou quatre jours de plus en route. Leur voyage est peut-être un mouvement d'imprudence ; mais il ne porte aucune atteinte à la loi. Tous les bons citoyens, sans doute, doivent, dans les circonstances qui nous pressent , rester à leur poste , et montrer leur attachement

*...

au chef de la nation. Mesdames ont fait une chose imprudente, impolitique, mais non illégale; il n'y a donc pas lieu à délibérer; et puisqu'il y a eu empêchement à l'exécution de la loi, il faut renvoyer au suprême exécuteur de la loi. Pourquoi l'assemblée se chargerait-elle d'une responsabilité qu'elle n'est pas la sienne? Je soutiens qu'il est de sa sagesse, de sa politique, si un corps aussi puissant peut avoir de la politique, de renvoyer cette affaire au pouvoir exécutif.

Après quelques discussions sur les amendemens, ceux-ci ayant été écartés par la question préalable, la motion de Mirabeau est adoptée.

SÉANCE DU 28 FÉVRIER.

Le comité de constitution avait été chargé de présenter un projet de loi *sur les émigrations*. Persuadé de l'impossibilité d'en faire une qui ne violât point les principes de la constitution, le rapporteur demanda qu'avant de lire le projet de loi, l'assemblée décidât si elle voulait une loi sur ce sujet.

L'opinion du comité fut appuyée par beaucoup

de membres. D'autres croyaient que l'on pouvait, sans attenter à la constitution, faire une loi contre les émigrans ; ils demandaient que le projet du comité fût lu et imprimé.

Mirabeau :

C'est une motion d'ordre ; car c'est un décret de l'instant même que je viens de présenter. Je demande en outre une permission dont j'ai rarement usé ; je serai court ; je demande à dire deux mots personnels à moi.

Plusieurs voix : *Oui, oui.*

J'ai reçu depuis une heure six billets ; dont la moitié m'atteste de prononcer la théorie de mes principes ; l'autre provoque ma surveillance sur ce qu'on a beaucoup appelé, dans cette assemblée, la nécessité des circonstances. Je demande que, dans la position où je me trouve, dans une occasion où quelqu'un qui a servi les révolutions, et qui a déjà fait trop de bruit pour son repos ;..... je demande, dis-je, qu'il me soit permis de lire une page et demie (peu de discours sont moins longs) d'une

lettre adressée, il y a huit ans, au despote le plus absolu de l'Europe. Les gens qui cherchent les principes y trouveront quelque chose de raisonnable, et du moins on n'aura plus le droit de m'interroger. J'écrivais à Frédéric-Guillaume, aujourd'hui roi de Prusse, le jour de son avènement au trône. Voici comment je m'exprimais :

« On doit être heureux dans vos états, sire; donnez la liberté de s'expatrier à quiconque n'est pas retenu d'une manière légale par des obligations particulières; donnez par un édit formel cette liberté. C'est encore là une de ces lois d'éternelle équité que la force des choses appelle, qui vous fera un honneur infini, et ne vous coûtera pas la privation la plus légère, car votre peuple ne pourrait aller chercher ailleurs un meilleur sort que celui qu'il dépend de vous de lui donner; et s'il pouvait être mieux ailleurs, vos prohibitions de sortie ne l'arrêteraient pas. »

La droite et une partie de la gauche applaudissent.

« Laissez ces lois à ces puissances qui ont voulu faire de leurs états une prison, comme si ce n'était pas le moyen d'en rendre le séjour odieux. Les lois les plus tyranniques sur les émigrations n'ont jamais eu d'autre effet que de pousser le peuple à émigrer contre le vœu de la nature, le plus impérieux de tous peut-être, qui l'attache à son pays. Le Japon chérit le climat sauvage où il est né ; comment l'habitant des provinces qu'éclaire un ciel plus doux penserait-il à les quitter, si une administration tyrannique ne lui rendait pas inutiles ou odieux les bienfaits de la nature ? Une loi d'affranchissement, loin de disperser les hommes, les retiendra dans ce qu'ils appelleront alors leur *bonne patrie*, et qu'ils préféreront aux pays les plus fertiles ; car l'homme endure tout de la part de la Providence ; il n'endure rien d'injuste de son semblable, et s'il se soumet, ce n'est qu'avec un cœur révolté. »

Une grande partie de l'assemblée applaudit.

« L'homme ne tient pas par des racines

à la terre ; ainsi il n'appartient pas au sol. L'homme n'est pas un champ , un pré , un bétail ; ainsi il ne saurait être une propriété. L'homme a le sentiment intérieur de ces vérités simples ; ainsi l'on ne saurait lui persuader que ses chefs aient le droit de l'enchaîner à la glèbe. Tous les pouvoirs se réuniraient en vain pour lui inculquer cette infâme doctrine. Le temps n'est plus où les maîtres de la terre pouvaient parler au nom de Dieu , si même ce temps a jamais existé. Le langage de la justice et de la raison est le seul qui puisse avoir un succès durable aujourd'hui ; et les princes ne sauraient trop penser que l'Amérique anglaise ordonne à tous les gouvernemens d'être justes et sages , s'ils n'ont pas résolu de ne dominer bientôt que sur des déserts, ou de voir des révolutions. »

On entend des applaudissemens isolés dans toutes les parties de la salle.

J'ai l'honneur de proposer , non de passer à l'ordre du jour , il ne faut pas avoir l'air d'étouffer dans le silence une

circonstance qui exige une déclaration solennelle, et que l'avis du comité rend très-mémorable, mais de porter un décret en ces termes : « L'assemblée nationale, où
» le rapport de son comité de constitu-
» tion... »

Il s'élève beaucoup de murmures.

Il y a deux choses qui me paraissent incontestables : la première, c'est que M. Chapelier a parlé au nom du comité de constitution ; la seconde, c'est que, si j'ai tort, on peut le démontrer. Je reprends la lecture de mon projet de décret.

« L'assemblée nationale, où le rapport de son comité de constitution, considérant qu'une loi sur les émigrans est inconciliable avec les principes de la constitution, n'a pas voulu entendre la lecture du projet de loi sur les émigrans, et a déclaré passer à l'ordre du jour, sans préjudice de l'exécution des décrets précédemment portés sur les personnes qui ont des pensions ou traitemens payés par la nation, et qui sont hors du royaume. »

Une partie de l'assemblée demande à aller aux voix. L'extrémité gauche garde le silence. Une grande partie du côté gauche demande la lecture du projet de loi ; mais ce projet paraît si contraire à la liberté que l'on demande de toutes parts la question préalable.

Plusieurs membres demandent la parole.

Mirabeau :

J'avais la parole , je l'ai demandée pendant la lecture du projet de loi , et je la réclame.

Il l'obtient.

La formation de la loi ou sa proposition ne peut se concilier avec les excès du zèle , de quelque espèce qu'ils soient ; ce n'est pas l'indignation , c'est la réflexion qui doit faire les lois , c'est surtout elle qui doit les porter. L'assemblée nationale n'a point fait au comité de constitution le même honneur que les Athéniens firent à Aristide , qu'ils laissèrent juge de la moralité de son projet.

Mais le frémissement qui s'est fait entendre à la lecture du projet du comité a mon-

tré que vous étiez aussi bons juges de cette moralité qu'Aristide ; et que vous aviez bien fait de vous en réserver la juridiction. Je ne ferai pas au comité l'injure de démontrer que sa loi est digne d'être placée dans le code de Dracon , mais qu'elle ne pourra jamais entrer parmi les décrets de l'assemblée nationale de France. Ce que j'entreprendrai de démontrer , c'est que la barbarie de la loi qu'on vous propose et la plus haute preuve de l'impraticabilité d'une loi sur l'émigration.

Le côté droit et une partie du côté gauche applaudissent ; le reste de l'assemblée murmure.

Je demande qu'on m'entende. S'il est des circonstances où des mesures de police soient indispensablement nécessaires , même contre les principes , même contre les lois reçues , c'est le délit de la nécessité ; et comme la société peut pour sa conservation tout ce qu'elle veut , que c'est la toute-puissance de la nature , cette mesure de police peut être prise par le corps législatif ; et lorsqu'elle a reçu la sanction du con-

trôleur de la loi, du chef suprême de la police sociale, elle est aussi obligatoire que toute autre ; mais entre une mesure de police et une loi la distance est immense. La loi sur les émigrations est, je vous le répète, une chose hors de votre puissance, parce qu'elle est impraticable, et qu'il est hors de votre sagesse de faire une loi qu'il est impossible de faire exécuter, même en anarchisant toutes les parties de l'empire. Il est prouvé par l'expérience de tous les temps qu'avec l'exécution la plus despotique, la plus concentrée dans les mains des Busiris, une pareille loi n'a jamais été exécutée, parce qu'elle est inexécutable.

On applaudit et on murmure.

Une mesure de police est sans doute en votre puissance ; reste à savoir s'il est de votre devoir de la prononcer, c'est-à-dire, s'il est utile, si vous voulez retenir les citoyens dans l'empire autrement que par le bénéfice des lois, que par le bienfait de la liberté ; car de ce que vous pouvez prendre

cette mesure , il n'est pas dit que vous deviez le faire ; mais je n'entreprendrai pas de le prouver ; je m'écarterais alors de la question : elle consiste à savoir si le projet du comité doit être mis en délibération , et je le nie. Je déclare que je me croirais délié de tout serment de fidélité envers ceux qui auraient l'infamie de nommer une commission dictatoriale.

On applaudit.

La popularité que j'ai ambitionnée , et dont j'ai eu l'honneur...

Violens murmures dans l'extrémité de la partie gauche ; quelques applaudissemens dans la salle et dans les tribunes.

La popularité , dont j'ai eu l'honneur de jouir comme un autre , n'est pas un faible roseau ; c'est dans la terre que je veux enfoncer ses racines, sur l'imperturbable base de la raison et de la liberté.

On applaudit.

Si vous faites une loi contre les émigrans , je jure de n'y obéir jamais.

Les murmures de l'extrémité de la partie gauche redoublent ; on entend des applaudissemens.

Voici mon projet de décret :

« L'assemblée nationale , après avoir entendu la déclaration faite par son comité de constitution , qu'aucune loi sur les émigrans ne peut se concilier avec les principes de la constitution , a décrété qu'elle passerait à l'ordre du jour.

» Sans entendre préjudicier à l'exécution des précédens décrets sur les obligations des fonctionnaires publics, pour mesure du moment voici ce que je propose :

» L'assemblée nationale déclare que le mois qu'elle a donné aux fonctionnaires publics finit. »

M. Vernier propose de faire concourir tous les comités à la confection d'une loi aussi instante que nécessaire. La priorité est accordée à cette motion.

L'orateur ayant demandé de nouveau la parole , M. Goupil s'écrie : « Quel est le titre de la » dictature qu'exerce M. Mirabeau dans l'assemblée ? »

L'orateur veut parler, il est interrompu par une partie du côté gauche :

Monsieur le président , je prie MM. les interrupteurs de se rappeler que j'ai toute ma vie combattu le despotisme , et d'être persuadés que je le combattrai toute ma vie.

On entend quelques applaudissemens.

Je prie aussi M. Goupil de se souvenir qu'il s'est mépris autrefois sur un Catilina dont il repousse aujourd'hui la dictature. Je supplie maintenant l'assemblée de considérer qu'il ne suffit pas d'intercaler dans une proposition qui en contient plusieurs autres une motion d'ajournement...

Il s'élève des murmures dans la partie supérieure du côté gauche.

Il ne suffit pas de compliquer deux ou

trois propositions, et de les développer....

Ces mêmes murmures recommencent.

Silence aux trente voix!... Il ne suffit pas, dis-je, d'amalgamer deux ou trois propositions, et de les revêtir du nom d'ajournement, pour obtenir pour elles un ajournement pur et simple. L'ordre du jour vaut bien, je crois, la motion de M. Vernier, à laquelle, si l'assemblée veut l'adopter, je fais cet amendement : « Qu'il soit décrété que d'ici à l'expiration de l'ajournement, il n'y aura pas d'attroupement. »

Une grande partie de l'assemblée applaudit; le reste murmure. Après de vifs débats, pour savoir s'il y a lieu, ou non, à délibérer sur la proposition de M. Vernier, l'assemblée décide qu'il y a lieu à délibérer, et la proposition est adoptée.

SÉANCE DES 22, 23, 24 ET 25 MARS.

Ces séances furent principalement consacrées à la discussion du projet de loi sur la régence. Ce projet donna lieu à l'examen des ques-

tions suivantes sur lesquelles Mirabeau a énoncé son opinion.

Première question. La régence sera-t-elle héréditaire ou élective ?

Deuxième question. Dans le cas où le roi mineur n'aurait pas de parens réunissant les conditions requises, l'élection se fera-t-elle au moyen d'un corps électoral, ou bien alors le régent sera-t-il nommé par la législature ?

Troisième question. A quelle époque fixera-t-on l'entrée du roi mineur au conseil ?

MM. Cazalès et l'abbé Maury sont d'avis de l'ajournement.

Mirabeau :

Si je demande l'ajournement, ce n'est pas que je pense, comme M. Cazalès, que la question de la régence n'en présente une foule d'autres à éclaircir. Il est vrai que n'ayant pu rêver à ce plan, puisque j'étais extrêmement malade...

Il s'élève des murmures.

je n'ai pas un avis prononcé moi-même...

Les murmures recommencent.

Puisque vous le voulez, je vous dirai que vous aussi vous n'en avez pas. J'ai pensé qu'un projet de loi de plusieurs pages, que vous n'avez pu comparer avec ses bases, pouvait paraître, à une assemblée aussi sage que la vôtre, susceptible de n'être pas décidé dans ce moment. Je ne m'oppose pas à ce que l'on aille aux voix, si je me trompe sur cette question, que vous avez pu connaître en un instant un projet de huit pages.

Nouveaux murmures.

Je m'oppose à ce qu'on m'empêche de faire une observation sur le premier article. Je suis en dissentiment avec M. Cazalès. Il a tort de croire que l'on puisse déclarer que le régent ne peut en aucun sens être chargé de la garde du roi ; le régent, étant l'instrument de la royauté, a la surveillance universelle. Le projet du comité est plus conforme aux principes. La tournure qu'y voulait donner M. Cazalès me paraît moins raisonnable et mal exprimée. Quant aux divers articles du projet, il s'y

trouve de grandes lacunes qu'il faudra remplir. Mais mes premiers aperçus ne m'ont paru jamais bien précieux pour moi-même ; jugez de ce qu'ils sont pour les autres.

L'assemblée décide que la discussion sera ouverte dès le jour même. Barnave parle avec beaucoup d'éloquence pour prouver que la régence doit être héréditaire. L'abbé Maury veut qu'elle soit élective.

Mirabeau :

Il me paraît que du choc des opinions il naît une question que , préliminairement à tout débat ultérieur , il faut éclaircir. M. Barnave veut que la régence soit héréditaire comme la royauté. M. Maury la demande élective. J'avoue que j'ai été surpris de voir transporter sans examen à l'hérédité de la régence les motifs qui ont déterminé l'hérédité de la monarchie. Pourquoi a-t-on rendu la monarchie héréditaire, malgré les incommensurables inconvénients de l'hérédité ? C'est que les inconvénients des élections étaient plus grands encore peut-être , et plus funestes à la

tranquillité publique et à la paix sociale. Mais si ces inconvénients ne se retrouvent pas dans l'élection très-circonsrite du régent, pourquoi chercher à les éviter en nous donnant ceux de l'hérédité ? Pourquoi prendre un régent des mains du hasard ? Cette grande question de savoir si la régence sera héréditaire ou élective, doit donc être préliminairement décidée. Je voudrais que la discussion fût réduite à ce point.

On applaudit.

Je demanderais alors la parole pour examiner si la régence doit être élective, et s'il y a de bonnes raisons pour prendre un régent des mains du hasard.

Barnave avait combattu avec succès l'opinion que l'orateur venait d'énoncer.

Mirabeau répond en ces termes :

Puisqu'on ne s'oppose pas à ce que les questions préliminaires à toute discussion soient posées, je n'anticiperai pas sur la

• solution , car je n'ai pas d'avis fait , et ce n'est pas après m'être plaint de ce qu'on voulait discuter à la hâte une semblable matière , ce n'est pas après avoir invoqué les lumières de la discussion qu'il me conviendrait d'en avoir un.

Il s'élève beaucoup de murmures.

• Je répondrai , en homme que les battemens de mains n'étonnent pas plus que les murmures , que je respecte les objections fortes , et que j'estime même les objections spécieuses , parce qu'elles forcent à se replier sur soi-même et à penser ; mais je ferai quelques observations sur ce que le préopinant a hasardé pour faire préjuger la question. Et d'abord , quant au fait allégué par le préopinant , je réponds qu'il n'existe pas , et que , l'assemblée n'ayant rien statué encore sur l'inviolabilité du régent , sur l'identité des fonctions , des droits et des devoirs attribués à la régence et à la royauté , on ne peut pas dire que l'identité de la régence et de la royauté force à rendre celle-là héréditaire comme celle-ci.

Pour ce qui est de la crise dont on vous a fait un effrayant tableau , en cas d'élection , je réponds qu'elle existe pour toutes les régences , pour toutes les minorités : c'est toujours une grande crise politique , que la vacance du trône , que la minorité d'un prince ; mais on ne peut l'éviter , et elle est peu redoutable dans un gouvernement bien constitué.

J'arrive à la troisième objection , et je déclare qu'elle me paraît mériter d'être scrutée dans tous ses détails , parce qu'elle est raisonnable , et même forte sous certains rapports. Sans doute un régent électif obtiendrait plus de faveur qu'un régent héréditaire , parce que le choix de la réflexion et de la confiance donne et doit donner plus de crédit que celui du hasard. Cette objection doit donc être examinée ; mais elle ne tire nulle force des exemples récents qu'a cités le préopinant. Dans les secousses morales et politiques que nous avons éprouvées depuis deux ans , deux , trois ou dix hommes , s'ils avaient formé les projets qu'on suppose , en cas desuccès ,

n'en auraient été qu'un peu plus vite , un peu plus sûrement à la potence. — Puisqu'on a cité Cromwel , je rappellerai un mot de cet homme , qui connaissait si bien les choses et les hommes , puisqu'il en avait tiré un si grand parti , et qu'il leur avait imprimé une direction si puissante. Il passait avec Lambel , son fidèle compagnon ; les applaudissemens , les *bravo* retentissaient autour d'eux ; Lambel était enthousiasmé de ces acclamations ; Cromwel , ce grand scrutateur du cœur humain , pour dégriser son ami , lui dit : « On nous applaudirait bien davantage si nous allions » à l'échafaud. »

Eh ! messieurs , ne croyez pas que , quand une constitution est faite , on puisse tirer un grand et surtout un durable parti d'une crise momentanée ; et soyez sûrs qu'en ce genre , comme en tout autre , on ne recueille pas autre chose que ce qu'on a semé. Pendant que je parlais et que j'exprimais mes premières idées sur la régence , j'ai entendu dire avec cette indubitabilité charmante à laquelle je suis - des long-temps

apprivoisé : « Cela est absurde , cela est » extravagant , cela n'est pas proposable. » Eh bien ! je déclare que , dans cette assemblée , je connais de très-bons citoyens , des esprits très-éclairés qui ont de grands doutes sur la question , et qui s'apprentent à soutenir l'élection de la régence. J'en conclus que la question doit être posée ainsi , qu'elle a besoin d'être discutée , et que , quand on propose une chose quelconque , avant de dire : « C'est absurde , c'est extravagant , c'est improposable , » il faut y avoir bien réfléchi , ce qui , en tout état de cause , ne gâte rien.

La discussion s'étant continuée pendant plusieurs séances , Mirabeau monta encore une fois à la tribune :

J'ai dit hier , dans cette assemblée , que mon avis n'était pas formé sur la question qui vous occupe ; cependant les feuilles du soir ont répété à l'envi que j'avais prêché la régence élective. Mais qu'importent les feuilles du soir ? Marchons à la question. La régence sera-t-elle héréditaire ou élec-

tive , ou plutôt (car un régent ne succède à rien , ainsi l'expression *régence héréditaire* est impropre) la régence sera-t-elle fixée d'une manière invariable , ou déterminera-t-on seulement le mode qui doit former la régence ? Telle est la véritable question , dans laquelle je me suis aperçu , ainsi qu'en maintes occasions , que beaucoup d'hommes prenaient leur horizon pour les bornes du monde. Je vais chercher s'il n'est pas quelques aspects nouveaux sous lesquels on la peut considérer ; s'il est vrai que , dans toutes les hypothèses , elle intéresse la sûreté de la monarchie , et peut altérer la régularité du gouvernement ; si un bon constitutionnaire ne doit pas voir que cette question n'a qu'une importance factice , émanée de nos vieilles idées de l'ancien régime ; qu'enfin il est assez indifférent qu'un régent soit bon ou mauvais , ce qui simplifierait beaucoup la question.

Il s'élève des murmures.

Il y a d'abord un grand aspect sous lequel

la question n'a été ni vue ni présentée. Plusieurs philosophes , méditant sur la royauté , ont considéré la monarchie héréditaire comme l'oblation d'une famille à la liberté publique. Tout doit être libre dans l'état , excepté cette famille. Le gouffre de l'anarchie est creusé par l'ambition et les factieux ; Décius s'y précipite ; le gouffre se referme : voilà l'emblème de la royauté dans cette théorie.

Le système de l'indivisibilité du privilège auquel tous sont appelés , et qui sépare la famille entière de la nation , conduirait à soutenir que c'est à la famille à nommer le régent. Le droit du plus proche parent n'a lieu qu'à la mort du roi ; alors il s'agit de le remplacer ; au lieu que , dans le cas de la régence , il ne s'agit pas de remplacer le roi , qui existe , quoique enfant , mais de remplacer la royauté ; et ce cas est bien différent de l'autre. La royauté est à la famille ; c'est à la famille à la faire exercer. Les grands mots ne changent rien à la nature des choses , et la régence , après tout , n'est qu'une tutelle. *Second système.* On

pourrait obliger chaque roi à nommer lui-même, pendant sa vie, aussitôt qu'il aurait un enfant mâle, ou même aussitôt que la reine serait enceinte, le régent. On prévient par-là, en partie, les mouvemens du hasard et ceux de l'élection, et l'opinion publique ferait appeler le plus digne. Notre histoire offre plusieurs exemples de régens désignés par les rois. Les rois ne disposaient de la régence que par testament : voilà le vice ; c'est pendant leur vie qu'ils devraient y nommer. *Troisième système.* Parmi les modes d'élections connus, on prévient une foule d'inconvéniens en admettant que le régent élu pourra être périodiquement conservé ou remplacé, car on n'élit que pour bien choisir.

N'est-il donc aucun mode d'élection exempt d'inconvéniens ? les a-t-on tous épuisés ? est-il bien sûr que la véritable élection du peuple soit sujette aux mêmes inconvéniens que celle d'une poignée d'aristocrates ? et croit-on avoir fait une comparaison raisonnable en assimilant, par

exemple, les élections de la Pologne ; de cette république où cent mille gentilshommes, tous électeurs et éligibles, asservissent cinq à six millions d'esclaves, à celles que l'on pourrait disposer et déterminer dans un empire couvert de vingt-quatre millions d'hommes libres, armés pour faire respecter leur volonté contre les factions intérieures et extérieures ? Je pourrais citer cent autres modes, et encore traiter la question d'un conseil de régence mis en parallèle d'un régent ; mais tout ceci n'est pas la question. Considérons-la en soi, dans ses rapports avec la nation, avec le roi, avec la constitution. Le hasard donne les rois, et il y aurait bien des lieux communs plus ou moins ronflans à débiter ici. Faisons seulement deux observations un peu plus substantielles. Le hasard sera souvent tellement aveugle, qu'on regrettera de ne pouvoir le corriger par l'élection. Je n'aurais qu'à supposer deux malheurs pour me faire entendre ; voudrions-nous avoir pour régent l'homme faible, ou coupable ; ou trompé, qui serait alors appelé par la loi ?

Ce n'est pas tout. Prenons garde que la régence peut être un règne de dix-neuf ans, c'est-à-dire un assez long règne; que lorsqu'un roi viendra à peine de naître, le parent le plus proche sera peut-être dans la vieillesse et dans une enfance non moins inactive que celle du roi, et qu'il est ridicule, entre deux enfans, de ne pas vouloir choisir un homme. La Providence donne des rois faibles, ignorans, ou même méchans; mais si nous avons un mauvais régent, c'est nous qui l'aurons voulu. Voilà pour la nation. Voyons pour le roi, qui est l'homme de la nation, et qu'ainsi elle doit doublement protéger. Vent-on consulter le passé? Notre histoire future sera certainement moins prageuse que celle de cette ancienne monarchie où tous les pouvoirs étaient confondus. Cependant plusieurs circonstances semblables peuvent encore se reproduire. Or, dans combien de cas n'aurait-il pas été dangereux que le parent le plus proche de la couronne eût été régent? Quand on n'examine pas cette question de fort près, on est d'abord frappé

de cette idée : puisque le parent le plus proche pourrait être roi , pourquoi ne serait-il pas régent ? Mais voici entre ces deux cas une différence très-sensible. Un roi n'a de rapports qu'avec le peuple , et c'est par ces rapports seulement qu'il doit être jugé. Un régent , au contraire , quoiqu'il ne soit pas chargé de la garde du roi mineur , a mille rapports avec lui ; et il peut être son ennemi , il peut avoir été celui de son père. On a dit qu'un régent , soutenu de la faveur populaire qui l'aurait choisi , pourrait détrôner le roi. Prenez garde que cette objection ne soit encore plus forte contre le parent le plus proche. Le premier ne pourrait réussir qu'en changeant la forme du gouvernement ; il aurait contre lui la seule partie de la nation et tous les autres membres de la famille royale : le second , au contraire , pour régner même en vertu de la loi , n'aurait qu'un crime obscur à faire commettre , et n'aurait plus à craindre de concurrens. Q'importe que la garde du roi ne lui soit pas confiée ? A-t-il plus d'un pas à franchir ?

Mais voici d'autres objections tirées de la nature même de notre constitution. La véritable théorie du gouvernement ne conduit-elle pas à l'élection de la régence ? quand un roi est mineur , la royauté ne cesse pas , elle devient inactive ; elle s'arrête comme une montre qui a perdu son mouvement. C'est à l'auteur de la montre à lui redonner son mouvement. Plus on creuse le système d'élection , et plus on le trouve conforme aux véritables principes. Un régent n'est qu'un fonctionnaire public. Est-il dans l'esprit de la nouvelle constitution que toutes les fonctions publiques soient électives , hors de la royauté ? Il est encore dans l'esprit de notre constitution que l'égalité soit respectée partout où elle peut être. Or , l'élection de la régence conserverait une espèce d'égalité entre les membres de la famille royale. D'un autre côté , un régent n'est réellement autre chose qu'un premier ministre , irrévocable pendant un certain temps ; car , pendant la régence , tout se fait au nom du roi : or , quand un roi mineur ne peut pas choisir

son ministre , à qui est-ce à le choisir , si ce n'est au corps législatif ? L'ordre des idées conduit donc à ce résultat , et par conséquent au système d'élection. Voilà les inconvéniens du système adverse. Voici les avantages de la théorie des élections pour la nation. Montesquieu a très-bien remarqué que dans certaine époque de notre histoire l'on élisait nos rois ; mais dans la famille royale , la royauté n'avait pas cessé pour cela d'être héréditaire : une pareille élection était plutôt un droit d'exclure qu'un droit d'élire. Or , est-il avantageux pour la nation que , dans certain cas , le corps législatif puisse exclure indirectement , et qu'elle puisse élire ? Il faut plus de talent à un régent qu'à un roi. Le premier imprime, naturellement moins de respect , et c'est peut-être pour cela que presque toutes les régence^s ont été orageuses. Or , par l'élection , on aurait le moyen de confier provisoirement l'exercice de la royauté au membre de la même famille qui en serait le plus digne pour le roi ; on parviendrait par-là à donner une grande leçon au roi

mineur , en lui présentant , sous le nom d'un régent , l'exemple d'un bon roi ; mais ceci devient encore un avantage immense pour la nation . Eh ! puisque quelques règnes de bons princes , clair-semés dans l'espace des siècles , ont préservé la terre des derniers ravages du despotisme , que ne feraient pas , pour l'amélioration de l'espèce humaine , quelques bonnes administrations rapprochées les unes des autres !

Ne serait-il pas aussi très-utile de démontrer à cette famille , placée en quelque sorte en dehors de la société , que son privilège n'est pas tellement immuable , que son application ne dépende quelquefois de la volonté nationale ? Cette famille pourrait même s'améliorer sous ce rapport ; car chaque règne pouvant offrir à chacun d'eux une royauté passagère , tous chercheraient à s'y préparer , à s'en rendre dignes , tous ménageraient l'opinion publique et apprendraient les devoirs des rois . Il me semble aussi que l'élection pour la régence rappellerait à certaines époques la véritable source de la royauté . Et il est bon

que ni les rois ni les peuples ne l'oublient.

Le système des élections est donc très-convenable, messieurs, et même très-plausible, très-favorable, avec quelque légèreté qu'on l'ait traité dans un premier aperçu.

Cette question, sous le point de vue électif, a un grand désavantage à être traitée pour nous et parmi nous. Assoupis et presque incorporés à la royauté héréditaire par la plus longue des habitudes, nous l'avons reconnue comme préexistante à la constitution, nous n'avons pas même tourné notre pensée à un mode d'élection, parce que nous n'en avons pas besoin. Mais, certes, de ce que la solution de ce problème ne nous est pas nécessaire, il ne s'ensuit pas qu'il soit insoluble.

Eh ! pourquoi transporterait-on dans une institution qui n'entraînerait pas les inconvénients avoués des élections, les inconvénients incontestables de l'hérédité ?

Mais, messieurs, il est temps de vous faire remarquer la source commune de toutes les erreurs sur cette matière, et notamment de l'importance exagérée que l'on

attache aux diverses opinions qui vous ont été soumises ; on voit toujours dans un roi, dans un régent , ce qu'ils étaient. Celui-là, l'agent presque unique de tous les biens et de tous les maux d'une grande nation , durant un long règne ; celui-ci, un roi absolu pendant plusieurs années. Rien de tout cela n'est plus ; là où une constitution existe , là où la liberté publique est établie sur de bonnes lois et sur le respect de ces lois , un roi n'est plus que l'exécuteur suprême de ces lois , sans cesse réprimé comme protégé par elles, sans cesse surveillé comme soutenu par la multitude des bons citoyens qui font la force publique. Là aussi un régent , qui ne l'est que pour un nombre d'années déterminé, n'est au fond qu'un ministre principal sous des formes plus augustes et plus relevées. Il y a bien là de quoi faire des intrigues sans doute ; il en existe bien , et il en existera toujours pour des places de commis de bureaux ; mais il n'y a pas de quoi nourrir des factions. Lorsqu'on fait sonner ce mot, en pareille occasion, on pense aux Orléans,

aux Condé sous Charles VII ; aux Montmorency et aux Guise sous François II , et l'on ne pense pas que là où il n'y a plus de roi absolu, un régent n'est plus un roi absolu.

Alors tombent toutes ces objections de l'enfant de la faveur populaire , qui bientôt usurpateur de la royauté , rival heureux de toutes les autorités légitimes , va renverser en un moment toute la constitution , fouler aux pieds toutes les lois , et tout cela aux applaudissemens de cette nation dont l'estime et la faveur l'ont porté à une place qui , comme toute autre , a ses limites , ses surveillans , ses envieux et ses ennemis. Tout cela est exagéré , et tout cela est déraisonnable. Ce qui ne l'est pas , ce me semble , c'est que le choix du régent étant en soi assez indifférent , il vaut mieux suivre la pente de nos goûts , de nos habitudes , et fixer le régent à l'avance sous un mode invariable ; et , pour résumer en peu de mots les avantages que l'on vous y a montrés , 1°. que la délégation de la régence au parent le plus proche tient davantage aux idées reçues ; 2°. qu'il serait peut-être dangereux

d'offrir le spectacle d'une régence élective à côté d'une royauté héréditaire ; 3°. que le parent le plus rapproché du trône sera censé s'être mieux préparé à remplir les fonctions de la royauté ; 4°. qu'il sera plus intéressé à ne pas la laisser dégrader qu'aucun autre membre de la famille , attendu qu'il sera plus près de la recueillir. Je pense donc que le plan du comité peut être adopté.

On murmure.

Sur cette première question , l'assemblée délègue la régence en ligne directe au parent majeur le plus proche par les mâles, suivant l'ordre d'hérédité au trône.

On demande que la prestation de serment de fidélité à la constitution soit une des conditions nécessaires pour être régent. M. de Montlausier fait observer qu'un prince pourrait avoir des raisons qui l'excuseraient de n'avoir pas prêté son serment ; *il pourrait avoir fait un voyage d'outre-mer.*

Mirabeau :

Je crains que le préopinant ne se soit trompé : il a dit, voyage d'outre-mer ; peut-être voulait-il dire, voyage d'outre-Rhin.

On rit et on applaudit.

Deuxième question. Le régent doit-il être nommé par un corps électoral, ou par la législature?

Mirabeau :

Je ne demande pas à discuter, parce que ce n'est point à mon tour à avoir la parole, et parce que j'ai à présenter une considération qui tend à reculer la discussion. Je crois le mode du projet inacceptable sous tous les rapports. Je ne sais pas bien ce que c'est que des électeurs assemblés pour nommer d'autres électeurs dans une occasion aussi inimaginable. D'un autre côté, il y a des inconvénients énormes à faire, sous quelque prétexte que ce soit, d'une législature un corps électoral. Cela me paraît une dérogation à tous les principes.

Dans cette alternative, tout le monde convient que la détermination n'est pas pressée. On a le temps de chercher un mode qui accorde tout le monde. Mais lorsque le comité abandonne presque lui-même son mode d'élection, lorsque du moins il en a une grande méfiance, peut-

être trouverait-on que le plus sage serait d'ajourner cette question particulière, et de continuer l'examen du reste du projet.

L'article XIX du comité fixait le temps de l'entrée du roi au conseil à quatorze ans, sans voix délibérative. M. Desmeuniers proposa de retrancher de l'article ces mots : *sans voix délibérative*, et que l'on y substituât ceux-ci : *pour son instruction*.

Mirabeau :

Que l'on cesse de s'inquiéter sur le temps qui sera fixé pour l'entrée du roi mineur au conseil ; que l'on ne fixe pas plutôt quatorze ans que quinze , à moins que l'on ne décide aussi qu'il ne s'y agitera que des fariboles. Disons seulement que l'enfant royal entrera au conseil quand le régent le voudra.

On murmure.

M. Lapoule : « Je demande la parole pour combattre la proposition de M. Mirabeau. »

Mirabeau :

Puisque M. Lapoule veut combattre ma proposition , je la retire.

On murmure.

*...

M. Lapoule : « L'humilité de M. Mirabeau lui
 » réussit toujours assez bien. Puisqu'il retire sa
 » proposition, je demande que l'article soit ré-
 » digé en ces termes :

» Article XIX. Le roi, parvenu à l'âge de qua-
 » torze ans accomplis, assistera au conseil, pour
 » son instruction seulement. »

On applaudit. Cette rédaction est adoptée.

SEANCE DU 2 AVRIL 1791.

Mirabeau avait succombé le 2 avril au matin,
 sous le poids d'une maladie grave qui, en
 cinq jours, l'avait conduit au tombeau.

M. le président annonce à l'assemblée la perte
 prématurée qu'elle vient de faire de M. Mira-
 beau l'aîné..... « Je ne vous rappellerai pas,
 » dit-il, les applaudissemens que vous avez
 » donnés si fréquemment à ses talens ; il a des
 » titres bien plus grands à nos regrets et aux
 » larmes que nous versons. »

Un morne silence règne dans l'assemblée ; sur la
 proposition de l'un de ses membres elle décide
 à l'unanimité, que ses regrets seront exprimés
 dans le procès verbal ; que M. l'ancien évêque
 d'Autun sera invité à faire lecture de l'ouvrage
 de Mirabeau sur les successions (1), ouvrage

(1) Cette matière était à l'ordre du jour.

qui lui avait été remis par son auteur la veille de sa mort ; elle décide en même temps que ce discours sera imprimé.

Sur l'invitation de l'assemblée, M. l'ancien évêque d'Autun monte à la tribune. Il s'exprime en ces termes :

« Je suis allé hier chez M. de Mirabeau ; un grand concours remplissait cette maison , où je portais un sentiment encore plus douloureux que la tristesse publique. Ce spectacle de désolation remplissait l'âme de l'image de la mort : elle était partout, hors dans l'esprit de celui que le danger le plus imminent menaçait. Il m'a fait demander. Je ne m'arrêterai point à l'émotion que plusieurs de ces discours m'ont fait éprouver. M. de Mirabeau, dans cet instant, était encore homme public ; et c'est encore sous ce rapport qu'on peut regarder comme des débris précieux ces dernières paroles qui ont été arrachées à l'immense proie que la mort vient de saisir. Rassemblant tout son intérêt sur la suite des travaux de cette assemblée, il a su que la loi sur les successions était à l'ordre de ce jour ; il a témoigné de la peine de ne pas assister à cette discussion , et c'était avec des regrets pareils qu'il paraissait évaluer la mort. Mais comme son opinion sur l'objet qui vous occupe est écrite , il me l'a confiée pour vous la lire en son nom. Je vais remplir ce devoir : il n'est pas un seul des ap-

plaudissemens que cette opinion va mériter qui ne doit reporter dans le cœur une émotion profonde. L'auteur de cet écrit n'est plus ; je vous apporte son dernier ouvrage ; et telle était la réunion de son sentiment et de sa pensée , également voués à la cause publique , qu'en l'écoutant , vous assistez presque à son dernier soupir. »

M. de Talleyrand lit :

*DISCOURS SUR L'ÉGALITÉ DES PARTAGES DANS
LES SUCCESSIONS EN LIGNE DIRECTE.*

MESSIEURS ,

Ce n'est que par degrés qu'on peut opérer la réforme d'une législation vicieuse , soit que le législateur craigne de renverser d'un seul coup le fondement de toutes les erreurs que son génie lui découvre , soit qu'il n'aperçoive ces erreurs que successivement , et qu'il ait besoin d'avoir déjà beaucoup fait pour connaître tout ce qu'il doit faire.

Vous avez commencé par détruire la féodalité , vous la poursuivez aujourd'hui dans ses effets : vous allez comprendre

dans vos réformes ces lois injustes que nos coutumes ont introduites dans les successions. Mais, messieurs, ce ne sont pas seulement nos lois, ce sont nos esprits et nos habitudes qui sont tachés des principes et des vices de la féodalité. Vous devez donc aussi porter vos regards sur les dispositions purement volontaires qui en sont l'effet. Vous devez juger si ces institutions d'héritiers privilégiés, de préciputs, majorats, substitutions, fidéicommiss, doivent être permises par les lois qui régleront désormais nos successions.

Les comités de constitution et d'aliénation viennent de vous présenter un projet qui embrasse toute la matière des propriétés relatives aux successions et partages. Les détails de cette intéressante loi vont vous occuper successivement; mais ils dépendent d'une question qu'il importe d'approfondir, d'un principe qu'il faut reconnaître. Il nous faut examiner, relativement aux chefs de famille, ce qui concerne le droit de tester, ses fondemens et ses limites. Alors seulement nous toucherons à

la source de tous les abus ; alors, peut-être, nous sentirons la nécessité de les détruire tous ensemble par le bienfait de la loi que l'on vous propose.

Voici donc la question fondamentale qui se présente : la loi doit-elle admettre chez nous la libre disposition des biens en ligne directe ? c'est-à-dire , un père ou une mère, un aïeul ou une aïeule doivent-ils avoir le droit de disposer à leur gré de leur fortune , par contrat ou par testament, et d'établir ainsi l'inégalité dans la possession des biens domestiques ? C'est ce que je me propose d'examiner.

Les formes et les règles testamentaires ont varié et varient encore à l'infini chez les divers peuples de la terre, et souvent chez le même peuple ; mais , à quelques exceptions près, la faculté de tester a été accordée de tout temps à tout citoyen qui possède quelque propriété transmissible , et qui n'est pas dans le cas particulier d'incapacité.

Ceux qui ont traité cette matière ont pu se méprendre sur le fondement et le ca-

ractère d'un système aussi général. Ce qui est universellement adopté peut être regardé aisément comme un principe pris dans la nature. Des erreurs bien plus grossières ont échappé à la philosophie des légistes.

Si le droit dont jouissent les citoyens , de disposer de leurs propriétés pour le temps où ils ne seront plus , pouvait être regardé comme un droit primitif de l'homme , comme une prérogative qui lui appartient par les lois immuables de la nature , il n'est aucune loi positive qui pût les en priver légitimement. La société n'est pas établie pour anéantir nos droits naturels , mais pour en régler l'usage , pour en assurer l'exercice. Cette question , sur la faculté de disposer arbitrairement de ses biens par testament , n'en serait donc pas une , surtout dans une constitution comme la nôtre , dont le premier caractère est le respect pour les droits de l'homme.

Il faut donc voir ce que la raison prononce à cet égard. Il faut voir si la propriété existe par les lois de la nature , ou

si c'est un bienfait de la société. Il faut voir ensuite si, dans ce dernier cas, le droit de disposer de cette propriété par voie de testament en est une conséquence nécessaire.

Si nous considérons l'homme dans son état originaire, et sans société réglée avec ses semblables, il paraît qu'il ne peut avoir de droit exclusif sur aucun objet de la nature; car ce qui appartient également à tous n'appartient réellement à personne.

Il n'est aucune partie du sol, aucune production spontanée de la terre qu'un homme ait pu s'approprier à l'exclusion d'un autre homme. Ce n'est que sur son propre individu, ce n'est que sur le travail de ses mains, sur la cabane qu'il a construite, sur l'animal qu'il a abattu, sur le terrain qu'il a cultivé, ou plutôt sur la culture même et sur son produit, que l'homme de la nature peut avoir un vrai privilège.

Dès le moment qu'il a recueilli le fruit de son travail, le fonds sur lequel il a déployé son industrie retourne au domaine

général , et redevient commun à tous les hommes. Voilà ce que nous enseignent les premiers principes des choses.

C'est le partage des terres , fait et consenti par les hommes rapprochés entre eux, qui peut être regardé comme l'origine de la vraie propriété; et ce partage suppose, comme on le voit, une société naissante, une convention première, une loi réelle. Aussi les anciens ont-ils adoré Cérès , comme la première législatrice du genre humain.

Et c'est par-là, messieurs, que la matière que nous traitons est liée aux lois politiques, puisqu'elle tient au partage des biens territoriaux, à la transmission de ces biens, et par-là même à la grande question des propriétés dont ils sont la source.

Nous pouvons donc regarder le droit de propriété, tel que nous l'exerçons, comme une création sociale. Les lois ne protègent pas, ne maintiennent pas seulement la propriété; elles la font naître en quelque sorte, elles la déterminent, elles lui donnent le rang et l'étendue qu'elle occupe dans les droits du citoyen.

laissée en général aux citoyens de disposer de leurs fortunes , la loi réprime la prodigalité par l'interdiction : on pourrait citer vingt autres exemples.

La société est donc en droit de refuser à ses membres , dans tel ou tel cas , la faculté de disposer arbitrairement de leurs fortune. Le même pouvoir, qui fixe les règles testamentaires et annule les testamens quand ces règles ont été violées , peut interdire en certaines circonstances les testamens mêmes , ou en limiter étroitement les dispositions ; il peut déterminer , par sa volonté souveraine , un ordre constant et régulier dans les successions et les partages.

Il ne s'agit donc plus que de savoir si ce que le législateur peut , il le doit faire ; s'il doit refuser au citoyen qui a des enfans la faculté de choisir entre eux des héritiers privilégiés.

Les lois romaines l'accordent , on le sait ; et c'est un grand argument pour plusieurs juristes.

J'ignore , messieurs , s'il faut rendre

grâces à ces lois romaines , ou s'il ne faut pas se plaindre de leur empire sur la jurisprudence moderne. Dans les siècles des ténèbres , ces lois ont été notre seule lumière ; mais dans un siècle de lumières , les anciens flambeaux pâlisent ; ils ne servent qu'à embarrasser la vue , ou même à retarder nos pas dans la route de la vérité.

Peut-être est-il temps qu'après avoir été subjugués par l'autorité des lois romaines , nous les soumettions elles-mêmes à l'autorité de notre raison ; et qu'après en avoir été esclaves , nous en soyons juges. Peut-être est-il temps que nous sachions voir dans ces lois le génie d'un peuple qui n'a point connu les vrais principes de la législation civile , et qui a été plus occupé de dominer au dehors que de faire régner l'égalité et le bonheur dans ses foyers. Peut-être est-il temps que nous rejetions des lois où la servitude filiale découlait de l'esclavage , autorisé par ces lois mêmes ; où un chef de famille pouvait non-seulement déshériter tous ses enfans , mais les

vendre; où la crainte, repoussant le fils du sein paternel, éteignait ces doux rapports, flétrissait ces tendres sentimens que la nature fait naître, et qui sont les premiers rudimens de la vertu. Peut-être est-il temps que les Français ne soient pas plus les écoliers de Rome ancienne que de Rome moderne; qu'ils aient des lois civiles faites pour eux, comme ils ont des lois politiques qui leur sont propres; que tout se ressente, dans leur législation, des principes de la sagesse, non des préjugés de l'habitude; enfin qu'ils donnent eux-mêmes l'exemple, et ne reçoivent la loi que de la raison et de la nature.

Or, messieurs, que nous dit cette nature, dans la matière que nous discutons? Si elle a établi l'égalité d'homme à homme, à plus forte raison de frère à frère, cette égalité entre les enfans d'une même famille ne doit-elle pas être mieux reconnue encore et plus respectée par ceux qui leur ont donné la naissance?

C'est un axiome de droit devenu vulgaire, que les enfans sont les héritiers naturels de

leurs parens ; ce qui indique à la fois , et la légitimité du titre en vertu duquel une famille entre dans l'héritage laissé par ses chefs , et l'égalité du droit que la nature donne à chacun de ses membres sur cet héritage.

Il serait superflu de déduire ici les raisons qui établissent ce droit de succession des enfans dans la propriété des biens de leurs pères. Quoi qu'on pût opposer à ces titres , il n'en résulterait rien qui pût ébranler l'opinion commune, au sujet de ce droit d'hérédité , et affaiblir la juste protection que la société lui accorde.

Puisque le droit de propriété sur la plupart des biens dont les hommes jouissent est un avantage qui leur est conféré par les conventions sociales , rien n'empêche , si l'on veut , qu'on ne regarde ces biens comme rentrant de droit , par la mort de leurs possesseurs , dans le domaine commun , et retournant ensuite , de fait , par la volonté générale , aux héritiers que nous appelons légitimes.

La société a compris que , si les biens

abandonnés par la mort de leurs possesseurs ne doivent pas servir à grossir les fonds publics, que s'il faut à ceux qui disparaissent d'entre les vivans, des successeurs particuliers qui les remplacent dans leurs possessions, ces successeurs ne pouvaient être pris que dans la famille même qui était en quelque sorte copropriétaire de ces mêmes biens. La société a senti que les propriétés étant durables, tandis que les propriétaires périssent, la succession de père en fils était le seul moyen raisonnable de représenter le premier acquéreur des biens. La société a senti que c'est moins ici une nouvelle prise de possession par voie d'héritage, qu'une continuité des mêmes jouissances et des mêmes droits, résultant de l'état précédent de communauté. Enfin la société a senti que, pour transférer les biens d'un défunt hors de sa famille, il faudrait dépouiller cette famille pour des étrangers, et qu'il n'y aurait à cela ni raison, ni justice, ni convenance.

Cette loi sociale, qui fait succéder les enfans aux pères dans la propriété des

biens domestiques , doit se montrer dans toute sa pureté , quand le chef de famille meurt *ab intestat*. Alors les enfans qui succèdent partagent selon les lois de la nature , à moins que la société ne joue ici le rôle de marâtre , en rompant à leur égard la loi inviolable de l'égalité.

Mais il ne suffit pas d'avoir fait disparaître de notre code ce reste impur des lois féodales , qui , dans les enfans d'un même père , créaient quelquefois , en dépit de lui , un riche et des pauvres , un protecteur hautain , et d'obscurs subordonnés ; lois corruptrices , qui semaient des haines là où la nature avait créé la fraternité , et qui devenaient complices de mille désordres , si pourtant il n'est pas plus vrai de dire qu'elles les faisaient naître. Il ne suffit pas d'avoir détruit jusqu'au dernier vestige de ces lois funestes ; il faut prévenir par de sages statuts les passions aveugles , qui n'auraient pas des effets moins pernicioeux que ces lois mêmes ; il faut empêcher l'altération qu'elles apportent insensiblement dans l'ordre civil.

Voyez , messieurs , l'état actuel de la société ; considérez-le comme un dernier effet de nos institutions , de nos lois ; comme un résultat de ce qu'ont été et de ce qu'ont fait nos devanciers. Voyez , dans ce résultat , pour combien l'on peut y faire entrer tout le mal qu'a produit , pendant des siècles , le vice de nos lois testamentaires , et la monstrueuse inégalité des partages qui en a été la suite. Certainement vous trouverez , par cette analyse , que ces mauvaises lois ont fortement contribué à écarter de plus en plus la société de la nature ; vous trouverez qu'il ne sera pas indifférent , pour l'y ramener ; de tarir cette source d'écarts et de désordres :

Ce serait donc une résolution juste en elle-même , conforme à la nature des choses , et salutaire dans ses effets ; ce serait une résolution également sollicitée et par l'intérêt social , et par l'intérêt domestique , que celle qui supprimerait dans les familles toute disposition testamentaire dont l'objet serait d'y créer une trop grande inégalité dans les partages.

Cette institution ne serait pas nouvelle dans l'histoire des lois matrimoniales. On connaît la législation du premier peuple de la Grèce. Je ne parle pas de ses anciennes lois, un peu sauvages; elles ne permettaient aucun testament. Je parle des lois faites dans un siècle civilisé, de celles qui furent données par Solon. Eh bien ! ce législateur célèbre, en réformant sur ce point la loi générale des Athéniens, en admettant le droit de tester, excepta néanmoins de ce droit les chefs de famille. Il voulut que tout fût réglé, dans les successions en ligne directe, par les lois de la république, et rien par la volonté des citoyens.

Eh quoi ! n'est-ce pas assez, pour la société, des caprices et des passions des vivans ? Nous faut-il encore subir leurs caprices, leurs passions, quand ils ne sont plus ? N'est-ce pas assez que la société soit actuellement chargée de toutes les conséquences résultant du despotisme testamentaire, depuis un temps immémorial jusqu'à ce jour ? faut-il que nous lui préparions encore tout ce que les testateurs futurs peu-

vent y ajouter de maux par leurs dernières volontés, trop souvent bizarres, dénaturées même ? N'avons-nous pas vu une foule de ces testamens où respiraient tantôt l'orgueil, tantôt la vengeance, ici un injuste éloignement, là une prédilection aveugle ? La loi casse les testamens appelés *ab irato* ; mais tous ces testamens qu'on pourrait appeler *à decepto*, *à moroso*, *ab imbecilli*, *à delirante*, *à superbo*, la loi ne les casse point, ne peut les casser. Combien de ces actes, signifiés aux vivans par les morts, où la folie semble le disputer à la passion ; où le testateur fait de telles dispositions de sa fortune, qu'il n'eût osé de son vivant en faire confidence à personne ; des dispositions telles, en un mot, qu'il a eu besoin pour se les permettre de se détacher entièrement de sa mémoire, et de penser que le tombeau serait son abri contre le ridicule et les reproches !

Le silence de l'assemblée est interrompu par des applaudissemens.

Je ne sais, messieurs, comment il serait

possible de concilier la nouvelle constitution française, où tout est ramené au grand et admirable principe de l'égalité politique, avec une loi qui permettrait à un père, à une mère, d'oublier à l'égard de leurs enfans ces principes sacrés d'égalité naturelle ; avec une loi qui favoriserait des distinctions que tout réprouve, et accroîtrait ainsi, dans la société, ces disproportions résultantes de la diversité des talens et de l'industrie, au lieu de les corriger par l'égalité de la division des biens domestiques.

Le concours de la loi et de l'opinion a détruit chez nous cette prépondérance générale que les noms et les titres se sont arrogée trop long-temps. Il a fait disparaître ce pouvoir magique qu'un certain arrangement de lettres alphabétiques exerçait jadis, parmi nous. Ce respect, cette admiration pour des chimères a fui devant la dignité de l'homme et du citoyen. Or, je ne sais rien de mieux, pour faire repousser des rejetons à cette vanité ensevelie, que de laisser subsister des usages testamentaires qui la favorisent, de cultiver en

quelque sorte par les lois ce fonds trop fertile d'inégalité dans les fortunes. Il n'y a plus d'ainés , plus de privilégiés dans la grande famille nationale ; il n'en faut plus dans les petites familles qui la composent.

Ne voyez-vous pas quelle est la manie de ceux qui , nés sans fortune , sont parvenus de manière ou d'autre à s'enrichir ? Enflés de cet avantage , ils prennent aussitôt un certain respect pour leur propre nom ; ils ne veulent plus le faire passer à leurs descendants qu'escorté d'une fortune qui le recommande à la considération ; ils se choisissent un héritier parmi leurs enfans ; ils le décorent par testament de tout ce qui peut soutenir la nouvelle existence qu'ils lui préparent ; et leur orgueilleuse imagination se peint , par-delà même le tombeau , une suite de descendants qui feront honneur à leurs cendres. Ah ! étouffons ce germe de distinctions futiles ; brisons ces instrumens d'injustice et de vanité.

Messieurs , il en est d'un mauvais gouvernement comme d'une mauvaise machine , les défauts s'y corrigent quelquefois

les uns par les autres , et le mouvement se soutient encore au moyen de ces misérables compensations. Mais une pièce vient-elle à se rompre , on ne peut la refaire sans remanier en quelque sorte tout l'ouvrage.

Dans notre précédent gouvernement , une multitude de victimes étaient sacrifiées par la barbarie des lois féodales , ou par l'orgueil paternel , à la décoration d'un premier-né. Alors les ordres religieux , les bénéfiques , les couvens , les places de faveur appelaient les rebutés des familles : voilà deux maux , dont l'un servait en quelque sorte de remède à l'autre. Aujourd'hui , grâce à la sagesse courageuse de cette assemblée , ces lieux de refuge sont fermés ; mais aussi il ne faut plus d'opprimés qui les réclament. Si , d'un côté , les spéculations de l'intérêt ne peuvent plus souiller nos autels ; que , de l'autre , des enfans réprouvés par leurs propres pères n'aient plus à regretter ces ressources justement prosrites.

Le côté gauche et les tribunes applaudissent vivement.

Mais quoi ! les avantages domestiques qui naissent en foule d'un système parfait d'égalité dans les familles ne forment-ils pas un des plus forts argumens pour l'y établir ? Les rapports naturels qui unissent les pères à leurs enfans , les enfans à leurs pères, ne se resserrent-ils pas, quand vous écartez ces pratiques dénaturées , placées entre eux par une société mal ordonnée ?

Ah ! on ne le voit que trop , ce sont les pères qui ont fait ces lois testamentaires ; mais en les faisant ils n'ont pensé qu'à leur empire , et ils ont oublié leur paternité. Ils en ont été punis , en faisant naître dans le cœur de leurs enfans , à la place des sentimens doux et sincères , de ce penchant naturel d'amour , de respect et de gratitude , des motifs de crainte et des vues secrètes d'intérêt ; ils en ont été punis , en préparant quelquefois les dérèglemens et le malheur de ces favoris de leur vanité.

Et les enfans entre eux ! Je demande si l'inégalité du sort qui les attend n'est pas

d'avance une source de jalousie , de haine ou d'indifférence domestique , et si ces tristes et naturels effets ne se prolongent pas souvent dans la société, de manière à diviser pour toujours des branches d'une même famille. Or , vous le savez , messieurs , le bonheur de la société se compose en plus grande partie d'affections privées ; c'est dans les foyers domestiques que se forment les sentimens et les habitudes qui décident de la félicité publique.

Et quelle source féconde de querelles , de difficultés , de procès , ne serait pas tarie par ce moyen simple et naturel ! Les tribunaux ne retentissent que trop de contestations causées par l'obscurité des lois , le choc des usages , l'incertitude du droit entre les diverses classes de citoyens ; c'est bien pis encore quand la discorde traîne les familles devant les juges : alors l'acharnement est d'autant plus vif , les difficultés plus interminables , et le ressentiment plus profond , que les liens du sang sont plus étroits ; la société en est déchirée , et le scandale s'ajoute à la ruine.

Il y a plus , et je pense que toute l'éducation d'une famille tend naturellement à se régler sur le sort qui attend les enfans dans le partage des biens domestiques. L'inégalité de ce partage appelle l'inégalité des soins paternels , celle même des sentimens et de la tendresse. Mais, tandis que le fils privilégié , qui fait plus particulièrement l'espoir et l'orgueil de ses parens , reçoit une éducation plus recherchée , lui , de son côté , sentant que son sort est fait dans le monde , et qu'il s'agit bien moins pour lui d'être que de paraître , de se rendre utile que de jouir , profite comme on peut le croire des soins qu'on lui donne. Quant au reste de la famille , vouée en quelque sorte à l'obscurité , son éducation se ressent de la destinée qu'on lui prépare. C'est ainsi que tout se corrompt sous l'influence des mauvaises lois.

La société , sans doute , a droit aussi de demander à ses législateurs qu'ils ne la privent plus des membres utiles que les lois testamentaires lui ont enlevés jusqu'à ce jour. Pourquoi , peut-elle leur dire , con-

sacriez-vous à l'oisiveté , au dérèglement. (ce qui est souvent la même chose) , ces privilégiés des familles qui se croient par leur fortune faits uniquement pour les plaisirs ? Pourquoi , pour favoriser un mariage qui ne flatte souvent qu'un vain orgueil , en empêcheriez-vous plusieurs qui pourraient être fortunés ? Pourquoi condamneriez-vous au célibat plusieurs enfans de la même famille , en faisant dévorer par un seul d'entre eux l'établissement de tous les autres ? Pourquoi , surtout , ces filles tendres , sensibles , dont les égards et les services ont contribué plus particulièrement au bonheur de leurs proches , pourquoi seraient-elles les premières victimes de ces prédilections dictées par l'orgueil et les préjugés ? Pourquoi ne pourraient-elles donner naissance à une postérité qui les récompensât de leur tendresse par le même attachement et les mêmes soins ?

Oui , messieurs , l'égalité de partage des biens domestiques est liée avec les moyens d'encourager les mariages , d'accroître la population , d'augmenter le nombre des

propriétés foncières ; comme elle tient au moyen d'entretenir cette égalité générale , qui est à la fois l'un des principes et l'un des points de vue de votre excellente constitution.

Si l'on vous dit que la nature est une puissance protectrice, qui combattra suffisamment dans l'âme d'un père l'injustice , la dureté , la partialité envers ses enfans , je répondrai par le fatal pervertissement dont cette faible nature est trop susceptible ; je répondrai par des exemples qui ne sont que trop éclatans et trop nombreux , et j'ajouterai que ce n'est pas aux lois à favoriser les passions dont l'influence a tant d'étendue ; que ce n'est pas aux lois à faire prévaloir les préjugés , les fantaisies , les injustices d'un homme , dans le temps même où il n'est plus , sur les intérêts de la génération présente et ceux de la postérité.

Mais quoi ! un fils sage et respectueux ne pourra-t-il pas être distingué , par le testament de son père , d'un fils rebelle et sans conduite ! Quoi ! ce qu'un enfant aura dis-

ai pé en folles dépenses , son père ne pourra pas en indemniser ses autres enfans , et rétablir ainsi l'équilibre !

Messieurs , ne faisons pas ce sophisme trop commun , de supposer dans un renouvellement de choses tous les vices naissans de l'ancien régime , et de croire nécessaires , dans l'état de force et de santé , les mêmes mesures , les mêmes préservatifs que dans l'état de faiblesse et de maladie. En créant de meilleures lois , en instituant une éducation vraiment nationale , en rappelant partout l'égalité , en rendant l'estime publique nécessaire , que ne faisons-nous pas pour les bonnes mœurs et pour en inspirer le goût au jeune âge !

Tout est lié dans l'état civil. Si l'on voit la jeunesse se corrompre , c'est que les sources de corruptions lui sont ouvertes. Le fils privilégié n'est pas toujours séduit le premier par ses espérances de fortune. Souvent cette perspective appelle de bonne heure les faux amis ; elle provoque les offres des avides séducteurs , des complaisans mercenaires. Établissez l'égalité dans les

familles , vous écarter le piège , vous attaquez le désordre dans les premiers fermens qui l'excitent. Prévenir le mal , c'est mieux faire qu'y remédier.

Eh ! dira-t-on encore , les pères ne pourront-ils pas échapper également à l'intention de la loi, par des dons arbitraires faits de leur vivant aux objets de leur prédilection ?

Messieurs , quand la loi a tout fait pour le bon ordre , on ne peut pas s'en prendre à elle si les hommes sont encore plus adroits pour l'éluder qu'elle n'est puissante pour les contenir. Mais , dans un gouvernement libre , osons croire à l'amour des lois et à leur empire sur le cœur de l'homme. Osons croire qu'un bon citoyen rougira de transgresser les lois dans le sein même de sa famille , et qu'il ne se permettra pas pendant sa vie des préférences injustes qui lui sont interdites après sa mort. Enfin il y a toujours une grande différence entre l'état de choses où le mal est permis , favorisé par la loi , et celui où il est commis malgré la loi même.

Croyez-le , messieurs ; l'éducation domestique , pour être bonne , doit être fondée sur des principes d'exacte justice , de douceur et d'égalité. Moins les lois accorderont au despotisme paternel , plus il restera de force au sentiment et à la raison. Dites aux pères que leur principal empire doit être resserré dans l'autorité de leurs vertus , dans la sagesse de leurs leçons et les témoignages de leur tendresse. Faites-leur sentir que ce sera là désormais leur première puissance domestique , et vous verrez qu'ils seront d'autant plus excités à faire usage de ces douces armes , à les aiguïser en quelque sorte , à les rendre sûres et irrésistibles. Ainsi l'union , les soins réciproques , l'amour fraternel et filial , s'enrichiront de tout ce qu'aura perdu l'esprit de domination et d'intérêt. Il n'existera plus alors qu'une sorte d'enfans privilégiés , d'enfans qui recueilleront ce qu'il y a de plus précieux dans l'héritage de leurs pères : ce seront ceux qui emporteront le plus de fruit de la bonne éducation qu'ils auront reçue.

Je conclus donc à ce que l'assemblée nationale adopte les dispositions qui sont la base du projet soumis à son examen , savoir :

1°. Qu'à l'avenir , toutes institutions de préciputs, majorats, fidéicommiss, par contrat ou testament, soient prohibés entre toutes personnes ; et qu'à l'égard de ces institutions actuellement existantes , il soit statué des mesures convenables pour assurer la jouissance de celles échues et l'abolition des autres.

2°. Que toute personne ayant des descendants en ligne directe ne puisse disposer par testament que d'une quotité déterminée de ses biens.

Mais je m'oppose autant qu'il est en moi à ce que cette quotité soit le quart des biens du testateur , selon le projet du comité , cette proportion beaucoup trop forte étant contraire aux principes que j'ai développés , et reproduisant en grande partie les vices d'inégalité dont il faut extirper ici la racine , ce qu'il sera aisé de démontrer , quand la discussion aura atteint cet article. Je

demande donc que cette quotité , dont les chefs de famille pourront disposer par testament , soit bornée à la dixième partie de leurs biens. C'est assez pour ceux qui désireront laisser après eux quelques témoignages d'affection , de reconnaissance particulière ; et c'est trop pour ceux qui sont animés d'autres sentimens.

Je demande donc :

10. Que l'ordre et le partage des successions en ligne directe ascendante et descendante soient invariablement fixés par la loi ;

Qu'il soit assuré aux héritiers dans cette ligne les neuf dixièmes de la masse des biens de celui auquel ils succéderont ;

Et qu'en conséquence , l'usage des donations entre-vifs , institutions contractuelles , dispositions testamentaires sans charges de rapport , et généralement toutes autres dispositions tendantes à déranger l'ordre de succéder et à rompre l'égalité dans les partages , soient prohibées aux ascendans envers leurs descendans , et respectivement jusqu'à concurrence de neuf dixièmes dans

ladite masse, sauf la libre disposition de la dixième partie en faveur des personnes étrangères à la ligne.

2°. Que les substitutions et fidéicommiss soient à l'avenir prohibés entre toutes personnes ;

Et qu'à l'égard des substitutions qui ont commencé d'avoir leur exécution , ou sous la foi desquelles il a été contracté des alliances , elles ne conservent d'effet que dans un degré et par une seule mutation , toute extension au delà d'un degré étant révoquée et abolie.

Ce discours , écouté avec une attention religieuse , fut plusieurs fois interrompu par des applaudissemens qui se renouvelèrent à la fin de la lecture qu'on en venait de faire.

FIN DES DISCOURS DE MIRABEAU, A LA
TRIBUNÉ NATIONALE.

PLAIDOYER DE MIRABEAU,

A la sénéchaussée d'Aix.

Mirabeau, privé souvent de sa liberté en vertu des lettres de cachet que l'on avait obtenues contre lui, s'était trouvé pendant quelques années séparé de sa femme. Plusieurs fois elle avait refusé d'accéder à la demande, qu'il lui avait faite de venir le rejoindre dans des villes où il s'était réfugié. La dernière détention qu'il subit, ayant cessé en 1780, il réitéra sa demande auprès de madame de Mirabeau. Il paraît que, dans le nouveau refus qu'il en éprouva, elle suivit moins son désir que la volonté de sa famille. Après avoir épuisé toutes les voies de conciliation, Mirabeau se vit forcé, en 1783, de porter sa réclamation devant les tribunaux. Il combattit avec force les moyens que l'on faisait valoir au nom de madame de Mirabeau, pour obtenir sa séparation d'avec son mari. Les *Mémoires* et *Observations* qu'il publia dans le cours des ses procès, forment une collection aussi précieuse qu'elle est devenue rare aujourd'hui. Nous en avons extrait ce *Plai-*

doyer qui est justement célèbre, persuadés qu'il trouvait naturellement sa place dans les *Chefs-d'OEuvre oratoires* du grand homme.

— Mirabeau plaida lui-même la cause dont nous venons de parler, et le grand talent dont il fit preuve, présageait dès lors en lui un orateur immortel. Il s'exprima devant ses juges dans les termes suivans.

MESSIEURS,

Lorsqu'en 1772 je bénissais le ciel de m'avoir accordé l'épouse que mon cœur avait choisie, et que son cœur m'avait donnée; lorsqu'en 1773, je baignais de larmes le fruit de sa tendresse, dont j'étais destiné à pleurer la mort prématurée, je ne m'attendais pas que dans peu d'années celle que l'amour avait conduite aux pieds des autels, viendrait demander aux tribunaux de nous désunir: et si quelque prophète sinistre m'eût annoncé de tels malheurs, j'aurais repoussé la main cruelle qui m'eût ouvert ce triste avenir.

Le voile est levé: il est trop vrai qu'on a forcé madame de Mirabeau à refuser son

époux , et à rejeter le vœu de son propre cœur. En vain j'ai mis en usage les procédés les plus modérés , les motifs les plus sacrés , les supplications les plus tendres , on n'a pas même daigné me répondre ; on n'a pas daigné me voir ; on n'a pas daigné m'entendre. Séparé de fait par une volonté qui s'est irritée de tout ce que j'ai tenté pour la fléchir , on a négligé de demander un arrêt , et lorsqu'enfin j'ai voulu que cette situation amphibie , également insultante pour les lois , pour les tribunaux et pour les mœurs , eût un terme , on m'a forcé d'exprimer mon vœu par un huissier , en refusant toute espèce d'explication et de conférence avec moi , en refusant , en renvoyant jusqu'à mes lettres.

Il faut donc , messieurs , que vous décidiez entre nous. Hélas ! je ne m'en cache point , j'ai répugné long-temps à cette extrémité douloureuse (on verra bientôt si j'avais lieu de la redouter). Mais quelle âme honnête condamnerait cette répugnance , et n'y compatirait pas ? Ah ! si j'eusse douté du cœur de madame de Mira-

*...

beau ; si ceux qui captivent ses désirs et gênent jusqu'à sa pensée , n'eussent pas compromis mon honneur par d'insultantes calomnies , je n'aurais jamais soutenu ce triste procès. Il est loin de moi l'espoir et le désir de réchauffer un cœur par arrêt ; d'attendre d'un ordre des tribunaux qu'une femme redevienne tendre épouse , fidèle compagne , bonne mère , et que le doux commerce d'une amitié , d'une confiance réciproques , nourrisse de ses illusions des plaisirs empruntés à l'amour.

Mais , quand j'aurais le malheur de croire aux sentimens qu'on prête à madame de Mirabeau , que ne dirait-on pas , si je me refusais à cet étrange procès ? Que n'a-t-on pas dit ? Que n'a-t-on pas tenté ? On a voulu faire , de la réclamation la plus simple , un procès de parti , amener le public , me fermer toutes les portes , m'interdire jusqu'à la vue de mes plus anciens amis , de mes amis les plus chers : on a voulu m'ôter tout secours , tout conseil , tout organe. Les plus célèbres orateurs du barreau ont été précipitamment consultés contre moi ;

tandis que , rassuré par la simplicité de ma cause , et par mon estime pour madame de Mirabeau , je ne cherchais qu'à toucher sa famille par l'excès de ma déférence ; on a cru que je succomberais faute de défenseur.

Mais vous me restez , messieurs , vous allez m'entendre. Vous ne songerez point à l'homme qui vous , parle , vous n'examinerez pas s'il a bien ou mal dit , vous examinerez seulement si sa cause est bonne. Il est un orateur invisible qui plaide au fond des cœurs ; c'est lui que les juges et les spectateurs écoutent ; c'est lui qui parle intérieurement à celui qui parle au dehors ; et c'est lui que doivent entendre tous ceux qui prêtent l'oreille aux discours qui intéressent la société et les mœurs.

Sans doute , il est de ce genre le procès qu'on ose m'intenter au nom de madame de Mirabeau ; et , loin d'offrir aucune de ces discussions litigieuses , où les subtilités et l'adresse des défenseurs peuvent induire en erreur l'équité même , il est du nombre des causes que tous les hommes honnêtes peuvent et doivent juger.

C'est leur arrêt que j'invoque, messieurs, par votre organe. En vain mes adversaires cherchent à s'envelopper de prévention ; en vain les nombreuses erreurs de ma jeunesse plaident en leur faveur ; elles sont toutes étrangères au procès qui nous rassemble. Et si, ce qui pourrait être plutôt une illusion qu'une vérité, l'opinion publique seconde en effet ceux qui m'attaquent, leurs procédés en doivent être plus scrupuleusement examinés.

Tout m'annonce qu'ils ne me combattront, et ne pourront en effet me combattre dans un procès si désespéré, qu'avec des calomnies publiques et secrètes. Je vais être couvert de ce borbier infect ; j'aurai à exprimer l'éponge qui enlèvera cette souillure, pour recommencer souvent ce dégoûtant office ; et si, lassé, affaibli par de continuels soulèvemens de cœur, j'en laisse subsister la trace la plus légère, l'attention du public fixée sur nous, perdant de vue tout ce que j'aurai réfuté, tout ce que j'aurai dédaigné de renvoyer à mes accusateurs, ne mettra d'importance qu'à

cette trace involontairement négligée.....
Telle est la déplorable condition de ceux
que la calomnie poursuit ! telle est la déplorable
condition de l'homme !

Mais n'est-il donc aucun moyen d'honorer, d'ennoblir cette situation cruelle?..
je l'essaierai, messieurs. Loin de moi ce
misérable ergotage, qui veut tirer parti de
tout ; qui ne craint pas d'associer à une
lumière éclatante et pure , la faible lueur
qu'on obtient à force de frottemens ! Loin
de moi surtout cet amour-propre irascible
qui veut n'avoir jamais tort , et qui me
conviendrait moins qu'à tout autre ! Sans
doute, messieurs, la véritable sévérité envers
soi-même est le premier et le plus
noble des devoirs. Sans doute, l'homme
moral se connaît mieux en censure que les
plus forcenés calomniateurs. Je le dis donc
hautement ; j'ai essuyé tous les malheurs
que la fougue de l'âge et des passions peut
attirer sur un jeune homme ; mais c'est
parce que j'ai subi cette épreuve cruelle ,
que ma femme et sa famille me doivent
plus d'indulgence. Mais de toutes ces pas-

sions , de toute cette fougue , il n'a pas résulté un sujet de plainte personnelle à madame de Mirabeau : et tout le monde peut-être eut droit de me condamner , elle seule exceptée.

Pour moi , messieurs , qui viens vous démontrer cette vérité , je me présente aussi pour absoudre madame de Mirabeau , dans votre opinion et dans celle du public , de la conduite qu'on lui fait tenir aujourd'hui et depuis trop long-temps.

Madame de Mirabeau est capable de tous les sentimens et de toutes les actions honnêtes : livrée à elle-même , elle n'est capable que de ceux-là , c'est moi , qui la connais bien , c'est moi , qui semble avoir quelque droit de m'en plaindre ; c'est moi qui vous l'assure ; j'en jure elle-même et l'honneur : et j'ai tant d'estime pour ma femme , que je lui confie ma défense.

En effet , messieurs , pour tout raisonnement , pour tout art , pour toute éloquence , j'ai fait imprimer les seules lettres qu'elle m'ait écrites , depuis que les orages de ma vie nous ont éloignés l'un de

l'autre ; vous avez pu juger par ces témoignages au-dessus de tout commentaire et de tout soupçon, de l'union qui régnait entre nous au temps de mon bonheur, au temps où nous habitions ensemble.

Il s'agit maintenant d'examiner s'il est possible de concilier tout ce qu'elle a dit à moi, tout ce qu'elle a dit de moi dans l'effusion la plus ardente d'un cœur sensible, noble, tendre et pénétré, avec la conduite et le langage auxquels on la contraint aujourd'hui ; s'il est possible d'apprécier mieux l'obsession qui me ravit ma femme, que par les inconséquences auxquelles elle est poussée.

J'entreprends cette discussion, messieurs, et j'oserai vous demander ensuite, j'oserai demander au public, à ce tribunal qui juge tous les juges de la terre, quel est le procès qui nous amène ici ? s'il y a un procès dans cette cause ? si l'on y voit autre chose que le désir forcené de s'opposer à une réunion juste et nécessaire, mais qui n'est pas de l'intérêt de tous ceux qui obsèdent mon épouse ? J'oserai vous demander, s'il

est permis d'abuser ainsi de vos momens , et si vous ne devez pas , par respect pour vos fonctions augustes , vous hâter de rendre madame de Mirabeau à mes vœux , et , je le dis avec assurance , aux siens mêmes.

O toi ! qui m'aimas toujours et qui ne sortis jamais de mon cœur ! toi qu'un regard m'eût ramenée , ah ! n'accuse que nos ennemis communs du triste rôle que tu me forces à jouer ici ! je gémis de celui qu'ils t'imposent , et jamais tu ne me fus plus chère.... Je vais parler de toi comme je t'ai vue , comme je te vois , comme je te verrai toujours , malgré les suggestions de ceux qui veulent nous désunir ; ou plutôt je vais te faire parler le langage qui t'est propre ; le langage qui fut constamment le tien , lorsque tu n'écoutais que ta conscience et ton cœur.... Ne redoute point ma victoire , elle est nécessaire à ton bonheur , sans quoi je ne la voudrais pas : elle sera ton ouvrage. Les expressions de la tendresse , le tribut de la justice , voilà mes armes , voilà ma magie , voilà mes sortilèges.

I.

Mais par où commencer ? que dois-je prévenir ? à quoi me faut-il répondre ? Le procès que l'on me fait en ce jour , est de telle nature , que ma cause et mes droits sont exposés par la lecture de l'acte de célébration de mon mariage , et qu'il est impossible de deviner un seul des moyens dont on prétend appuyer le refus de madame de Mirabeau de me rejoindre.

On nous annonce des griefs de la nature la plus grave ; mais on n'en déduit aucun , et je n'en suis point étonné. Les défenseurs de madame de Mirabeau ont placé dans les lois et les chicanes de forme , tout l'espoir d'un procès qu'on voudrait nous faire abandonner. Mais moi , qui ne veux point de procès ; moi , qui voudrais effacer jusqu'à la plus légère trace de nos dissensions ; moi , pour qui le plus court débat domestique est un véritable malheur , je me hâterai , n'en doutez pas , je me hâterai dès le premier moment où je puis parler à

mes juges, de démontrer à madame de Mirabeau, par l'écho du public, qu'on la trompe, qu'il ne saurait être de procès entre nous. Cette discussion, au reste, est loin d'être étrangère à l'incident qui vous est soumis, messieurs; car la décision de cet incident tient à la nature du fond, dont l'espèce est absolument nouvelle.

En effet, je laisserai la plus libre carrière aux déclamations, la plus grande latitude à la licence de philosopher, d'instituer, de détruire; et sans attester la sainteté d'un sacrement auguste, la sainteté non moins grande d'un contrat sous la foi duquel nous respirons tous; sans examiner encore toutes les belles choses que vous ne manquerez pas de répandre sur la nécessité du divorce, que les Anglais vont s'interdire au moment où vous l'invoquez; sans vous dire que, fût-il en effet nécessaire, les conventions secrètes faites entre les citoyens pour abroger une loi qui n'est pas encore effacée sur le code, n'en seraient que plus funestes: je vous demanderai à quel titre, dans les suppositions les

plus favorables , dans tous les systèmes possibles , vous prétendez m'arracher ma femme ?...

Alléguerez-vous en son nom ces antipathies inexplicables qui repoussent des êtres que leur malheur unit ? Mais madame de Mirabeau ne se cache point de m'avoir épousé , parce qu'elle m'aimait. Qu'une jeune personne , qui ne connaît encore ni le monde et ses dangers , ni l'amour et ses tourmens , ni la séduction et ses pièges ; qui n'a d'autre guide que son inexpérience , d'autre appui que sa faiblesse , d'autres conseils que des parens dont elle se cache ; qui sent son cœur gouverné par des désirs dont elle cherche avec inquiétude à démêler l'objet ; aux yeux de qui sa trompeuse imagination représente l'hymen conduit par l'amour , couronné de fleurs , la sérénité sur le front , la tendresse dans les yeux , les ris sur les lèvres , apportant la félicité d'une main et la liberté de l'autre ; qu'elle se laisse aller au désir d'échapper à tout prix à l'état de fille , et décevoir par un séducteur adroit : on le conçoit sans peine.

Mais madame de Mirabeau, que tout appelait à choisir, pouvait nommer parmi plusieurs rivaux; elle avait même choisi avant de me connaître. C'est pour moi qu'elle a rétracté son choix, et je m'en trouve honoré. Elle m'a vu habituellement pendant six mois, avant de prendre mon nom. Ce n'est donc point à nos préjugés, à nos convenances, à nos institutions sociales qu'elle a été sacrifiée; c'est à son désir, à son choix, à ses vœux que ses parens ont déferé.

Mais si ses parens ont été trop complaisans, si madame de Mirabeau fut trop crédule aux mouvemens de son cœur; si l'amour, qui lui promettait tant de charmes, ne fut pour elle qu'un esclavage triste et cruel.....

Ah! de grâce, ne vous épuisez point en conjectures, articulez-nous des faits. Je vous l'ai dit : c'est à madame de Mirabeau que j'ai confié ma défense; cherchez dans ses lettres ce qu'elle pense de notre union; sans doute vous ne la récuserez pas dans sa propre cause.... Quels regrets plus tou-

chans ! quelles invocations plus tendres ! quels témoignages plus honorables ! quel amour ! quelle estime mieux prouvée ! qui n'a pas été attendri à la lecture des lettres de ma femme ! C'est Fannia, cette Fannia que l'amour conjugal a rendue si célèbre, et qui disait à son époux : *Ton sort sera le mien; comme je n'ai de plaisir qu'en toi, je ne puis avoir de peine que de ne pas vivre et mourir avec toi* (1). Eh ! qui ne gémirait pas qu'une union, si rare dans une certaine classe de citoyens, fût brisée ? qui, même parmi ceux qui veulent croire que madame de Mirabeau gagnera son procès, ne la plaindrait pas d'être obligée de renverser l'autel de l'hyménée, elle qui l'avait tant décoré !

Deux années entières, les deux seules années de bonheur domestique que le sort m'ait accordées, notre union a fait notre félicité commune, de quelques traverses que des circonstances malheureuses et mes

(1) Pline le jeune.

fautes eussent déjà semé ma carrière. Nous éprouvions des contrariétés, nous avions des dettes ; mais madame de Mirabeau savait mieux qu'un autre que, si véritablement il m'eût été possible d'en avoir beaucoup moins, il m'avait été impossible de n'en point contracter. Nous avions des dettes ; mais quelque raisonnable que fût madame de Mirabeau sur sa dépense personnelle, elle ne pouvait qu'être touchée de ce qu'une grande partie de ces dettes n'avait d'autre motif que le désir actif et sans cesse renaissant d'orner l'idole de mon cœur. J'avais des dettes, et j'étais tourmenté pour ces dettes ; mais jamais la tendresse conjugale, si ce n'est la tranquillité domestique, n'en fut troublée. On a vu mes preuves, elles sont publiques, on n'essaiera pas de les détruire.

On est donc obligé de m'abandonner le temps de la cohabitation. Mais a-t-on bien apprécié cette victoire que je dois aux lettres de madame de Mirabeau ? Non, sans doute, messieurs, puisqu'on la laisse plaider.

En effet, parlons aux tribunaux le seul

langage digne de la magistrature, et traçons sous la dictée des lois les vrais principes qui doivent juger cette cause.

Les liens du mariage, indissolubles de droit et de fait, rendent les biens et les maux communs entre ceux qu'ils unissent, *consortium omnis vitæ* (1). Tel est le mariage, et tel est le principe qui, dans notre religion, notre législation et nos mœurs, a fait proscrire le divorce. La séparation de corps n'est pas un divorce; elle n'en a l'effet ni pour le temps, ni pour les conséquences; elle n'est précisément qu'une *séparation d'habitation*. C'est ainsi que les jurisconsultes l'appellent; toujours ils la regardent comme momentanée, et tous ils conviennent qu'elle laisse subsister dans toute leur force les liens du mariage.

Ils sont également unanimes sur la nature des moyens qui peuvent autoriser une demande en séparation. Il faut, disent-ils, que l'habitation commune présente des

(1) Lex I. ff. de ritu nuptiar.

dangers, qu'elle soit devenue odieuse et impossible par l'iniquité et la tyrannie du chef de la société conjugale.

Les accidens sans nombre, dont notre faible vue et notre fol orgueil composent le domaine de l'aveugle fortune, peuvent assaillir un homme ; ses biens, sa santé, sa raison, son état même peuvent disparaître ; mais toujours sa compagne lui reste.

Une fois admis au bonheur attaché à l'union des deux sexes, les époux sont également soumis aux conditions qu'ils s'imposent l'un à l'autre, et à celles que la société leur impose. Ces conditions sont que leurs plaisirs et leurs peines, leurs accidens et leurs avantages, en un mot leur destinée, deviennent communs.

Les lois qui le voulurent ainsi sont prises dans la nature, puisque la perpétuité des nations est le pivot de la société. Aussi n'est-ce qu'en invoquant des principes tirés du droit naturel même, qu'une femme peut demander la séparation de corps. On n'écoute point ses convenances momentanées ; on dédaigne ses caprices ; on se méfie



des âmes faibles et incertaines qui changent d'un jour à l'autre de situation et de sentiment; aujourd'hui dans les désirs et les enchantemens de l'amour, demain dans les langueurs de l'indifférence et même dans les querelles d'une rupture, on se garde de leur accorder un divorce, sur lequel de tels êtres auraient bien de la peine à prononcer eux-mêmes peu d'heures après l'avoir demandé. La société serait bouleversée chaque jour, ou bientôt desséchée, si le législateur n'avait pas prévu une telle mobilité, si la femme pouvait demander une séparation de corps, sans qu'il y eût à craindre pour elle, c'est-à-dire pour sa propre vie, qu'elle n'a pu donner. Il faut qu'elle paraisse réclamer et défendre la conservation de son être. Cette première propriété, ce premier droit de tout individu est le seul qu'une femme n'ait pas mis en communauté dans le pacte du mariage. Ainsi nul motif légal pour séparer d'habitation, que la preuve certaine que la cohabitation serait contraire à la première loi de la nature, à celle de la conservation des êtres.

Eh ! quelle est la femme qui désavouera ce vœu de la loi ? quelle est celle qui niera que son plus grand intérêt ne soit d'appartenir toute sa vie à l'homme auquel elle s'est donnée une fois ? Il est dans l'amour que nous accordent les femmes , un sacrifice que l'orgueil ou la délicatesse met au-dessus de tout ; elles ne peuvent le faire qu'une fois à un seul homme. La rapidité même de leur jeunesse , la fragilité de leurs attraits les obligeraient à la constance ; plus elles ont vécu avec un homme , plus elles ont intérêt de vivre avec lui (1). Certainement elles seront plus souvent malheureuses par leur légèreté que par constance ; et si , comme elles le prétendent , comme les hommes sensibles aiment à le croire , elles l'emportent sur nous par le don d'aimer , ce don , peut-être le plus grand de tous les charmes , et qui devait , à ce titre , leur appartenir , ne leur a été donné que pour le faire servir au bonheur des deux sexes.

(1) Garat , sur le Divorce.

Je viens de tracer les principes, la rigueur des principes; exigera-t-on que je les applique à la cause? osera-t-on supposer que la cohabitation que je désire, que madame de Mirabeau absente et gémissant de mon absence, a tant invoquée; osera-t-on supposer qu'elle contrarierait le premier droit de mon épouse, et menacerait sa vie?... Ah! je sais ce que la calomnie peut oser; je sais ce qu'elle ose, et mon cœur bondit d'horreur à l'idée de ses excès.... Mais nous sommes dans le temple de la justice; peut-on m'y inventer des crimes? peut-on y soutenir que madame de Mirabeau a tout à craindre de moi? peut-on supposer entre nous cet effroyable ordre de choses, sans dire, sans prouver que ma femme n'a pas été en sûreté auprès de moi?

Comment jugera-t-on notre cohabitation? sera-ce sur des clameurs confuses répétées par une foule de bouches téméraires, et avouées d'aucunes? sera-ce sur des imputations vagues et des faits inarticulés?... tandis qu'ils sont là, les témoignages chéris de la tendresse, de la confiance,

de l'estime, de la reconnaissance de madame de Mirabeau. *J'en appelle à ton tribunal ; il a toujours été juste pour moi..... Sans toi l'univers est un désert pour ton Emilie..... Dieu veuille nous rejoindre bientôt, car nous ne sommes pas faits pour être séparés.*

Et l'on oserait dire que la cohabitation entre nous est dangereuse ? quelle ne doit pas être continuée ? qu'elle est impossible ? tandis que pour qu'elle soit possible, il suffirait qu'il ne parût pas que mon épouse eût couru près de moi des risques auxquels il serait dangereux de l'exposer encore. Et tout serait dit alors : car si la cohabitation n'est pas impossible, elle est nécessaire.

Des risques, bon Dieu ! des risques ! quelle injure je fais à madame de Mirabeau ! quelle injure je fais à moi même ! et quel monstre n'aurait pas désarmé sa douceur ? quel homme de courage éprouva jamais un autre sentiment auprès du sexe faible, que le désir de le défendre et de le rendre heureux de son bonheur ? Ah ! lais-

sons aux méchans le cruel plaisir de chercher, de trouver partout des coupables ! laissons-leur cet odieux raffinement de calomnie d'empoisonner jusqu'aux expressions de ma tendresse, jusqu'au sentiment qui me fait m'honorer d'avoir été choisi par ma femme : renfermons-nous dans son témoignage. Elle en appelait à mon tribunal ; j'en appelle au sien ; elle a prononcé ; ses lettres sont un arrêt que vous confirmerez , messieurs. Et puisqu'aux ministres des lois , il ne faut que le langage des lois , je vous le dis avec assurance : il suffirait que madame de Mirabeau ne prouvât point de sévices pour qu'on me laissât dans mes droits d'époux. Mais ses lettres excluent jusqu'à la possibilité des sévices. Il faudrait autant d'absurdité que de mauvaise foi , pour oser en supposer désormais.

C'est de l'habitation , messieurs , qu'il s'agit dans ce procès , et de rien de plus (ne le perdons jamais de vue). On ne peut donc le juger que sur la cohabitation. Tout ce qui est étranger à la cohabitation ,

est donc étranger à la cause : il ne suffit pas qu'on dise , au nom de madame de Mirabeau , *elle ne veut pas habiter avec son mari*. Nous débattons ailleurs cette assertion ; contentons-nous d'observer ici que cette volonté , même prouvée , ne serait d'aucun poids dans la cause. Moi-même , messieurs , quand je voudrais consentir à la séparation , quand je voudrais déchirer mon cœur et partager mon être , mon vœu serait impuissant. L'accord des volontés , qui suffit pour unir , ne suffit pas pour séparer. Quand mon bonheur ne serait point engagé dans le procès que je soutiens , ce serait vainement que je partagerais les désirs prétendus de mon épouse. La sanction du magistrat serait refusée à cet accord insocial , et puisqu'il n'existe d'autre moyen de séparer d'habitation deux époux , que l'impossibilité de leur cohabitation , il faut pour donner à madame de Mirabeau une autre habitation que la mienne , il faut qu'on reconnaisse l'indispensable nécessité de cette séparation ; c'est-à-dire , qu'il faut qu'on assure , qu'il faut qu'on ad-

mette non pas l'improbable, non pas l'invraisemblable, mais l'impossible moral, mais l'absurde.

II.

Cependant nous sommes en cause, et l'on annonce de toutes parts que mon procès est détestable, et que je porterai la peine de ma témérité. Cherchons les raisons ou du moins les prétextes d'une telle confiance; et puisque l'examen de la cause ne nous a pas découvert le plus léger moyen de séparation, discutons ceux qu'indique la requête de madame de Mirabeau.

Le premier motif de séparation qu'on allègue en son nom, c'est une interdiction de biens qui fut autrefois prononcée contre moi par le Châtelet de Paris.... Ne vous regardez point avec étonnement, messieurs, vous passerez dans ce procès de surprise en surprise. Il est bien vrai que j'étais interdit (autant que je pouvais l'être), lorsque madame de Mirabeau nourrissait auprès de moi notre enfant; lorsqu'elle devenait une se-

conde fois mère ; lorsque nous habitons ensemble à Manosque, dont j'attesterais volontiers tous les citoyens, garans de notre tendresse mutuelle. J'étais interdit, lorsque madame de Mirabeau m'écrivait de Paris des lettres si tendres, si touchantes. N'importe, je suis interdit : donc je dois être séparé de corps d'avec ma femme. Telle est bien la logique des passions!..

Vous me permettez cependant, messieurs, de ne répondre à ce grave argument qu'en niant le fait sur lequel il repose. Le chef du tribunal auquel j'ai l'honneur de parler, a légalisé lui-même, il y a quelques semaines, les procurations des parens, dont mon père a demandé l'aveu pour lever cette interdiction : et nous attendons tous les jours la sentence du Châtelet de Paris, qui certainement n'a pu m'interdire, mais qui peut bien détruire sa propre sentence.

On allègue au nom de madame de Mirabeau, pour second motif de séparation, les procédures dans lesquelles j'ai été impliqué, et qui ne sont pas purgées.

J'ai dans ma vie essayé deux procédures.

L'objet de la première est une affaire devenue très-sérieuse par l'éclat que l'homme, dont on devait le moins le redouter, jugea à propos d'y donner, et sur laquelle, si je pouvais jamais être pressé de me justifier, je ne saurais rapporter d'apologie plus honorable que les lettres de M. le marquis de Marignan lui-même. Cette affaire, si connue dans la province, que, même en l'exagérant, on n'a pu la dénaturer, est jugée. Elle est donc finie. Si ma partie n'a pas cru me faire signifier ma sentence, sans doute il vous paraîtra dur, messieurs, qu'on excipe contre moi de l'atrocité de la plainte.

Mais, messieurs, ne vous semble-t-il pas bien étrange que l'honneur de deux époux étant solidaire, on réveille au nom de ma femme des accusations criminelles contre moi, tandis que *l'immoralité* d'une telle conduite n'a pas même pour prétexte l'utilité de sa cause? car je serais véritablement décrété de prise de corps, que madame de Mirabeau n'en serait pas moins indissolublement ma femme. Ma mort civile elle-même ne pourrait donner atteinte à notre

union. Madame de Mirabeau , assez généreuse , assez tendre pour m'aimer d'autant plus que je serais malheureux , joignant à l'amour conjugal une sorte d'amour de compassion , l'une des plus vives affections des âmes nobles et des cœurs élevés , se croirait d'autant plus obligée à remplir ses devoirs envers moi , que je serais plus outragé , plus opprimé , plus dénué ; que son père , sa famille , la famille de mon accusateur et la province entière auraient plus manifestement reconnu que si l'imprudence était de mon côté dans cette affaire , tous les torts des procédés étaient à mon adversaire.

Mais que parlé-je de procédés ? ici du moins on n'en veut qu'à mon caractère ; car personne n'aura l'audace de soutenir que la procédure dont il est question , intéresse mon honneur ; mais on en rappelle une autre , au nom de madame de Mirabeau , qui n'intéresse pas moins que ma vie.

En effet , messieurs , la seconde procédure que j'ai essuyée , que l'on indique vaguement dans la requête de ma femme , mais dont on fait retentir cette ville depuis

plus d'une année, est celle prise à Pontarlier, à la requête d'un mari, sur un prétendu rapt de séduction qu'il m'accusait d'avoir commis envers sa femme, et pour lequel j'avais été condamné par contumace à perdre la tête.

Avant qu'on engage madame de Mirabeau dans cette étrange discussion, hâtons-nous de dire qu'il serait bien odieux qu'on relevât en son nom, contre son mari, une accusation criminelle, dont l'accusateur, dont le prétendu offensé a été obligé de se désister. Que dis-je ! il ne forma jamais d'accusation d'adultère : et l'on ose soutenir pour madame de Mirabeau, que *cette procédure dégénère en injure grave contre elle, en une abdication publique de la qualité d'époux* (1), ce qui ne peut s'entendre que d'un adultère authentique et solennel, tel que celui dont on m'avait déclaré atteint et convaincu par une sentence, que les juges qui l'avaient prononcée ont

(1) Termes de la requête.

été obligés d'anéantir après m'avoir entendu. Et que peut-on imaginer en effet de plus inique qu'une prononciation d'adultère, dont le mari n'avait pas proféré l'accusation !

Un mari s'est plaint de ce que j'avais facilité l'évasion de son épouse. Enflammé de l'animosité des ennemis de sa femme, il a, par un renversement de tout idiome, de tout principe, appelé rapt de séduction le délit d'avoir facilité l'évasion d'une femme mariée, délit à la preuve duquel il a succombé. Après cinq années de recherches infructueuses ; après six mois de chicanes et de subtilités, il s'est désisté de sa plainte. (J'ai rendu ce désistement public.) Et l'on voudrait la faire revivre aujourd'hui ! et c'est ma compagne, mon épouse, la moitié de moi-même qu'on tente de flétrir par ce procédé, aussi infâme que le moyen est absurde !

Il l'est, sans doute ; car quelle accusation prétendrait-on relever ? est-ce celle du rapt de séduction ? est-ce celle d'adultère ? si c'est la première, je demande à

madame de Mirabeau , à ses défenseurs , s'ils sont les gardiens de l'ordre public? Je demande comment ils pourraient croire avoir droit de ne pas se tenir pour satisfaits, quand la partie publique a conclu pour mon absolution? quand les juges ont déclaré par le fait que ma conduite en cette affaire était légalement irrépréhensible.

Si c'est la seconde, si c'est l'accusation d'adultère que vous prétendez faire revivre, par une jurisprudence toute nouvelle, et que les bonnes mœurs repousseraient de la main des juges , si les lois la leur présenteraient; une femme sera donc recevable désormais à intenter l'accusation d'adultère contre son mari! son mari bouillonnant d'ardeur et de jeunesse fût-il à cent lieues de cette femme, et cette femme eût-elle refusé de le rejoindre!... Morale sublime! merveilleuse décence! raison profonde! Tout se trouve dans ce beau système de défense.

Mais , dites-moi : madame de Mirabeau va donc changer la nature de son procès; ce n'est plus en séparation que nous plaiderons , ou du moins elle commencera par

demander à être admise à la preuve qu'il a été commis un adultère entre ma co-accusée et moi ; et le mari , et son épouse , et leurs familles respectives trouveront ce procédé aussi régulier que noble... En vérité, vous êtes heureux en expédiens !

Mais vous avez transigé ; oui, sans doute. et il vous était réservé de me reprocher ce procédé noble et généreux. Eh quoi ! parce qu'un vieillard, déjà trop malheureux, et plutôt l'esclave et la victime de mes ennemis que mon ennemi personnel , avait été égaré par des conseils violens et téméraires , je me serais obstiné à affliger sa caducité débile, après avoir été l'occasion et le prétexte des haines furieuses et des agitations pénibles dont on a tourmenté sa vieillesse ? Ah ! loin de moi cette lâcheté coupable ! J'ai transigé , quand mes ennemis m'ont demandé grâce : et si vous en doutez , lisez les mémoires , alors trop célèbres , que je fus forcé de publier pour ma défense. Cherchez dans les registres des greffes , compulsez les recueils les plus nombreux , et trouvez un accusé qui se soit

défendu avec cette énergie ! lisez, et dites, si vous l'osez, que les supplications, la pitié ont arraché son désistement à mon accusateur. J'ai transigé ! et pourquoi ne l'aurais-je pas fait ? Qu'avais-je à demander à ma partie ? Rien que des dommages et intérêts. Et c'est pour cette cupidité sordide que j'aurais prolongé ses tourmens et les miens ! un procès si scandaleux, un éclat si déplorable ! hélas ! pour qui me hâtais-je ? qui fomentait mon impatience ? qui me rendait intolérables tous les délais ? Madame de Mirabeau elle-même, cette épouse trop chérie, dont je ne prévoyais pas le cruel accueil. Mais enfin, j'ai transigé. Je le devais, j'ai transigé pour des dommages et intérêts ; c'est-à-dire que je les ai remis sans hésiter, et avec d'autant plus de plaisir que j'en pouvais espérer de plus considérables, pour expier une erreur qui m'avait été si funeste, qui m'avait privé si long-temps de ma liberté, de mon existence civile. Mais cette transaction, homologuée par les juges saisis du procès, à la requête de l'accusateur même, et sur

les conclusions de l'homme chargé de la vengeance publique; cette transaction porte mon absolution pure et simple. Et c'est mon épouse qu'on voudrait charger de me la disputer! ô honte! ô délire!

Mais cette transaction, que j'atteste comme le monument de mon innocence, porte qu'en cas d'inexécution d'aucune des conventions stipulées, de quelque part que vienne cette inexécution, les parties rentreront dans leurs droits respectifs. Tout n'est donc pas fini : cette procédure n'est que suspendue; chaque jour elle peut revivre.

Voilà l'objection dont on fatigue le public, depuis que la transaction et le jugement de Pontarlier sont connus, présentée dans toute sa force. Je demanderai d'abord, qui peut dire qu'il y aura inexécution de quelque côté? toutes les parties ne sont-elles donc pas assez liées à leur parole par leur propre intérêt? Cependant dévorons cette absurdité; j'y consens. Toujours restera-t-il que je n'ai contracté qu'avec le mari (est-il impossible de le nier en droit?) et que

son désistement contient un aveu qu'il ne peut rétracter. D'ailleurs, on lui ferait injure de supposer qu'il ait exigé que je me sois rendu, envers lui, caution de son épouse.

Mais quand il aurait désiré ce cautionnement, quand je l'aurais souscrit, qui pourrait dire que j'ai eu tort de répondre de la soumission d'un tiers ? qui pourra dire que ce tiers trompera mon espérance ? Ma co-accusée ne saurait la tromper, puisque soumise à des ordres du roi qui ne seront révoqués que du consentement de sa famille et de son mari, l'autorité concourt avec son intérêt, pour me garantir sa fidélité à des engagemens volontaires.

Et quand elle parviendrait à briser à la fois les liens de l'autorité royale ; ceux de l'autorité domestique, ceux d'une convention juridique qu'assure la sanction des tribunaux, ceux enfin de son intérêt et de sa parole, à quoi s'est-elle engagée ? à consentir à la perte de ses gains nuptiaux. C'est une pure spéculation d'argent ; un simple intérêt pécuniaire, pour lequel son

père et sa mère sont garans avec moi , et qui, dût-on recourir à mon cautionnement, ne serait , après tout , qu'un objet de peu d'importance.

C'est donc, en dernière analyse, un cautionnement pécuniaire que j'ai souscrit, et jamais une considération de cette nature ne saurait influer sur un procès en séparation , qui , d'ailleurs , ne gagnerait rien à ce qu'on établît que l'accusation pourrait renaitre. Car, enfin une accusation de rapt, de séduction envers une femme mariée, ne sera jamais qu'une absurdité, que j'ai tellement dévoilée , qu'il ne faut pas craindre de l'entendre articuler de nouveau par des hommes de loi.

Et, dans tous les cas , osera-t-on avouer au nom de madame de Mirabeau , qu'elle pourrait jamais se résoudre à renforcer , par ses refus , les soupçons d'une accusation capitale contre son mari ? Enfin , messieurs , est-elle de votre compétence cette accusation qu'il vous faudrait juger ? Madame de Mirabeau n'a pas le droit de la porter à votre tribunal. Sous aucun aspect

vous n'avez celui d'en connaître; et l'on n'a pas, sans doute, espéré de vous faire oublier que, dans une telle question, des tiers tout-à-fait étrangers à mon procès avec madame de Mirabeau, des tiers qui appartiennent à la haute magistrature, seraient essentiellement compromis, et profondément intéressés.

Vous avez beau vous débattre, s'écrient les défenseurs de madame de Mirabeau, le ministère public est toujours le maître de relever une accusation qu'une cour souveraine n'a pas jugée. Vous pouvez donc, à tous les instans, vous retrouver sous le glaive de la loi; et l'on n'ordonnera pas que votre épouse rentre dans la couche nuptiale, avec la crainte continuelle de vous en voir arracher par les ministres de la justice.

Je puis sans doute, comme tout autre, être accusé chaque jour de ma vie par le ministère public qui veille pour tous les citoyens (et l'on n'exigera pas, pour me rendre ma femme, que je donne caution pour le reste de ma vie); mais, comme eux, je

ne puis l'être que pour un délit public. Or, celui sur lequel j'ai transigé, non-seulement, n'est pas de ce genre; mais plus qu'aucun autre il est du nombre des délits qui ne peuvent être déférés à la justice que par l'offensé. La procédure dont on rappelle le souvenir, n'a jamais offert aux tribunaux qu'une accusation de rapt, de séduction envers une femme mariée (délit chimérique que nos lois ne connaissent pas); et quelques prétendus indices d'un adultère dépourvu de toute preuve, dont on neût jamais droit de connaître, parce que le mari ne le déféra jamais, et dont le procureur général ne pourrait poursuivre la vengeance qu'en accusant ce mari de la plus lâche des complicités. Qu'on cesse donc de vouloir dénaturer des erreurs judiciaires, qui ne portèrent en aucun temps que sur les délits privés. Celui qu'on prétend offensé ne se plaint pas. Lorsque personne ne se plaint, le ministère public, revêtu de l'autorité tutélaire, et non des fonctions d'inquisiteur, ne peut être excité. Lors même qu'il intervient dans des

débats entre particuliers, c'est plutôt pour tenir la balance entre l'accusateur et l'accusé; c'est plutôt pour qu'on n'abuse pas contre celui-ci de la rigueur des formes, que pour aiguïser et diriger contre lui le glaive vengeur de la justice.

Puisque la procédure dont il s'agit est muette pour le ministère public, dites-nous, je vous prie, dans la supposition que vous faites, quel serait son instigateur? De quel dénonciateur le crayon censorial enregistrera-t-il le nom? Le livre de la censure va-t-il donc devenir une table de proscription, un signal de guerre intestine, chargé de réveiller la vengeance, l'animosité, la haine entre les citoyens? Non, sans doute. Malheur à qui ne voit dans le magistrat des mœurs et de l'ordre public que le vengeur social! Il est aussi le pacificateur des citoyens; et la branche d'olivier doit plus souvent encore orner sa main, que le sceptre de fer de Dracon la surcharger.

Lorsqu'une querelle privée a divisé trois familles, lorsqu'elles se sont accordées pour

*...

l'étouffer, lorsqu'elles ont obtenu une sanction légale à cet accord, si quelque bouche incendiaire essaie de rallumer quelque étincelle des ressentimens amortis, le devoir de l'homme public est de dissiper ce souffle infect par un souffle de paix; son devoir est de repousser tous ceux qui se présenteraient pour réveiller des procès scandaleux sur lesquels les intéressés sont apaisés. . .

Et voilà comme se renverse de mille manières cet argument odieux qu'on présentait comme un géant, et qui n'est qu'un pygmée. Voilà comme on voudrait rendre madame de Mirabeau complice d'une infamie gratuite, pour l'avilir, s'il était possible, à mes yeux. Mais je la connais trop pour lui attribuer rien de méprisable, rien de perfide; et je jure de ne lui imputer aucun des outrages qu'on accumulera sur ma tête, aussi long-temps que ses volontés, ses actions et jusqu'à ses opinions, seront captives. C'est mon Emilie, ma tendre Emilie, si douce, si sensible, si pénétrée de l'amour de ses devoirs; c'est la compagne et la consolatrice de mes malheurs, que

je vois toujours , que je ne cesserai jamais de reconnaître dans madame de Mirabeau.

On assure cependant que je l'ai diffamée ; et c'est le dernier motif de séparation qu'on allègue, au nom de madame de Mirabeau.

Sans doute , pour qui connaît le cœur humain, le seul acte de réclamer ma femme prouve assez que je n'attentai jamais à son honneur. Mais l'honneur en général , et surtout celui d'un sexe pour qui la délicatesse fut inventée comme la compagne nécessaire de la beauté, son honneur est mieux servi par le silence que par les éloges même. Je me contenterai donc d'observer ici que j'ai désavoué dans mes lettres à mon beau-père, à ma femme , tous les mémoires dont elle aurait à se plaindre , comme indignes de moi , comme injurieux pour moi. Ce désaveu est resté sans réponse , et j'en devais conclure que ma famille adoptive en était satisfaite. J'ajoute, quant aux lettres quelconques que j'ai pu écrire aux gens en place et qu'on atteste , que je n'en dois

aucun compte , soit parce que des lettres missives sont sous la garde de la foi publique , soit parce que des plaintes même , déposées dans le sein des ministres du roi , ne sauraient passer pour des diffamations.

Des diffamations contre ma femme ! moi dont le désespoir dans les excès de ma sévérité la plus chagrine , de ma jalousie la plus injuste , fut de penser que je ne pouvais plus la rendre heureuse ! des diffamations ! eh ! n'aurais-je pas été la première victime de ma vengeance ? Quel mal aurais-je fait à ma femme , que je n'eusse pas senti ? Ah ! si les hommes , dont le sentiment est droit et la tête saine , sont bons par sagesse , ils sont aussi cléments par vengeance ; c'est la seule qui soit à leur usage. Mais aucun homme , à moins d'être un furieux sans âme et sans esprit , n'a diffamé la mère de son fils. Les enfans forment un nœud vraiment indissoluble entre les deux sexes , entre ceux qui leur ont donné l'être. C'est là l'invincible raison qui s'oppose au divorce ; et mon fils vivait , au temps où l'on prétend que je diffamais sa mère , sa

mère que je ne demanderais pas si j'avais cessé de l'estimer, sa mère dont je n'aurais pas été jaloux, si j'avais cessé de l'aimer!

Arrêtons-nous ici, messieurs. Voilà donc la requête de madame de Mirabeau épuisée; voilà ce qu'une multitude de conférences de célèbres avocats d'Aix a produit en faveur du système de ceux qui veulent m'ôter ma femme. J'ai déjà parcouru une longue carrière, et il semble que je n'ai rien dit sur l'incident que vous allez juger.

Mais, messieurs, vous laisserez cette erreur à ceux qui ont intérêt à l'accréditer, à ceux qui, ne voulant que m'enlacer dans d'éternelles longueurs, s'efforcent de gagner leurs fins provisoires, indépendamment de toute discussion de la cause, parce qu'ils n'ignorent pas qu'il est légalement impossible qu'ils gagnent davantage, et qu'il leur faut voiler jusqu'au dernier instant la futilité de leurs moyens de fond. Ils se sont renfermés dans des généralités indéfinies, dans des énonciations vagues, comme si leur demande provisoire n'était pas même susceptible de controverse. Je le crois comme

eux, messieurs, qu'elle ne l'est pas; je crois que, dans la thèse générale et surtout dans l'espèce particulière, il est impossible de laisser madame de Mirabeau chez M. son père, et je vais établir en peu de mots mon opinion, déjà très-éclaircie par les lettres de M. de Marignane, par la discussion du fond, par les lettres et les requêtes de madame de Mirabeau, et surtout par la contradiction manifeste qui se trouve entre ses écrits et les démarches que l'on fait en son nom.

III.

Les fins provisoires et la demande en séparation de madame de Mirabeau doivent être jugées sur les mêmes principes, parce qu'elles dependent du même fait. Ses fins provisoires, comme la demande en séparation, n'ont pour base que la supposition de la volonté de madame de Mirabeau. Or de quelques probabilités qu'on veuille étayer cette supposition, toujours ne sera-t-elle qu'une supposition.

Je vous le demande, messieurs, peut-on regarder comme de même nature les moyens que j'oppose à mes adversaires ? Les doutes que j'élève sur la volonté de madame de Mirabeau sont fondés, non pas sur des suppositions, mais sur des témoignages certains, irréprochables, décisifs de sa tendresse pour moi. Ses lettres, le vœu de me rejoindre qu'elle y exprime, voilà mon titre. J'ai donc dans cette lutte l'incomparable avantage d'opposer la certitude à des suppositions ; je dis à des suppositions, parce que tous les moyens de madame de Mirabeau reposent, ainsi que sa volonté prétendue, sur des suppositions. On suppose des griefs qu'on se réserve de prouver ; on suppose ces griefs qu'on n'ose pas déduire, et que j'approfondis, moi ; on suppose que ces griefs, dont aucun n'est personnel à madame de Mirabeau que je n'ai pas revue depuis ses lettres écrites, ont fait naître sa volonté de se séparer de moi, cette volonté si contraire à son ancienne tendresse ; et moi je ne suppose rien. Je dis : madame de Mirabeau m'aimait avec ardeur, et ses let-

tres en sont la preuve. Madame de Mirabeau gémissait de mon absence ; elle invoquait l'amour conjugal ; elle soupirait après notre réunion , et ses lettres en sont la preuve. Réunissez-nous donc , rapprochez-nous du moins.

Dans cet état de choses , pouvez-vous balancer , messieurs , à m'accorder la vue de mon épouse , à m'accorder le provisoire que j'ai l'honneur de vous demander ?

Il m'est dû , messieurs , parce que le magistrat ne saurait refuser de constater mon titre ; il m'est dû , parce que le magistrat ne doit pas autoriser le trouble qu'on apporte à l'exercice de mon droit ; il m'est dû , parce que ma qualité ne m'étant pas contestée , mon nom d'époux ne doit pas être un vain nom :

Les lois prononcent et les jurisconsultes conviennent que la séparation de corps , même ordonnée , ne fait perdre au mari ni son autorité , ni ses droits ; et dans notre législation il est hors de doute que la femme , même séparée , est toujours sous la puissance du mari ; que la séparation d'habita-

tion n'anéantit ni les devoirs de la femme, ni la puissance du mari.

Quoi ! dans un état de séparation jugée, j'aurais encore le droit de prescrire à mon épouse tout ce qui serait décent et convenable ! j'aurais le droit d'inspecter et de diriger sa conduite !... Et l'on supposera , et l'on soutiendra que quelqu'un possède aujourd'hui celui de m'interdire sa vue ! Quoi ! j'aurais incontestablement le droit de dire à madame de Mirabeau : Ne recevez pas des visites de telle et telle personne ; je pourrais lui dire : Ne fréquentez pas telle et telle société ; je ne serais responsable à qui que ce soit de mes motifs , et il ne me sera pas permis de la voir , de lui écrire , de me faire entendre d'elle !..... Tel serait cependant l'effet infailible de sa demande provisoire.

Depuis long-temps toute avenue m'est fermée auprès de ma femme ; cela est avoué au procès , puisque je m'en suis plaint , d'abord dans toutes mes lettres , ensuite dans deux requêtes judiciaires ; et que les requêtes de madame de Mirabeau ne l'ont pas nié.

Cela est avoué , puisqu'un des griefs de ses requêtes c'est que j'ai désiré de la voir et d'être entendu d'elle.

Or, pourrait-on établir un état provisoire plus décisif dans la cause , plus attentatoire à mon titre , que l'adjudication entière des demandes formées au nom de madame de Mirabeau ? Voudrait-on établir un état provisoire , pendant lequel on m'interdirait tout moyen d'étouffer ce malheureux procès , d'empêcher qu'il n'ait des suites funestes pour les deux époux , pour la société , pour les mœurs , qu'il ne nécessitât un divorce éternel ?

On ne manquera pas de me dire que M. de Marignane est le maître chez lui ; qu'il peut y recevoir tous ceux qu'il lui plaît d'admettre ; que je n'ai nul droit d'exiger qu'il renonce à sa société , ni qu'il souffre mes visites ; et je ne l'ai jamais contesté. Mais , messieurs , c'est parce que mon beau-père est le maître chez lui et qu'il ne peut y avoir qu'un maître dans sa maison , que sa fille , jadis sous sa puissance , aujourd'hui sous celle de son mari , à qui seul elle est

comptable de sa conduite, ne doit pas demeurer dans une maison où non-seulement la volonté de ce mari ne peut être écoutée, mais où sa voix même ne saurait se faire entendre.

Je ne sais, messieurs, combien de fois on me réduira dans cette cause à prouver ce qui est évident; mais je sais que j'ai honte de déduire de telles trivialités. Eh! combien plus doivent-elles vous paraître inutiles et fastidieuses, si vous n'oubliez pas le point essentiel de cette cause, si vous n'oubliez pas que la prétendue volonté de madame de Mirabeau d'obtenir sa séparation n'est fondée que sur un *peut-être*! Tandis que l'amour qu'elle eut pour moi, le bonheur de notre cohabitation, le désir de notre réunion, sont établis sur des certitudes, sur des preuves inattaquables, et qu'ainsi toutes les probabilités sont en faveur de l'opinion que m'ont également suggérée les apparences et ma tendresse, je veux dire que la conduite contradictoire de madame de Mirabeau et ses procédés négatifs appartiennent tous à l'obsession qui

l'agite , qui la captive. Eh ! lequel des partisans , des amis de ma femme , ne doit pas chérir cette opinion ? Est-ce à madame de Mirabeau , épouse dévouée , bonne mère , tendre amante , peintre éloquent des sentimens les plus doux , les plus honnêtes , les plus sacrés du cœur humain ; est-ce à elle qu'on s'intéressera , ou lui préférera-t-on la femme qui , foulant aux pieds des actions si chères , aux applications les plus tendres , aux souvenirs les plus attendrissans , aux invitations les plus simples ne répond que par des refus ? qui.... Non , je ne ferai point un tel parallèle , car je suis convaincu que rien de ce qu'on me montre aujourd'hui de ma femme ne lui appartient. Mais choisissez , vous qui voulez faire renoncer au bonheur domestique celle que vous prétendez aimer , comme si vous pouviez jamais lui rendre rien qui l'égale ; choisissez et dites : Qui honore le plus madame de Mirabeau , de moi qui veux toujours la voir investie de toutes ses qualités , de toutes ses vertus , de tous ses charmes ; ou de vous qui , forcés d'avouer combien

elle était touchante lorsqu'elle peignait d'autres sentimens , d'autres opinions , d'autres vœux , ne lui en attribuez pas moins des sentimens , des opinions , des vœux contraires ?

Mais, messieurs, j'abandonne pour un instant tous les avantages que je viens de développer. Je suppose que la question de l'obsession est tellement problématique, que la balance reste en équilibre; et je demande si, dans ce cas, (le plus favorable de tous au système de mes adversaires; car ils ne rangent apparemment pas la possibilité de l'obsession dans la classe des absurdités... On a beaucoup appelé le dix-huitième siècle le siècle de la philosophie, on ne s'est pas encore avisé de l'appeler celui du désintéressement...) je demande s'il est de votre justice de laisser, pendant le procès, madame de Mirabeau exposée à l'obsession dont je me plains, dans une maison où cette obsession, si elle existe, a la carrière la plus libre et la moins disputée; où, entourée de gens intéressés à notre dissension, ma femme n'entend que des voix ennemies qui

*

m'accusent, qui me calomnient ; où je ne puis ni par ma présence, ni par mes discours, ni même par mes lettres, dissiper le prestige qui l'environne.

Ce n'est pas tout : les cruels effets de cette obsession peuvent et doivent s'aggraver. L'amour-propre et l'habitude secondent à l'envi la méchanceté, lorsqu'une fois elle est née dans le cœur de l'homme. Le malheur que j'éprouve n'est donc pas le seul que j'aie à redouter ; je dois en prévenir de plus grands. On peut, on veut même (et j'en atteste sa requête), on veut pousser madame de Mirabeau de fausses démarches en fausses démarches, jusqu'à jeter le fourreau du glaive que sa main timide tremble encore à toucher. On veut, en accumulant ses torts envers moi, faire naître une vraie répugnance dans son âme pour celui qui lui fut si cher ; on veut lui inspirer des craintes sur l'impuissance du cœur humain à pardonner de certaines injures ; elle en viendra jusqu'à redouter mes implacables souvenirs..... Messieurs, prévenez un tel complot. Ils ne pourront rien

tant qu'ils n'aliéneront pas le cœur de mon épouse ; mon âme , j'ose le dire , mon âme plané à une trop grande hauteur au-dessus de leur âme ; mais si leurs calomnies persuadaient enfin ma femme , si elle en venait jusqu'à me craindre , jusqu'à me haïr ; ah ! messieurs , je sens que je ne pardonnerais jamais à ceux qui m'auraient attiré sa haine.

Certainement , messieurs , ce n'est pas se leurrer d'un espoir trop improbable , que de croire qu'une voix qui sut le chemin de son cœur , que des procédés qu'elle ne méconnaîtra pas long-temps , lorsqu'ils ne seront point travestis , que la vue d'un mari qui lui fut cher , réveilleraient en elle des sentimens sur lesquels on ne peut élever le moindre doute , qui tout au plus ne sont qu'amortis , et que tous les gens honnêtes voudraient voir renaître. Madame de Mirabeau m'a aimé , elle m'a beaucoup aimé ; et le premier homme qu'une femme a aimé n'est jamais indifférent à son cœur. Une première impression , aussi vive que celle de l'amour , a de longs effets dont on n'aperçoit pas la chaîne dans le progrès des années ,

mais qui ne cessent d'agir jusqu'à la mort. Madame de Mirabeau m'a aimé, elle m'aime encore ; j'en ai mille preuves de détail. Ses vœux, ses prières, ses efforts se sont fait entendre jusqu'à moi ; je connais les obstacles, les persécutions, les considérations même respectables qui l'enchaînent, la tristesse, l'inquiétude qui la dévorent ; je sais tout, et mille lettres comme celles qu'elle m'a écrites depuis que je suis de retour en Provence ne me persuaderaient pas, parce qu'elles ont été évidemment combinées, si ce n'est dictées. Elle m'aime ; cependant elle m'écrit des lettres dures, des lettres outrageantes ; elle appelle le divorce.

Chère Émilie, écoute un homme qui t'aime, dont les intérêts sont les tiens, et le seul dans l'univers dont les intérêts soient les tiens. Le divorce ! eh ! quels moyens as-tu de l'obtenir ? des lettres dures que je t'ai écrites ? tu ne les montreras point. Eh ! quel mari jaloux n'en écrit pas de pareilles ? Des sévices ! ceux qui t'obsèdent suborneraient une foule de témoins pour me charger, que toujours restera-t-il

ceci : Depuis 1774, je ne t'ai pas vue ; depuis 1774, tu m'as écrit les lettres les plus tendres, et c'est toi qui craignais le divorce, loin de le désirer. Ces lettres effaceraient tout ; toi-même as écrit ton arrêt. Qu'articuleras-tu donc ? l'enlèvement prétendu d'une femme ? Non, Émilie ne sera pas assez lâche pour m'accuser, quand tous mes accusateurs m'ont absous ; elle ne saurait être recevable à m'accuser. L'espoir du divorce est donc une absurdité dont te leurrent les intéressés à notre séparation. On n'y réussira jamais. Mais voici à quoi on tentera de réussir : on te compromettra par une défense forcenée, on m'outragera, on s'efforcera de me rendre impossible de vivre désormais avec toi.....

O toi que j'ai vue si honnête, si décente, si sensible à l'opinion publique ! quoi ! cet éclat et tout ce qui en peut résulter ne te fait pas frémir ! Quoi ! Victor, ce malheureux Victor, qui, s'il vivait, me redemanderait sa mère, ne crie pas au fond de ton âme : *C'est mon père, et vous le repoussez !*... Non, tu ne plaideras pas, ou je t'ai mal connue...

Messieurs, je puis me tromper; mais, hélas ! il serait affreux que je me trompasse : et je puis bien aussi ne pas me tromper. C'est dans cette alternative que vous allez juger ; et vous ne prononcerez certainement pas que tous moyens de ramener mon pouse à des sentimens plus doux , à ses vrais sentimens , doivent m'être interdits ; vous ne prononcerez pas qu'un débat si triste, qui peut n'être encore qu'un malentendu facile à terminer, deviendra un procès à outrance; il rendrait à jamais ennemies deux familles que les ministres des autels croyaient unir, lorsqu'ils invoquaient sur nous et les nôtres les bénédictions célestes, lorsqu'ils serraient les nœuds indissolubles que Dieu même a voulu cimenter.

Mais que demandé-je ? humains et sensibles par inclination, les jugessont inflexibles et rigides par devoir. Leur vertu même ne sert qu'à les endurcir ; jamais ils ne combattront la justice sous le voile spécieux de l'équité. Religieux adorateurs de la loi , sourds, inexorables comme elle , la loi seule , ou la jurisprudence , si la loi se tait, peut leur

dicter leurs jugemens. Loin d'eux les émotions, ils réduisent tout à la règle.

Je souscris à ces maximes. J'invoque les lois, j'invoque les formes, j'invoque la jurisprudence; et je vais chercher avec vous, messieurs, si elles ont défendu que ma femme me fût donnée pendant l'instance; si elles permettent qu'elle reste dans la maison paternelle.

On assure qu'elle ne saurait être ni plus décemment, ni plus naturellement séquestrée que chez son père; et que c'est faire injure à ce père respectable que de le mettre en doute.

Je me vois forcé d'examiner si l'assertion est exacte en principe; mais je protesterai du moins que mon respect même, mon respect profond pour M. le marquis de Marignane, m'enjoint de l'écarter entièrement de cette discussion: car c'est la cause et non les personnes que nous plaçons. A Dieu ne plaise que, dans mon refus d'acquiescer à la demande provisoire, j'aie eu l'intention d'offenser ou d'affliger mon beau-père! Le ciel m'est témoin que mon vœu le plus cher se-

rait d'embellir sa vie. S'il ne m'y avait forcé, j'aurais tout sacrifié au dessein de lui plaire : je dis tout, hors ma femme. Mais si, après me l'avoir donnée, il veut me la ravir, je dois à lui, je dois à elle de la réclamer de lui-même.

N'oublions jamais dans ce procès, messieurs, que je me plains d'obsession, que l'obsession peut et doit même investir le père, plus naturellement et plus assidûment encore que la fille. N'oublions pas que ma femme (même dans le système qu'on lui prête) n'est pas moins intéressée que moi à faire cesser les plaintes d'obsession : qu'il lui convient, à elle comme à moi, de se montrer libre; et qu'on ne saurait la dire libre dans une maison telle qu'elle soit, où les obsesseurs, s'il en est, sont admis, tandis que la voix du mari ne peut s'y faire entendre.

Après des considérations d'une telle nature, je n'aurais pas besoin, sans doute, de consulter ni les lois positives, ni les formes, ni la jurisprudence. La première de toutes les lois est celle qui accorde à ma femme

la liberté que je demande pour elle. La forme la plus sacrée est celle qui respecte le titre et le droit établis. La meilleure jurisprudence pour la société, pour les mœurs pour l'intérêt de la paix domestique, est incontestablement celle qui ne laisse à la femme que le choix de la maison de son mari, ou tout au plus l'hospice consacré par les autels.

Je pourrais donc me dispenser d'ouvrir des livres de droit, qui devraient toujours m'être bien étrangers, pour savoir ce que d'autres ont pensé ou jugé sur l'évidence même. Mais voyons, puisqu'il ne reste à mes adversaires que ce faible retranchement, voyons quelle est l'opinion des jurisconsultes, et quelle est la jurisprudence sur la séparation provisoire.

Les auteurs de droit répètent un axiome : *Divortii causâ pendente, et uxorem et res apud virum esse debere* (1); « pendant

(1) Brillouin, voyez Séparation. *Luc. lib. 8, tit. 4, cap. 1 et 2.*

l'instance de divorce, la femme et tout ce qui lui appartient doivent être chez le mari. »

Brillon, qui a recueilli la jurisprudence de tout le royaume, établit què « lorsque » la femme demande à être séparée d'habitation, elle doit être mise dans un couvent, ou maison bourgeoise non suspecte, où le mari pourra la voir, et obtenir le moyen de procurer la réunion des esprits. Ainsi fut jugé à Paris, le 17 août 1711, par arrêt de la cinquième chambre des requêtes. C'est la jurisprudence établie et courante, » ajoute cet auteur; et cette jurisprudence est ancienne. En effet, voici ce que nous trouvons dans Papon.

« Par arrêt du parlement de Paris, » du 15 février 1492, fut dit contre une femme poursuivant divorce et séparation contre son mari, que, sans préjudice de ses justes moyens au principal, et de lui faire droit, elle serait tenue, » par provision, *s'en retourner en compagnie de son mari, et lui obéir et en-*

» *tendre tout ainsi qu'au paravant* (1); et
» autant en fut jugé le 18 août 1536, par
» arrêt de ladite cour. »

Voilà donc trois arrêts qui autorisent l'injonction que j'ai demandée : ils ne sont pas les seuls, à beaucoup près ; mais ils suffisent pour prouver que, dans notre jurisprudence, les droits du mari subsistent dans toute leur intégrité, pendant l'instance en séparation, et qu'ainsi ils doivent être respectés.

On trouve, il est vrai (et je suis loin de le déguiser), d'autres arrêts par lesquels la femme a été séquestrée. Mais qu'on y prenne garde : jamais la séquestration provisoire n'a été ordonnée sans un commencement de preuve de sévices. Je défie mes adversaires de trouver un seul exemple, je dis un seul, qui contrarie cette assertion. Il n'est point, il ne saurait y en avoir ; la nature des choses s'y oppose. On ne peut, sans prouver les orages de la cohabitation

(1) Arrêts de Papon, liv. 15, tit. 3 de *Divorce et Séparation*, n^o. 1.

passée , et sans être presque ainsi assuré que la cohabitation demandée serait dangereuse , dépouiller de fait le mari de son droit. On ne peut commencer par éloigner l'un de l'autre deux époux , dont la réunion est le vœu de la société, des mœurs et des lois , dont on doit en tout temps faciliter la réconciliation.

Aussi , lorsque nous trouvons des arrêts qui ont ordonné la séquestration provisoire, nous trouvons en même temps qu'elle n'a été ordonnée que sur des preuves. Tel est l'arrêt rendu le 10 février 1663 , dans une cause plaidée par le Maistre (1). Cet arrêt est rapporté à la suite du plaidoyer. « La » cour , sur les conclusions de M. Omer » Talon , avocat général , qui déclara que » *les faits allégués dans le plaidoyer,* » *étaient vérifiés par les informations* » *qu'il avait vues* , ordonna par son arrêt » que la dame de Mailly serait séquestrée » en la maison et près la personne de madame la duchesse de Longueville; que

(1) Plaidoyer XIV.

» le sieur de Mailly lui donnerait six cents
» livres de pension , et *qu'il n'aurait autre*
» *liberté que celle de la visiter.* »

La dame de Mailly avait prouvé par les informations les sévices dont elle se plaignait ; elle fut séquestrée en maison tierce ; elle fut mise auprès d'une princesse de la maison royale , et *reconnue de toute la France* , dit le Maistre , *pour être par sa vertu l'ornement de son sexe.*

Cependant le mari , dont les sévices étaient prouvés , eut la liberté de la visiter dans cette maison : et l'on voudrait que ma femme fût laissée dans un tel état , qu'il ne me fût pas possible de la voir ! Le mari qui avait abusé de ses droits eut celui de se faire entendre de sa femme ; on lui laissa le pouvoir et les moyens de rappeler , de réveiller sa tendresse : et l'on me refuserait à moi ce droit , ce moyen , ce pouvoir ! à moi , contre qui on ne prouve rien , contre qui on n'allègue rien !

Car qu'est-ce que cette locution si légère , si cruelle , si coupable , si calomnieuse , dont on a chargé la requête de ma femme ?

Sans parler de sévices et de mauvais traitemens dont madame de Mirabeau peut se plaindre. Quoi ! vous intentez un procès en séparation , sans parler de sévices et de mauvais traitemens ! Quoi ! vous les indiquez et vous n'en parlez pas ! Quoi ! vous lancez sur un homme le soupçon d'une lâcheté telle que des sévices et des mauvais traitemens envers sa compagne , envers la mère de son fils , et vous ne daignez pas l'approfondir ! Vous me supposez apparemment si coupable, que ce délit n'ajoute rien à mes attentats.

Mais sur qui retombe cette injurieuse réticence , quand deux jours après celui où vous vous l'êtes permise, trente-cinq lettres paraissent , dont chaque ligne vous nomme calomniateur?..... Dieu juste ! auquel on m'accuse de ne pas croire, comme si tout autre qu'un aveugle pouvait nier la raison sublime qui préside à la nature ! Dieu juste ! à quoi tient la réputation d'un homme ! Il ya huit mois que je ne possédais pas une de ces lettres. Ensevelies dans des papiers mille fois abandonnés dans mes courses

infortunées, la vigilance fidèle d'un ami me les a conservées. C'est après huit années de malheur et d'oubli que je les retrouve ; et si je ne les eusse pas rapportées, il me fallait ployer la tête sous le poids d'une invincible calomnie. Une ville, une province entière l'eût répétée, l'eût accréditée ! Les intéressés à persuader les bruits injurieux, ardens à les répandre, en sont presque toujours les auteurs ; n'importe : ils triomphaient , et moi je fuyais ma patrie, mes amis, ma famille ; je fuyais les regards des vivans..... Mais calmons-nous, car ils empoisonnent jusqu'à ma sensibilité la plus juste. Il est difficile d'exposer froidement des sentimens qui déchirent l'âme ; cependant la chaleur nuit, dit-on, à la vérité : disons donc la vérité toute nue.

Si nous parcourons encore le recueil des dissensions domestiques et civiles, nous voyons dans ces mêmes plaidoyers de le Maistre (1), une autre femme qui, se plaignant de sévices, et soutenue par son

(1) Plaidoyer VIII.

père, chez qui elle s'était réfugiée, fut condamnée à retourner sans délai auprès de son mari qui la réclamait. Et peut-être, il ne sera pas inutile de répéter ici un passage de l'Écriture, vraiment remarquable, que le Maître, suivant l'esprit du temps, mais plus encore par l'excellence de l'à-propos, cite à cette occasion. Je vais le rapporter, et je m'abstiendrai de le traduire. *Fuit quidam vir levites qui accepit uxorem de Bethleem Juda : quæ reliquit eum et reversa est in domum patris sui in Bethleem, mansitque apud eum quatuor mensibus. Secutusque est eam vir suus, volens reconciliari ei, atque blandiri et secum reducere; quæ suscepit eum et introduxit in domum patris sui. Quod cum audisset socer ejus, eumque vidisset, occurrit lætus, et amplexatus est hominem (1). A quoi le père de l'église qui commente ce passage ajoute : *Occurrit pro foribus socer, generum introduxit, filium reconciliavit; et ut lætiores demit-**

(1) Judic. cap. XIX, 1, 2, 3.

teret, triduo tenuit, quasi repararet nuptias (1). Les temps, les mœurs et jusqu'à la morale sont bien changés !

Des docteurs étrangers se sont proposé des difficultés sur la question que nous agitions. Sur une demande en séparation, la séquestration provisoire doit-elle être ordonnée ? Ils distinguent d'abord, d'après la nature des moyens ; ils distinguent ensuite, d'après l'âge des femmes maltraitées par leurs maris ; et disent : *Cum agitur de muliere juveni, in qua urgeat periculum honestatis vivendo extra domum viri ; — loco honestæ matronæ, legi solet aliquod monasterium : et cum agatur de muliere propectæ ætatis, prudenter de mandato sequestro in genere illius, locus emissus est arbitrio judicis* (2). De sorte que ces sophistes subtils ne laissent eux-mêmes à une jeune femme non maltraitée, et qui cependant demande à être séparée, d'autre ha-

(1) Amb. l. vi, c. 44.

(2) Luc. de matrimonio, sponsalibus et divortio. Disc. XI, n°. 4.

bitation que celle de son mari ou celle du couvent.

Les jurisconsultes y sont unanimes. Il n'y a lieu à la séquestration que lorsque les dangers de la cohabitation sont évidens ; c'est l'opinion universelle. Et cela fut attesté par MM. les gens du roi, lors de l'arrêt rapporté par Boniface. « C'est aussi, disent-ils, ce qui a donné lieu à tant d'arrêts qui ont établi cette jurisprudence triviale au palais, que la première plainte de la femme n'est jamais écoutée, et qu'elle est toujours condamnée à retourner avec son mari, avec injonction à lui de la traiter maritalement, et, à moins de récidive, séparation n'est jamais ordonnée (1). »

Celle qu'on demande provisoirement pour madame de Mirabeau ne saurait l'être, parce qu'il n'y a point de preuve de sévices, parce qu'il n'en est pas question, parce qu'il ne peut en être question, parce que l'in vraisemblance même de la supposition

(1) Tome 4, liv. 5, tit. 13, ch. 1.

en ferait rejeter la preuve, si elle était demandée. Ainsi fut jugé dans le procès de la dame Rapaly, plaidé par Cochin. Ainsi fut jugé le 1^{er}. février 1745, par arrêt rapporté dans Denisart. Ainsi fut jugé le 4 mai 1750, contre la dame de Melun, qui articulait des faits de sévices. Ainsi fut jugé le 7 avril 1756, en la grand'chambre du parlement de Paris, contre la comtesse de Mont-Boissier-Canillac. On jugea de même enfin, le 4 septembre 1768, contre la dame de Falé.

Ma cause est sans doute infiniment plus favorable que celle des procès en séparation provisoire dont j'ai rapporté les décisions. Non-seulement il n'y a point de preuve de sévices, non-seulement *on ne parle pas* d'un tel moyen, quoiqu'on ait l'indicible méchanceté de déclarer qu'on en pourrait parler; non-seulement on n'en parle pas, mais la supposition même est inadmissible.

Ce n'est pas, gardez-vous de le croire, messieurs, que je prétende exciper d'une fin de non-recevoir résultant d'une récon-

ciliation. Ce moyen, tout-puissant sur l'esprit des juges inviolablement attachés à la règle, est au-dessous de mon caractère moral : je n'en ai pas besoin. Ce n'est pas sous cet aspect que je vous ai présenté, messieurs, les lettres touchantes de madame de Mirabeau. J'ai voulu vous démontrer, j'ai voulu démontrer au public (véritablement la preuve était facile) qu'il était impossible de supposer que notre cohabitation eût été orageuse. J'ai voulu démontrer qu'une lettre jalouse, et par conséquent dictée presque nécessairement par l'amour, fut la première, l'unique cause de nos dissensions ; qu'il n'y en eût jamais d'autre, et qu'un regard nous eût rendus à notre tendresse, à notre confiance mutuelle.

Au reste, la nécessité de la cohabitation pendant l'instance, soit pour étouffer dès le principe un procès dont vous ne pouvez que gémir, soit pour constater par cette épreuve la volonté et la disposition réelles des deux époux ; la nécessité de la cohabitation est tellement de principe, que l'exception pour le seul cas des sévices n'est

venue que du relâchement de nos mœurs : on ne la trouve dans aucun des jurisconsultes anciens. Cujas examine en plus d'un endroit la question provisoire (1). « S'il » s'agit, dit-il, de la validité du mariage, » ou que l'un des deux époux en demande » la dissolution, ils doivent être séparés. » S'il ne s'agit que de suspendre la cohabitation, attendu les sévices, les deux époux doivent habiter ensemble pendant le procès. »

Le barreau de cette ville n'en doutait pas, du temps de feu M. Julien, dans les notes manuscrites duquel nous trouvons précisément la même décision. Il demande : *An, lite pendente super dissolutionem matrimonii, debeant conjuges simul cohabitare? non debent*, dit-il, *ut lite pendente, nihil innovetur. SED SI AGATUR TANTUM DE SÆVITIA DEBENT COHABITARE* (2). De sorte que, dans la rigueur des principes, envisagés dans leurs

(1) Cujas ad cap. litteras de restit. spoliat., et ad cap. 2, in lite pendente nihil innovet.

(2) Matrimonium 42, l. B.

relation avec les mœurs , adoptés par l'universalité des jurisconsultes anciens , et par ceux même de ce pays , une demande en séparation pour sévices n'empêcherait pas la cohabitation pendant le procès. On voit à quel luxe de richesses et d'autorité je renonce.

Je ne croirai pas aisément que des ménagemens puissent porter les magistrats à permettre contre toute règle la séparation provisoire.

» Le premier objet du législateur , dé-
» positif de son esprit , compagne insé-
» parable de la loi , l'équité , ne peut être
» contraire à la loi même. Tout ce qui
» blesse cette équité , véritable source de
» toutes les lois , ne résiste pas moins à la
» justice (1). Le législateur l'aurait con-
» damné , s'il l'avait pu prévoir ; et , si le
» magistrat , qui est la loi vivante , peut
» suppléer alors au silence de la loi morte ,
» ce n'est pas pour combattre la règle ,
» c'est au contraire pour l'accomplir plus
» parfaitement. »

(1) D'Aguesseau.

Ces paroles augustes , proférées par le premier magistrat de ce siècle , vivent sans doute au cœur de tous les juges.

Mais enfin , quel que soit l'oracle que la justice va rendre ici , j'en respecterai les motifs et j'élaguerai une foule d'exemples qui ne seraient maintenant que des répétitions superflues. J'en ai dit assez , j'en ai trop dit peut-être : qu'il me soit permis seulement de chercher , en finissant , comment , si la séparation provisoire pouvait être ordonnée , elle devrait l'être.

Dans cette supposition même , elle devrait l'être en respectant mes droits. Elle devrait l'être de manière que ma femme ne fût pas soustraite à la puissance de son mari. Elle devrait l'être de manière à me donner les moyens de rappeler mon épouse à ses premiers devoirs , à ses inclinations premières. Cette séparation provisoire devrait surtout être ordonnée , en garantissant madame de Mirabeau des obsessions qui captivent sa volonté. Elle devrait être ordonnée , en me donnant tous les moyens de m'assurer par moi-même de cette vo-

lonté. C'est au pied des autels que je reçus sa foi; c'est au pied des autels que les illusions qui la troublent peuvent se dissiper. Là, délivrée du tourbillon qui l'entraîne, et dont on s'efforce d'augmenter l'agitation; là, rendue à elle-même, son cœur volera vers l'époux que son cœur a choisi; là, mes soins, mes attentions, mes gémissemens sur le sentiment cruel qui lui ferait préférer un tel asile à la couche nuptiale, auront bientôt séduit son âme sensible et tendre. Eh ! que redoute-t-on de moi, lorsqu'on veut à tout prix m'éloigner d'elle ? c'est la vérité de mon accent, de mon langage; c'est l'énergie que je saurais donner à ma modération même, c'est l'émotion que j'inspirerais facilement à ma femme, en lui parlant d'elle, comme j'aimais toujours à en parler : ce sont ces sentimens que je rallumerais dans le cœur d'une épouse, qui mieux qu'une autre connaît mon cœur, quoiqu'il ne lui soit pas même permis de l'avouer. Et c'est là, messieurs, ce qui m'adjudge mes fins provisoires en cette cause, que nous voudrions

tous voir étouffer dans de mutuels embrasemens. Malheur à qui ne désire pas que madame de Mirabeau ait tort, évidemment tort au procès, ou du moins qu'on ait tort pour elle ! car je ne cesserai jamais de l'en écarter. Malheur à qui, pénétré de cet espoir, qu'un si triste débat n'a commencé que parce qu'on n'a pas permis aux deux époux de se voir et de s'entendre, ne désire pas que je sois aussi savant dans la magie de plaire, que mon aimable Émilie l'écrivait autrefois, et qu'elle succombe aux doux efforts de cette magie !

Mais pourquoi préféré-je un couvent à la maison de son père ?

Moi, je ne préfère rien, je ne demande rien que la règle. Je demande que ma femme me soit rendue. Mais si les juges ne croient pas devoir l'ordonner, s'ils trouvent quelque obstacle à la cohabitation, je dis, ou plutôt un célèbre avocat général dit avec moi, que *la maison d'où la paix domestique s'éloigne doit être une maison de deuil*. Je n'ai pas le droit d'exiger que celle de mon père adoptif en soit attristée.

...

Je ne saurais lui demander qu'il renonce pour moi à ses amis , à leur société , à leurs plaisirs , que trop long-temps peut-être j'ai suspendus. Mais j'observe avec regret , avec syndérèse , qu'il est de mon intérêt , qu'il est surtout de celui de ma femme , qu'elle ne soit point distraite dans une circonstance qui va décider du bonheur de notre vie. Il est de notre plus grand intérêt , il est de la décence , que dans cet instant elle soit seule avec elle-même. Il faut qu'elle puisse descendre au fond de son propre cœur , de ce cœur que j'ai pris pour juge. N'admettez plus , messieurs , entre elle et moi , que le ciel , qui reçut ses sermens et les miens.

Ma voix s'épuise , je l'avoue , et je vous ai trop fatigués , messieurs. L'honneur et la cause appelaient des détails... Les ingrats!.. Combien ne leur en ai-je point épargné! Mais jamais , non , jamais je ne porterai à des ennemis si chers des coups que ma vive tendresse n'affaiblisse pas. Si je vous racontais , messieurs , même avec la plus grande simplicité ; si je dessinais , sans la moindre

enluminure, le tableau des procédés également inouïs et injurieux dont je suis poursuivi depuis six mois, vous croiriez que j'ai déjà dispensé par des délits atroces madame de Mirabeau de toute déférence, de tout égard, de toute politesse (si jamais une femme peut en être dispensée envers son mari), ou que ses conseils sont frappés d'aveuglement. Les lettres que j'ai rendues publiques, et dont chaque ligne atteste ma conduite à son égard, ont assez manifesté ce que tout homme qui a quelque candeur dans l'âme et quelque logique dans l'esprit peut et doit penser de notre union. Elles ont assez manifesté que la hauteur qu'on a toujours affectée avec moi, et qu'on a couronnée par l'injure de me renvoyer mes lettres, sans les laisser parvenir à mon épouse, était destinée à couvrir le vide de moyens et de raisons, et surtout de donner à entendre au public qu'on lui cachait des secrets effroyables, que la seule générosité de mes adversaires m'épargnait.

Ils circulaient cependant ces secrets; et me voici, messieurs, pour demander enfin

qu'on les dévoile. C'est d'une voix de Stentor, c'est avec une âme indignée et brûlante, qui peut-être élèvera mon génie, que j'appelle dans la lice les calomniateurs.

Mais, non. Tandis qu'on répétait jusqu'à l'outrage les refus les plus inflexibles, on cabalait pour reculer la demande judiciaire, pour m'interdire ma défense naturelle (et vous ne m'entendriez pas aujourd'hui, messieurs, si j'eusse trouvé des juges vulgaires), pour engager ma famille à s'opposer au procès, pour mettre le désordre dans mes affaires pécuniaires, pour me décourager, pour me dégoûter, pour m'ôter des défenseurs... Et c'est ainsi que mes adversaires décélaient leurs craintes.

En effet, vainement on avait forcé madame de Mirabeau à consulter contre moi, avant même que je l'eusse réclamée; vainement on me prodiguait les hostilités les moins déguisées : *Madame de Mirabeau consulte*, répondais-je aux officieux donneurs d'avis; *elle a donc un procès? elle est bien à plaindre. Pour moi qui n'en ai point, je ne consulte pas.* Je m'é-

tais renfermé dans cette réponse muette , si l'on peut parler ainsi.

Le jour où ni moi , ni mes gens , ni mon écriture , ne peuvent plus pénétrer chez M. le marquis de Marignane , arrive enfin ; et je suis forcé de recourir aux voies judiciaires. Je cherche des avocats alors , et je m'applaudissais , je m'applaudis encore de n'en avoir cherché qu'alors. Je vais demander des conseils au bien petit nombre de ceux sur qui je me croyais permis de jeter les yeux , puisque la famille de madame de Mirabeau ne les avait pas consultés. Plusieurs d'entre eux me refusèrent , sans autres raisons , sans autres motifs que la crainte de s'engager dans une affaire de parti.

Une affaire de parti , bon Dieu ! Est-il donc un autre parti pour des avocats que celui de la loi ? reconnaissent-ils un autre empire ? Une affaire de parti ! et qu'a donc cette noble profession de plus sacré que de combattre ce monstre aux cent voix , qui , nourri d'illusions , de mensonges et de calomnies , ne vomit qu'illusions , calomnies et mensonges ?

Une affaire de parti ! oui, sans doute, mon procès en est une, ou du moins il devrait en être une : car tous les honnêtes gens, tous ceux qui croient l'ordre public intéressé aux bonnes mœurs, et tous les citoyens intéressés à l'ordre public doivent trembler pour les engagements que l'on contracte, au siècle, où la seule convenance de l'égoïsme, où la seule répugnance vraie ou fausse, et attestée par autant de témoins suspects, où les seules armes d'un absurde persiflage ou d'un bon ton prétendu, qui croit dominer dans les cercles, parce qu'on est assez pusillanime pour en redouter les ridicules vengeances, peuvent donner créance à des bruits injurieux, à des diffamations atroces, à des calomnies absurdes ; peuvent élever, soutenir, maintenir, prolonger, éterniser le plus scandaleux, le plus désespéré des procès, en trompant les faibles, en secondant les méchants, en glaçant la voix dans les bouches honnêtes, mais pusillanimes, et toujours enchaînées par les clameurs qui étourdissent les hommes frivoles et paisibles, et mettent en méfiance jusqu'aux sages.

Sans doute un tel ordre de choses devrait effrayer tous nos concitoyens , et je pourrais les supplier, au nom des lois , au nom de la justice , au nom de leurs intérêts et d'eux-mêmes , d'ouvrir les yeux , de voir dans mes procédés un ami de la paix , et dans ma cause celle de toutes les familles.

Oui, messieurs, c'est une chose déplorable et vraiment honteuse pour le siècle, pour la nation, pour les mandataires de l'autorité, pour les magistrats, que ces sortes d'arrangemens qui insultent aux lois, aux mœurs, à la religion, à la morale, et au moyen desquels une femme vit dans le monde, libre, indépendante, ne tenant plus à son mari que par son nom, et trop souvent par le ridicule ou la honte dont elle le couvre.

Mais malheur à l'époux qui, dégoûté de cette philosophie si commode, mais si funeste, et par conséquent si coupable, par tendresse pour sa femme, ou par une foule de sentimens et de principes honnêtes; malheur à lui s'il se refuse à ces compositions amiables ! Rien ne peut le mettre à

couvert d'une demande en séparation ; et cette demande trouvera de la faveur, n'en doutons pas.

Une femme, intéressante par elle-même, plus intéressante encore par l'apparence de l'infortune qu'on sait lui donner, va remplir le royaume de ses plaintes. Elle séduira d'abord le cercle qui l'environne ; ses parens, ses amies, ses connaissances seront entraînés, et deviendront les échos, de ses plaintes. Un monde entier qui n'approfondit rien, dont la malignité ne veut le plus souvent trouver que des torts, n'écouter que des anecdotes, ne répéter que des épigrammes, fera d'un procès en séparation une affaire de parti ; et les plus sages, les plus équitables des magistrats verront la balance trébucher dans leurs mains.

L'intérêt de la morale et des mœurs, celui même de ce sexe si séduisant, mais que nous avons rendu si faible ; son intérêt, dis-je, car toute société a besoin d'un chef, le respect dû au plus auguste des contrats, à l'engagement sur lequel repose la société

entière; les suites terribles de la profanation de ce lien sacré, l'ordre public, en un mot, ce motif sublime devant qui tous les autres se taisent, invoquent à grands cris la rigueur des maximes en matière de séparation. Et s'il est trop vrai, comme une foule de divorcés sans divorce l'atteste, que les tribunaux s'en sont souvent relâchés, je me trouve heureux de pouvoir, sans imprudence, le dire devant vous, et vous inviter, par cela même à plus de sévérité. On attend de vous de grands exemples, messieurs.

Mais, que dis-je ! il ne saurait être question ici de sévérité : il ne s'agit que de bienveillance. Madame de Mirabeau n'a pas cessé un instant d'être l'épouse de mon cœur ; elle n'a pas cessé un instant de désirer d'en réaliser le titre. Pour être heureuse, elle n'a qu'à vouloir l'être, ou plutôt elle n'a qu'à se ressembler et prévenir votre jugement, ou lui obéir.

Les efforts de l'orateur ne furent point couronnés de succès. Une lettre de madame de Mira-

374 PLAIDOYER DE MIRABEAU.

beau qu'il fit imprimer dans un de ses mémoires, et qui tendait à établir un infidélité de son épouse, présenta à ses adversaires un nouveau moyen dont ils profitèrent. Ils prétendirent qu'un mari accusateur de sa femme n'avait pas le droit de demander la réunion. Ce principe, qu'ils appuyaient de l'autorité du chancelier d'Aguesseau, fut admis par les juges, et la séparation prononcée. Mirabeau évoqua la cause au grand-conseil, mais il demanda en vain la cassation de la sentence qui avait rejeté ses prétentions.

**FIN DU PLAIDOYER DE MIRABEAU, ET DU
TOME SECOND ET DERNIER.**

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIER VOLUME.

Notice biographique sur Mirabeau. Page 5.

ÉTATS DE PROVENCE.

1789.

Pages.

- 30 *janvier*. — Discours sur la représentation illégale de la nation provençale dans ses états actuels, et sur la nécessité de convoquer une assemblée générale des trois ordres, 1
- 3 *février*. — Réponse aux protestations du clergé et de la noblesse contre le discours précédent, 2
- 25 *mars*. — Proclamation de Mirabeau aux Marseillais, à l'occasion des désordres qui étaient sur le point d'éclater dans la ville de Marseille, 20

ÉTATS GÉNÉRAUX.

- 18 *mai*. — Sur la proposition d'envoyer des commissaires au clergé et à la noblesse,

afin d'opérer leur réunion avec les communes ,	31
11 juin. — Discours relatif à une dénonciation faite contre M. Duroveray , ami de Mirabeau ,	44
15 juin. — Discours pour engager les communes à se constituer sous le titre de <i>Représentans du peuple français</i> ,	47
23 juin. — Réponse à M. de Brézé , grand maître des cérémonies ,	81

ASSEMBLÉE NATIONALE.

27 juin. — Mirabeau propose un projet d'adresse de l'assemblée nationale à ses commettans ,	84
— Projet d'adresse ,	92
2 juillet. — Sur les réserves de la minorité du clergé , en se réunissant aux deux autres ordres ,	105
8 juillet. — Proposition d'une adresse pour le renvoi des troupes stationnées dans les environs de la capitale ,	108
9 juillet. — Projet d'adresse à ce sujet ,	123
15 juillet. — Paroles remarquables de Mirabeau à la députation qui allait , pour la troisième fois , solliciter le renvoi des troupes ,	131
16 juillet. — Projet d'adresse pour demander le changement des ministres ,	133
25 juillet. — Sur l'inviolabilité des lettres ,	140

1 ^{er} . août. — Réponse à la motion qui avait pour but de défendre aux députés de se rendre dans les districts de Paris ,	142
7 août. — Sur la question de savoir si la loi de l'abolition du <i>droit</i> de chasse devait porter une exemption en faveur des plaisirs du roi?	145
18 août. — Réponse aux attaques dirigées contre le projet de déclaration des droits de l'homme ,	149
21 août. — Projet de déclaration des droits de l'homme ,	162
22 août. — Sur la responsabilité des agens du pouvoir exécutif ,	164
— Sur l'article de la constitution relatif aux cultes religieux ,	165
23 août. — Discours sur le même sujet ,	169
24 août. — Sur la liberté de la presse ,	174
1 ^{er} . septembre. — Discours sur la sanction royale ,	175
14 septembre. — Sur la durée du <i>veto</i> suspensif ,	202
16 septembre. — Sur la renonciation faite à la couronne de France par le roi d'Espagne, pour lui et ses descendans ,	205
26 septembre. — Sur la proposition de M. Necker d'une contribution patriotique du quart des revenus ,	208
8 octobre. — Sur la formule à employer pour la promulgation des lois ,	229

- 9 octobre. — Explication sur le sens du décret qui prononçait l'inviolabilité des députés, 232
- Même séance.* — Proposition de n'accorder des passe-ports aux membres de l'assemblée qu'autant qu'ils auront des motifs légitimes d'absence, 233
- 21 octobre. — Sur la proposition d'une loi martiale, à l'occasion d'un assassinat qui venait de se commettre, 235
- 27 octobre. — Proposition de l'orateur sur les droits d'électeur et d'éligible, 237
- 28 octobre. — Suite de la discussion sur cette proposition, 243
- 30 octobre. — Discours sur la propriété des biens du clergé, 250
- 7 novembre. — Sur la proposition d'interdire à tout représentant de la nation de pouvoir passer au ministère pendant la législation dont il sera membre, 269
- 18 novembre. — Sur la question de savoir si les électeurs pourraient choisir les députés à l'assemblée nationale parmi les éligibles de tous les départemens du royaume, 278
- 30 novembre. — Proposition de l'orateur tendant à accorder aux Corses qui s'étaient expatriés à l'époque de la guerre, le droit de rentrer dans leur patrie, 281
- 1^{er} décembre. — Sur la question de savoir si

- une dénonciation d'infidélité dans le maniement des deniers communs, portée contre des officiers publics, devrait, [pour qu'il y fût donné suite, être signée de cent citoyens actifs au moins, 285
- 2 décembre. — Sur la proposition de décréter qu'à l'avenir tout député qui fera une dénonciation sera obligé de déposer sur le bureau les pièces justificatives, sous peine d'être déclaré calomniateur, et exclu de l'assemblée, 286
- 10 décembre. — Proposition d'établir une gradualité dans les élections aux fonctions publiques, 289
- 15 décembre. — Réponse de l'orateur aux objections faites contre la proposition précédente, 305
- 24 décembre. — Sur la question de savoir si les comédiens, les juifs et les protestans, seront éligibles à toutes les fonctions civiles et militaires, 308
- 26 décembre. — Sur la proposition de former un comité pour présenter un plan général et nouveau sur les impositions, 311
- 29 décembre. — Sur l'offre patriotique d'une somme de 900,000 livres, faite par la république de Genève, 313

1790.

9 janvier. — Motion de l'orateur relative

au refus de la chambre des vacations du parlement de Rennes, d'enregistrer et d'exécuter les décrets de l'assemblée na- tionale ,	320
22 janvier.— Sur l'organisation d'un comité de liquidation ,	338
<i>Même séance.</i> — Sur la proposition de M. de Cazalès, tendant à ce que le comité de li- quidation eût ordre de vérifier tous les détails et tous les titres de créances ,	341
<i>Même séance.</i> — Sur une expression de l'abbé Maury, injurieuse pour l'assemblée, et sur la motion de l'exclure des séances ,	344
22 février.— Sur la présentation d'une nou- velle loi martiale ,	351
23 février. — Sur les amendemens au projet de loi précédent ,	354
9 mars. — Sur un rapport fait à l'assem- blée au sujet des troubles de Marseille ,	359
13 avril. — Sur la proposition de don Gerle, que la religion catholique, apostolique et romaine fût déclarée la religion de l'état, et la seule reconnue ,	368
19 avril. — Sur la proposition d'annuler les mandats impératifs, et de fixer le renou- vellement de l'assemblée après l'achève- ment de la constitution ,	370
3 mai. — Sur la présentation d'un plan d'organisation pour la municipalité de Paris ,	376

5 mai. — Sur la question de savoir si les juges élus par le peuple seraient <i>institué</i> par le roi,	378
---	-----

DEUXIÈME VOLUME.

20 mai. — La nation doit-elle déléguer au roi l'exercice du droit de paix et de guerre,	
Discours et projet de décret,	1
21 mai. — Proposition d'ajourner au lende- main la délibération sur cette question,	56
22 mai. — Second discours de Mirabeau sur le droit de paix et de guerre,	59
11 juin. — Éloge funèbre de Franklin,	90
22 août. — Sur les délits de la presse, à l'oc- casion d'un libelle de Marat,	93
23 août. — Discussion sur l'affaire de M. l'ab- bé de Barmond, prévenu d'avoir favori- ser l'évasion de M. Bonne de Savardin,	95
25 août. — Rapport et projet de décret, au nom du comité diplomatique, tendant à confirmer les traités de la France avec l'Espagne,	100
31 août. — Sur l'impression de la procédure de l'affaire des 5 et 6 octobre 1789,	125
11 septembre. — Sur les prétendues relations de Mirabeau avec M. Trouard de la Riolles,	128
21 octobre. — Sur la proposition de substi-	

- tuer au pavillon blanc, le pavillon aux couleurs nationales, 131
- 21 octobre. — Sur la proposition de M. de Menou, que M. Guilhermy soit arrêté sur-le-champ pour avoir traité Mirabeau de *scélérat* et d'*assassin*, 138
- 6 novembre. — Discussion sur un discours prononcé à l'assemblée par l'orateur d'une députation de l'île de Corse, et sur une Lettre de l'abbé Peretti, 141
- 9 novembre. — Sur une dénonciation faite par l'abbé Maury d'un libelle où il se disait insulté, 148
- 13 novembre. — Discussion relative aux désordres commis chez M. de Castries à la suite d'un duel qu'il avait eu avec M. Charles de Lameth; et, sur une proposition faite contre M. Roy, à l'occasion d'une insulte envers l'assemblée, 150
- 20 décembre. — Sur les événemens arrivés à Aix et sur les meurtres dont cette ville avait été le théâtre, 158

1791.

- 1^{er} janvier. — Sur la question de savoir si on prescrivait aux ecclésiastiques de prêter serment de fidélité à la nation, à la loi et au roi, l'assemblée n'avait pas entendu toucher à ce qui était purement spirituel? 169

13 janvier. — Sur la liberté des théâtres ,	174
18 janvier. — Discussion sur le serment exigé des ecclésiastiques et des fonctionnaires publics ,	178
28 janvier. — Sur les mesures relatives à la sûreté extérieure de l'état ,	183
3 février. — <i>Présidence de Mirabeau.</i> Réponse à une députation des auteurs ly- riques , qui venaient présenter à l'assem- blée un projet de règlement sur les théâ- tres ,	200
8 février. — Réponse à une députation de la municipalité de Paris ,	201
<i>Même séance.</i> — Réponse à une députation des Quinze-Vingts , qui venaient dénoncer une spoliation commise dans leur admi- nistration , par M. le cardinal de Rohan ,	203
<i>Même séance.</i> — Réponse de Mirabeau à la députation d'une société des <i>Inventions et</i> <i>découvertes</i> ,	205
10 février. — Réponse à une députation de Quakers ,	206
14 février. — Réponse à une députation de docteurs agrégés , qui demandaient à en- seigner le droit , concurremment avec les professeurs des facultés ,	210
<i>Même séance.</i> — Réponse à une députation de la commune de Paris , qui venait de- mander à l'assemblée une loi sur le mode	

	384	Pages.
particulier d'existence de la dynastie régnante ,		213
24 février. — Sur le départ de Mesdames et sur leur arrestation ,		215
28 février. — Discussion à l'occasion d'un projet de loi sur l'émigration ,		222
22 , 23 , 24 et 25 mars. — Discussion d'un projet de loi sur la régence ,		234
2 avril. — Discours et projets de décrets sur l'égalité des partages dans les successions en ligne directe ,		258
Discours sur l'égalité des partages dans les successions en ligne directe ,		260
Plaidoyer de Mirabeau , à l'audience de la sénéchaussée d'Aix , dans son procès en séparation avec sa femme ,		291

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25



